

# Etudes Marxistes

N°12 – 3<sup>ème</sup> trimestre 1991

Si, depuis Marx jusqu'à nos jours, il est de bon ton de crier à «la mort du marxisme», contre tous ses adversaires le marxisme a fait la preuve de sa fécondité et de son efficacité créatrice.

Il a permis à des milliers d'hommes, aliénés depuis des millénaires, de se libérer économiquement et socialement. Il donne aux asservis du Tiers Monde et du monde capitaliste une conscience lucide de leurs possibilités libératrices. Il donne à la classe ouvrière et à ses alliés une méthode scientifique de combat pour construire une société qui mettra fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le marxisme unifie en lui science et philosophie et érige en principe premier que la pierre angulaire de la connaissance est donnée par le critère de la pratique qui, seul, garantit que la construction conceptuelle correspond à la réalité objective.

Comme toute science, le marxisme se développe sans pour cela détruire ses principes, mais, basé sur la vérification expérimentale, il n'est pas un dogme.

Pour un marxiste toute vérité est à la fois relative et absolue, c'est-à-dire, comme le soulignait Lénine (1) faisant référence à Marx et à Engels : «qu'elle admet la relativité de toutes nos connaissances non point au sens de la négation de la vérité objective, mais au sens de la réalité historique des limites de l'approximation de nos connaissances par rapport à cette vérité».

Nous vivons dans un monde en plein bouleversement : internationalisation de l'économie, nouvelles technologies, Tiers Monde croulant sous le poids des dettes, poussée de l'extrême-droite...

La revue «Etudes Marxistes» veut rendre compte des analyses matérialistes, progressistes susceptibles d'affiner la réflexion marxiste dans tous les domaines de l'actualité comme dans ceux du passé qui éclairent les situations d'aujourd'hui.

Elle se veut aussi un instrument de réflexion pour tous ses lecteurs ; c'est dans cet esprit que nous souhaitons leur collaboration à la critique des articles que nous publions et, d'avance, nous les en remercions.

*Le comité de rédaction*

(1) Matérialisme et empiriocriticisme Lénine, Oeuvres complètes, Tome 14, page 139.

## Sommaire :

**Sur la guerre populaire et la situation politique au Pérou** (Interview du Président Gonzalo) (p.2)

**La perspective de pouvoir de la guerre populaire au Pérou** (Luis Arce Borja) (p.27)

**Ce que la CIA sait sur le «Sentier lumineux»** (p.39)

**Le «Sentier lumineux» et l'avenir du Pérou** (Gordon H. McCormick) (p.44)

**La santé publique à Cuba** (Hilde Vanobberghen) (p.51)

**Fédéralisme et mouvement ouvrier Réflexions sur la grève de 60-61** (Johnny Coopmans) (p.58)

**Historique de « La grève de 60-61 »** (Johnny Coopmans) (p.67)

**Tien An Men 1989 : de la dérive révisionniste à l'émeute contre-révolutionnaire** (Ludo Martens) (p.72)

**Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse. Cette revue est à prendre en compte à titre documentaire (Cf. « Impérialisme et anti-impérialisme ».)**

**[WWW.MARXISME.FR](http://WWW.MARXISME.FR)**

## Sur la guerre populaire et la situation politique au Pérou

*(Interview du Président GONZALO - Parti Communiste du Pérou)*

Nous reproduisons ici de larges extraits de l'interview accordée en juillet 1988 au quotidien péruvien El Diario.

*Président, comment le PCP peut-il soutenir matériellement le gigantesque appareil du Parti, y compris l'Armée Populaire de Guérilla ?*

Je crois que cette question mérite quelques précisions. Sur le Parti, le Président Mao nous enseigne, ainsi que l'ont toujours fait Marx, Lénine et les grands marxistes, que le parti n'est pas un parti de masses, mais que le parti a un caractère de masses; caractère de masses qui se manifeste dans le fait que le parti est une organisation sélective: une sélection des meilleurs, de ceux qui ont fait leurs preuves, de ceux qui ont de l'étoffe, comme le disait Staline. Etant peu nombreux par rapport à l'immense masse, le parti défend les intérêts du prolétariat, assume l'intérêt de classe du prolétariat, dans la mesure où il assume l'émancipation du prolétariat qui n'arrivera qu'avec le communisme. Mais comme dans la révolution agissent d'autres classes qui composent le peuple, le parti défend aussi leurs intérêts en conformité avec le fait que le prolétariat ne peut s'émanciper qu'en émancipant les autres classes opprimées. Autrement, il ne peut s'émanciper.

C'est pour cela que le parti a un caractère de masse mais le parti n'est pas un parti de masse. Le parti de masse dont on parle beaucoup aujourd'hui n'est que l'expression, une fois de plus, de positions révisionnistes pourries; ce sont ces partis d'adhérents, de fonctionnaires, ces machines organisationnelles. Notre parti est un parti de militants, de dirigeants, c'est une machine de guerre comme le demandait Lénine lui-même. Bon ! Je crois que pour renforcer ceci nous pouvons penser au nombre de bolcheviques au moment du triomphe de la révolution d'Octobre: 80 mille pour un pays de 150 millions d'habitants.

Le parti est un système d'organisations et évidemment il a des besoins. La formation d'une armée numériquement beaucoup plus grande, plus vaste, a aussi des exigences. Le marxisme nous a aussi enseigné comment résoudre le problème, en particulier le Président Mao. Le PCC instruit par le Président Mao Tsétoung avait conclu que le soutien économique qu'on donnait aux partis était corrosif et que c'était un critère révisionniste parce qu'un parti doit s'appuyer sur ses propres forces. C'est ce principe que nous avons suivi, compter sur nos propres forces. Nous appuyer sur nos propres forces a un rapport avec les nécessités économiques, mais principalement, de notre point de vue, a un rapport avec la façon de s'orienter idéologiquement et politiquement. C'est à partir de cela que nous pouvons voir comment assumer les nécessités économiques qui sans cesse se présentent. Il serait erroné de dire qu'elles n'existent pas.

Alors, en nous basant sur ces critères, nous avons réglé le problème et nous continuerons à le régler en nous appuyant sur les masses. Ce sont les masses de notre peuple: c'est le prolétariat, notre classe, parce qu'elle est notre classe, c'est à elle que nous devons rendre compte, c'est elle que nous servons, c'est notre paysannerie, pauvre principalement, ce sont les intellectuels, la petite bourgeoisie, les plus avancés, les révolutionnaires, ceux qui veulent la transformation radicale, la révolution en un mot. Ce sont ceux sur lesquels s'appuie le Parti, principalement la paysannerie et le prolétariat, ce sont sur eux qu'il s'appuie. Et si nous allons plus loin, la paysannerie, pauvre principalement, est celle qui se retire le pain de la bouche pour nous le donner, celle qui nous donne un morceau de sa couverture, un petit coin sous son toit. C'est elle qui nous soutient, nous appuie et nous offre son propre sang comme l'offrent le prolétariat et les intellectuels; c'est comme ça que nous progressons. Nous nous basons sur cela.

Ce problème nous amène aux questions suivantes. Partir de ce principe nous permet d'être indépendants, de ne dépendre d'aucun bâton de commandement, quel qu'il soit, parce que dans le

communisme international on s'habitue au diktat. Khrouchtchev était un champion du bâton de commandement, comme l'est Gorbatchev aujourd'hui, ou comme l'est Teng, ce sinistre personnage. Indépendance parce que chaque Parti Communiste doit décider lui-même, car il a la responsabilité de sa révolution, ce qui ne veut pas dire se détacher de la révolution mondiale, mais précisément la servir. Ceci nous permet d'exercer l'auto-décision, c'est-à-dire le fait de décider nous-mêmes. Le Président Mao parlait ainsi: on nous donna beaucoup de conseils, des bons et des mauvais, nous acceptons les bons et refusions les mauvais; mais si nous avons accepté un principe erroné, la responsabilité n'appartiendrait pas à celui qui nous l'a donné mais à nous-mêmes. Pourquoi? Parce que nous pratiquons l'autonomie de décision, qui s'accorde avec l'indépendance, et que cela nous conduit à l'auto-suffisance, à ne compter que sur nos propres forces.

Cela veut-il dire que nous nions l'internationalisme prolétarien ? Non, au contraire, nous sommes des pratiquants fervents et conséquents de l'internationalisme prolétarien. Et nous sommes convaincus du soutien que nous apportent le prolétariat international, les nations opprimées, les peuples du monde, les partis ou organisations mêmes qui sont toujours fidèles au marxisme, quel que soit leur degré de développement. Nous reconnaissons que la première chose qu'ils nous donnent, leur premier soutien, c'est leur propre lutte. La propagande ou les célébrations qu'ils font, sont un soutien qui gagne progressivement l'opinion publique. C'est ainsi que s'exprime l'internationalisme prolétarien. Il se manifeste aussi dans les conseils qu'ils nous donnent, dans leurs opinions. Mais, j'insiste, c'est nous qui devons décider si nous acceptons ou non les conseils; et s'ils sont justes, ils sont évidemment bien accueillis car entre partis nous avons l'obligation de nous entraider, surtout dans ces temps difficiles et complexes.

Alors, j'insiste, toute lutte que livrent le prolétariat, les nations opprimées, les peuples du monde, les partis et les organisations fermes et fidèles au marxisme, toute cette lutte est la première grande aide concrète de l'internationalisme prolétarien. Cependant, la plus grandiose aide que nous ayons, c'est l'immarcrescible marxisme-léninisme-maoïsme, l'idéologie du prolétariat international, celle que la classe ouvrière a généré au cours de longues décennies et de milliers de combats à travers le monde entier. C'est celle-ci, l'aide la plus grandiose que nous recevons parce que c'est la lumière. Sans cette lumière nos yeux ne peuvent voir ni nos mains agir. C'est ainsi que nous voyons ce problème et c'est ainsi que nous avançons.

*Monsieur le Président, parlons maintenant de la guerre populaire. Que signifie la violence pour le Président Gonzalo ?*

En ce qui concerne la violence, nous partons d'un principe établi par le Président Mao Tsétoung: la violence est une loi universelle, sans aucune exception, je veux dire : la violence révolutionnaire; c'est cette violence qui nous permet de résoudre les contradictions fondamentales, avec une armée, et à travers la guerre populaire. Pourquoi partons-nous de la thèse du Président Mao ? Parce que nous croyons qu'avec lui, le marxisme s'est réaffirmé et a réussi à établir qu'il n'y a aucune exception. Marx, déjà, nous parlait de la violence accoucheuse de l'histoire, ce qui reste pleinement valable et grandiose. Lénine, à propos de la violence, nous parlait du panégyrique de la violence révolutionnaire, fait par Engels. Mais ce fut le Président Mao qui nous dit que c'est une loi universelle sans aucune exception. C'est pour cela que nous nous basons sur cette thèse. C'est une question essentielle du marxisme parce que sans violence révolutionnaire, une classe ne peut pas se substituer à une autre, ne peut pas renverser un vieil ordre pour en créer un nouveau, en l'occurrence aujourd'hui un nouvel ordre dirigé par le prolétariat au moyen de partis communistes.

Le problème de la violence révolutionnaire est une question qui revient de plus en plus sur le tapis. C'est pourquoi nous, les communistes et les révolutionnaires, devons nous réaffirmer dans nos principes. Le problème de la violence révolutionnaire est dans la concrétisation de la guerre populaire. Pour nous, le Président Mao Tsétoung, en établissant les principes de la guerre populaire, a doté le prolétariat de sa ligne militaire, de sa théorie et de sa pratique militaire, de valeur universelle, donc applicable partout, selon les conditions concrètes.

Le problème de la guerre, nous le voyons ainsi: la guerre a deux aspects; l'un de destruction, l'autre de construction, l'aspect de construction étant le principal. Et ne pas voir les choses ainsi, c'est saper la révolution, c'est l'affaiblir. D'un autre côté, dès que le peuple prend les armes pour renverser le vieil ordre, la réaction cherche à l'écraser, à le détruire, à l'anéantir; et elle utilise tous les moyens à sa disposition, allant jusqu'au génocide. Dans notre pays nous l'avons vu, nous sommes en train de le voir et nous le verrons plus encore, jusqu'à ce que nous ayons démoli l'Etat péruvien caduc.

En ce qui concerne la soi-disant guerre sale, je préfère simplement dire qu'on nous impute le fait que la force armée réactionnaire a appris de nous cette guerre sale. Cette accusation est l'expression claire de l'incompréhension de ce qu'est une révolution, de ce qu'est une guerre populaire. La réaction applique, au moyen de ses forces armées et de ses forces répressives en général, sa volonté de nous balayer et de nous faire disparaître. Mariategui disait déjà qu'on ne peut engendrer un nouvel ordre social qu'en détruisant, qu'en démolissant le vieil ordre. Nous jugeons, finalement, ces problèmes à la lumière du principe essentiel de la guerre, établi par le Président Mao: l'anéantissement des forces de l'ennemi et la préservation des siennes. Et nous savons très bien que la réaction a appliqué, applique et appliquera le génocide. Sur ce point nous sommes extrêmement clairs. Et, en conséquence, se pose pour nous le problème du prix à payer: pour anéantir l'ennemi, préserver nos propres forces et plus encore pour les développer, il faut payer le coût de la guerre, payer de notre sang. Le sacrifice d'une partie est nécessaire au triomphe de la guerre populaire.

En ce qui concerne le terrorisme. On nous qualifie de terroristes. Je veux seulement répondre de cette manière pour que tous, nous réfléchissions. N'est-ce pas l'impérialisme yankee, et particulièrement Reagan, qui a accusé de terrorisme tout mouvement révolutionnaire ? Oui ou non ? C'est ainsi qu'ils cherchent à discréditer et à isoler pour mieux écraser; c'est ce dont ils rêvent. Mais ce n'est pas seulement l'impérialisme yankee et les autres puissances impérialistes qui combattent le soi-disant terrorisme. C'est aussi le social-impérialisme, le révisionnisme. Aujourd'hui, Gorbatchev lui-même propose de s'unir pour lutter contre le terrorisme. Et ce n'est pas une simple coïncidence si lors de VIIIème Congrès du Parti du Travail d'Albanie, Ramiz Alia s'est engagé lui aussi à le combattre.

Mais il serait très utile de nous rappeler ce que Lénine écrivait : «Vive les initiateurs de l'Armée Populaire Révolutionnaire ! Ce n'est plus un complot contre un quelconque personnage haï, ce n'est pas un acte de vengeance, ce n'est pas une sortie poussée par le désespoir, ce n'est pas un simple acte d'intimidation, non: ceci est le commencement bien médité et préparé, calculé, du rapport de forces, c'est le commencement des actions des détachements de l'armée révolutionnaire.» Heureusement les temps sont révolus où, par manque d'un peuple révolutionnaire, la révolution "était faite" par des terroristes révolutionnaires isolés. La bombe a cessé d'être l'arme du "poseur" individuel et est devenue l'élément nécessaire de l'armement du peuple.»

Déjà Lénine nous enseignait que les temps avaient changé, que la bombe était devenue l'arme de combat de la classe, du peuple, qu'elle n'était plus une conjuration, une action individuelle isolée, mais l'action d'un Parti, avec un plan, avec un système, avec une armée. Les choses étant ce qu'elles sont, où est le soi-disant terrorisme ? Ce n'est que pure infamie.

En fait, on doit avoir très présent à l'esprit que dans la guerre contemporaine en particulier, c'est précisément la réaction qui utilise le terrorisme comme un de ses moyens de lutte, et comme cela a été prouvé mille fois c'est une forme de lutte quotidienne des forces armées de l'Etat péruvien. Au vu de ce qui précède, nous pouvons conclure que ceux qui jugent la situation avec désespoir parce que la terre tremble sous leurs pieds, crient au terrorisme dans le but de cacher la guerre populaire. Mais c'est un tel choc qu'eux-mêmes reconnaissent sa dimension nationale et reconnaissent que c'est devenu le problème principal qu'affronte l'Etat péruvien. Et quel terrorisme agit ainsi ? Aucun; et pire encore, ils ne peuvent plus nier qu'un Parti Communiste dirige la guerre populaire. Mais en ce moment certains commencent à réfléchir. Il ne faut condamner personne d'avance, il y a ceux qui peuvent progresser. D'autres, comme Del Prado, n'avanceront jamais.

*Quelles sont les particularités de la guerre populaire au Pérou, en quoi se différencie-t-elle d'autres luttes dans le monde, en Amérique Latine et de celle menée par le MM.T.A. (Mouvement de lutte armée lié à l'Izquierda Unida et à l'APRA d'Alan Garcia) ?*

C'est une bonne question. Je vous remercie parce qu'elle servira à aborder une fois de plus le soi-disant «dogmatisme». Certains vont jusqu'à dire que nous appliquons mal la pensée du Président Mao, à une époque qui n'est plus la sienne. Finalement, ils papotent tant, qu'il faut se demander s'ils savent de quoi ils parlent, entre autres, le sénateur décoré, spécialiste de la violence.

La Guerre Populaire s'applique universellement, selon le caractère de la révolution, et acquiert un caractère spécifique à chaque pays, il ne peut pas en être autrement. Dans notre cas, les particularités sont claires. C'est une lutte qui se livre à la campagne et à la ville comme cela fut établi dès 1968, dans les grandes lignes pour la guerre populaire. Voici déjà une différence, une particularité: c'est à la campagne et à la ville. Nous croyons que cela est lié à nos situations spécifiques. L'Amérique Latine, par exemple, compte des villes proportionnellement plus grandes que celles des autres continents. C'est une réalité de l'Amérique Latine qu'on ne peut ignorer. Il suffit de voir la capitale du Pérou, qui a un taux de population élevé. Ainsi, pour nous, la ville ne pouvait être laissée de côté et la guerre devait s'y dérouler aussi, toutefois la lutte se livre principalement à la campagne, celle de la ville restant le complément nécessaire. Voilà, nous avons déjà une particularité. Il y en a une autre.

La réalité est la suivante: en entrant dans la guerre populaire, nous allons affronter les forces de police, et ce n'est qu'en décembre 1982, que les forces armées font leur entrée; ceci ne voulant pas dire qu'avant, elles n'avaient pas, bien sûr, un rôle de soutien, sans compter l'étude du processus de notre développement. C'est une particularité, parce que produisant un vide à la campagne, nous avons dû créer un Nouveau Pouvoir sans avoir mis en déroute de grandes forces armées puisqu'elles n'étaient pas encore entrées. Et si elles l'ont fait, si elles sont entrées, c'est parce que nous avons créé un Pouvoir Populaire. Telle était la situation politique concrète qui existait dans le pays. Si nous n'avions pas agi ainsi, en appliquant point par point ce que le Président Mao Tsétoung a dit, nous serions encore assis à attendre l'entrée des forces armées. Nous nous serions enlisés. Une autre particularité, c'était la conformation de l'armée, je m'y suis déjà référé.

Toutes sont des particularités, nous avons déjà parlé de la campagne et de la ville, de comment faire la guerre, de l'armée, de comment s'établit le Nouveau Pouvoir. Que le Parti lui-même soit militarisé est une autre particularité. Ce sont des situations spécifiques qui correspondent à notre réalité, à l'application du marxisme-léninisme-maoïsme, de la théorie du Président Mao sur la guerre populaire aux conditions de notre pays. Bien sûr, cela nous différencie des autres luttes.

Pourquoi nous différencions-nous des autres ? Parce que nous faisons une guerre populaire; cela nous différencie d'autres luttes d'Amérique Latine. A Cuba il n'y a pas eu de guerre populaire, mais leur lutte a eu aussi ses particularités, qu'ils ont oubliées intentionnellement; avant ils disaient que c'était un cas exceptionnel, la non-ingérence de l'impérialisme nord-américain - dixit Guevara - et puis ils l'oublièrent. En dehors du fait qu'il n'y a pas eu de Parti Communiste pour diriger, ce sont des questions du cubanisme et ses cinq caractéristiques: différenciation des classes insuffisante, ce qui entraînait le besoin de rédempteurs pour racheter les opprimés, révolution socialiste ou caricature de révolution, front uni mais sans bourgeoisie nationale, pas de nécessité de base d'appui, et celle déjà mentionnée: l'absence de nécessité d'un Parti. Ce que nous voyons aujourd'hui en Amérique Latine n'est qu'un développement de ces mêmes positions, mais chaque fois plus au service du social-impérialisme et son conflit avec l'impérialisme yankee pour l'hégémonie mondiale. L'Amérique Centrale le montre avec évidence. Le MRTA du peu que nous en savons, est en accord avec ces critères.

En fin de compte, un autre point qui nous différencie, excusez-moi d'insister, c'est l'indépendance, l'autonomie de décision, le fait que nous nous appuyons sur nos propres forces. Les autres ne possèdent pas ces caractéristiques et sont des pions de l'échiquier; pas nous. Encore une différence très

importante; nous nous assujettissons au marxisme-léninisme-maoïsme, les autres non. En synthèse, la grande différence, la différence fondamentale, se trouve au point de départ, dans l'idéologie dont nous partons, le marxisme-léninisme-maoïsme, principalement le maoïsme, appliqué aux conditions spécifiques de notre pays, et j'insiste encore une fois, appliqué avec des particularités bien claires qui démontrent la fausseté du soi-disant dogmatisme qu'ils nous imputent, qui n'est d'ailleurs que la réponse aux ordres de leurs maîtres.

*Monsieur le Président, le MRTA serait donc en train de jouer un rôle contre-révolutionnaire dans le pays ?*

Le MRTA a des positions qui doivent faire réfléchir. Il y a eu, par exemple, la trêve accordée à l'APRA (le parti d'Alan Garcia Perez -NDLR) selon ses dires, jusqu'à ce que le peuple soit frappé. Mais nous savons que le jour-même où Garcia Perez devint président, il réprima les masses dans la capitale-même de la république. En octobre 1985, génocide à Lurigancho. Le peuple était-il frappé oui ou non ? Et combien de temps ont-ils attendu pour mettre fin à leur trêve ? Ce sont des choses sur lesquelles chacun doit s'interroger.

*Vu l'importance de la Base d'Appui : comment se construit-elle dans le pays ? Que pensez-vous de l'insurrection ? Comment y préparez-vous les villes ?*

La base d'appui est l'épine dorsale de la guerre populaire. Sans elle, elle ne peut se développer. J'ai fait mention, auparavant, de circonstances particulières qui se sont présentées à nous au cours de la seconde moitié de 1982. Nous avons développé la partie finale de la campagne de déploiement, visant à détruire les relations semi-féodales d'exploitation, visant à en finir avec le caciquisme qui est la base du pouvoir de l'Etat, et le sera jusqu'à ce que nous le balayons. Nous continuons à frapper et à infliger des défaites écrasantes et humiliantes aux forces policières; et ce n'est pas moi qui le dis, mais des journalistes de l'Expresso par exemple, qu'on ne peut, je crois, soupçonner de position révolutionnaire. Nous avons donc créé un vide de Pouvoir à la campagne. Le problème s'est alors posé: Que faire ? Nous avons décidé de créer des comités populaires, c'est-à-dire des dictatures conjointes, un Nouveau Pouvoir. Nous avons décidé qu'ils devaient être clandestins, parce qu'ensuite interviendraient nécessairement les forces armées, nous le savions bien. Ces comités Populaires se sont multipliés par cent, les Comités d'une zone formant une base d'appui et l'ensemble de celles-ci, la République Populaire de Démocratie Nouvelle en formation. C'est de cette manière qu'ont surgi les comités, les bases, et que le RPDN est en formation.

Quand les forces armées sont entrées, nous avons dû développer une dure lutte : elles ont appliqué le rétablissement du vieux pouvoir, nous avons appliqué le contre-rétablissement pour relever le Nouveau Pouvoir.

Un génocide très cruel et sans miséricorde a eu lieu. Nous avons dû nous battre de toutes nos forces. La réaction, et les forces armées en réalité, ont cru en 1984 nous avoir déjà mis en déroute: je fais référence à des documents qu'ils connaissent très bien puisque ce sont les leurs, où on lisait même que nous n'étions plus un danger, que le danger était le MRTA. Mais quel fut le résultat? Les comités populaires et les bases d'appui se sont multipliés, et cela nous a amenés ensuite à développer les bases. C'est ce plan de développement qui se poursuit aujourd'hui.

En ce qui concerne l'insurrection, je crois que ce problème revêt une importance capitale. Dans le cas d'un pays comme le nôtre, la situation révolutionnaire en développement a permis de commencer la guerre populaire, avec déjà un Parti reconstitué et une idéologie claire. Le développement-même des bases, le développement de l'Armée Populaire de Guérilla, et celui de la guerre populaire impulsent et développent plus encore la situation révolutionnaire.

Ainsi, tout cela mène à ce que le Président Mao appelle essor; ce qui, chez Lénine, est appelé crise révolutionnaire. Parvenus à ce moment, se produira l'insurrection. C'est ça la théorie de la guerre

populaire dans laquelle nous sommes inscrits et avançons. Notre processus de la guerre populaire nous mène donc à l'essor. En conséquence nous devons préparer l'insurrection qui est, en synthèse, la prise des villes. Nous pensons et préparons l'insurrection, parce que c'est une nécessité, sinon nous ne pourrions pas triompher dans tout le pays.

Quel problème nous pose la ville ? Nous avons développé un travail dans les villes et à la campagne; oui, depuis plusieurs années, nous l'avons fait. Il y a eu un tournant et un changement avec la guerre populaire, c'est sûr. Maintenant, notre situation nous amène à voir comment préparer la ville ou les villes pour généraliser la guerre populaire. Tout cela est lié au développement du travail de masses, mais pour et dans la guerre populaire, ce que nous avons fait et continuons à faire; le fait est que nous avons commencé à le développer davantage. Nous pensons que notre action dans les villes est indispensable et qu'elle doit être impulsée chaque fois plus loin, parce que dans les villes se trouve concentré le prolétariat et parce que nous ne devons le laisser aux mains ni du révisionnisme ni de l'opportunisme.

Dans les villes, existent les quartiers populaires, les immenses masses populaires. Depuis 1976, nous avons une ligne directrice pour le travail dans les villes. Prendre les quartiers populaires et les bidonvilles comme base et le prolétariat comme dirigeant, c'est notre ligne directrice et nous continuerons à la mettre en pratique, aujourd'hui, dans des conditions de guerre populaire.

On voit clairement vers quelles masses nous nous dirigeons. De ce qui a été dit auparavant, découle nettement que les immenses masses des quartiers populaires et des bidonvilles sont comme des ceintures de fer qui vont encercler l'ennemi et qui retiennent les forces réactionnaires.

Nous devons gagner de plus en plus la classe ouvrière jusqu'à ce que celle-ci et le peuple nous reconnaissent. Nous comprenons bien qu'il faut du temps et des faits répétés pour que la classe voie, comprenne, et soit sûre de son avant-garde, et que le peuple réalise qu'il a un centre qui le dirige. Ils en ont le droit. Combien de fois les masses, le prolétariat, les habitants des quartiers populaires, la petite bourgeoisie, les intellectuels, ont-ils été abusés ! Tant d'espoirs frustrés ! Il faut savoir qu'ils ont tout à fait le droit d'exiger; nous avons l'obligation de travailler, de leur montrer et de leur démontrer que nous sommes leur avant-garde afin qu'ils la reconnaissent.

Nous faisons la différence entre être avant-garde et être avant-garde reconnue. La classe a ce droit et personne ne peut le lui refuser, le peuple a ce droit et personne ne peut le lui refuser; nous pensons ainsi. Nous ne croyons pas que du jour au lendemain, le prolétariat et le peuple vont nous reconnaître comme leur avant-garde et leur centre unique; en effet nous devons l'être pour pouvoir accomplir la révolution comme il se doit. Par conséquent, nous devons travailler avec opiniâtreté et imprimer au travail de masses des formes différentes, des formes variées, pour que les masses apprennent la valeur de l'arme, l'importance du fusil. Le Président Mao nous dit que la paysannerie doit apprendre l'importance du fusil, c'est une réalité; nous travaillons donc de cette façon, nous instaurons de nouvelles formes et nous développons le travail de masses, dans et pour la guerre populaire.

Tout cela a un rapport avec cette autre circonstance, avec cette autre situation, avec le Mouvement Révolutionnaire de Défense du Peuple, puisque le Centre de Résistance est l'essentiel du MRDP, nous le disons clairement; la guerre populaire a besoin d'emprunter d'autres formes organiques, d'autres formes de lutte, qui ne peuvent être en aucune manière les formes usuelles. Elles sont différentes, c'est un fait concret. Nous développons par conséquent le Parti, l'Armée Populaire de Guérilla et le Mouvement Révolutionnaire de Défense du Peuple, ainsi que d'autres organismes créés pour les divers fronts de travail.

Nous avons besoin de stimuler la combativité, nous avons besoin que s'exprime la potentialité de la masse, la potentialité de la classe. Voyons une question: il y a aujourd'hui de fortes hausses de prix, alors pourquoi n'y a-t-il pas de contestation populaire ? Qui immobilise les masses ? Lénine nous disait que la marche fait trembler la réaction, que quand la classe marche dans les rues, la réaction tremble;

c'est cela que nous cherchons à appliquer, c'est ce que nous enseignent le marxisme-léninisme-maoïsme. La classe naît et se développe en combattant; le peuple aussi. Ce dont nous avons besoin c'est de faire la synthèse des expériences propres à la masse, au peuple, d'établir ses formes organiques, ses formes de lutte, pour qu'ils se saisissent de formes de lutte de plus en plus développées qui s'accroissent à la ville. C'est ainsi qu'elles se forment.

Que pensons-nous ? La chose est claire. Le centre est la campagne mais pour l'insurrection, le centre se déplace et devient la ville. Pour cela, on procède de la même manière qu'au commencement, où les combattants et les communistes se déplaçaient des villes vers la campagne; maintenant ils se déplacent de la campagne vers la ville. Nous déplaçons ainsi nos forces et nous préparons l'insurrection. Nous devons étudier les conditions qui permettent la convergence de l'action de l'Armée Populaire de Guérilla avec l'insurrection dans une ou plusieurs villes. C'est ce dont nous avons besoin.

L'insurrection vise à s'emparer des villes pour faire culminer la guerre populaire dans tout le pays; mais elle doit chercher aussi à préserver les moyens de production que la réaction tentera de détruire; à protéger les révolutionnaires prisonniers de guerre, ou les révolutionnaires connus, que la réaction voudra anéantir, et d'autre par capturer les ennemis pour les mettre en lieu sûr. C'est ce qu'on nous a enseigné et c'est cela une insurrection. Lénine nous a enseigné comment organiser une insurrection et le Président Mao nous enseigne comment se présente une insurrection dans la guerre populaire. C'est ainsi que nous la voyons et la préparons. C'est la voie que nous devons suivre et que, d'ailleurs, nous sommes en train de suivre.

Une chose doit être bien claire : l'insurrection n'est pas une simple explosion spontanée. Non, ce serait dangereux. Mais cela peut arriver, et c'est pour cette raison que nous devons nous soucier dès aujourd'hui de l'insurrection, et nous le faisons. Nous pensons que certains chercheront à utiliser la guerre populaire à leur profit. Dans une réunion du Comité Central, il y a un bon moment de cela, nous avons déjà analysé certaines possibilités. Et l'une d'elles est que le révisionnisme, ou d'autres, provoquent des «insurrections» soit pour gagner des positions et servir leur maître social-impérialiste ou tout autre puissance qui les commande, car plusieurs centres de la réaction mondiale chercheront à nous utiliser.

*Monsieur le Président, que ferait le Parti dans de pareilles circonstances ?*

Dans ces circonstances nous ferons ce que Lénine fit, nous expliquerons aux masses que ce n'est pas le moment; mais si les masses vont au combat, nous nous battons avec elles pour pouvoir effectuer ensemble un repli mesuré et pour qu'elles souffrent le moins possible. Et si nous mourons avec elles, nous fusionnerons davantage nos sangs. C'est ce que Lénine nous a enseigné lors des fameuses luttes de juillet 1917. Nous ne pouvons pas dire aux masses qu'elles se trompent et que les faits le leur feront comprendre; non, nous ne pouvons pas leur dire cela. La masse est la masse, la classe est la classe, et si les masses ne sont pas bien orientées, si les conditions les poussent au désespoir, à de telles situations sans compter ceux qui les poussent volontairement alors nous devons rester avec les masses pour leur montrer l'inopportunité du moment et tout en combattant avec elles, les aider à se replier le mieux possible. Alors elles verront bien que nous sommes avec elles pour le meilleur et pour le pire et ce sera le meilleur moyen de leur faire comprendre et de les convaincre davantage que nous sommes leur Parti. Telle sera notre attitude.

*Monsieur le Président, une question: lorsque vous parlez de formes de lutte dans la ville, quel rôle assignez-vous aux syndicats ?*

Celui que Marx leur avait assigné dans «Passé, présent et avenir des syndicats». Marx nous avait dit, dès le siècle dernier, que les syndicats n'étaient au départ que de simples corporations visant une défense économique; c'est leur passé. Leur présent est de s'organiser davantage et de se développer politiquement, et leur avenir, de servir à la conquête du Pouvoir. Marx nous avait déjà parlé de cela. Le problème est de savoir combiner les deux luttes; la lutte pour des revendications, qui est une guerre

de guérilla comme nous l'avait dit Marx lui-même: la lutte pour le salaire, le temps de travail, les conditions de travail et d'autres droits que développent la classe, le prolétariat et le peuple qui se mettent alors en grève; c'est une guerre de guérilla qui n'est pas seulement une lutte pour une question concrète, économique ou politique, mais aussi d'intérêt général car elle est une préparation aux grands événements à venir. C'est son essence historique fondamentale, et notre problème est donc de lier la lutte revendicative à la lutte pour la conquête du Pouvoir, ce que nous appelons développer le travail de masses dans et pour la guerre populaire.

*Monsieur le Président, puisque vous avez parlé de crise révolutionnaire, pensez-vous que cette situation soit envisageable à court terme ?*

La question est le triomphe de la guerre populaire et elle est liée principalement au fait de lutter plus et mieux. L'insurrection, comme je l'ai déjà dit, c'est l'achèvement que nous devons préparer, et nous le faisons résolument aujourd'hui en prévoyant la possibilité que d'autres veuillent trafiquer l'insurrection. C'est une chose à laquelle nous devons songer, mais le problème principal est l'opportunité de l'insurrection; c'est de calculer le moment opportun.

*Pourquoi le Parti Communiste du Pérou a-t-il commencé la guerre populaire en 1980 ? Quelle est l'explication militaire et historique de ce fait ? Quelle fut l'analyse sociale, économique, et politique du PCP pour commencer cette guerre ?*

Nous avons fait des recherches sur le pays et nous l'avons étudié particulièrement à partir de la IIème guerre mondiale. Nous avons vu que le processus de la société péruvienne entraînait des situations complexes. Les propres analyses de l'Etat montraient que les années 1980 comportaient des questions critiques. Au Pérou, on voit que tous les 10 ans se présente une crise vers la deuxième moitié de la décennie, et que chaque crise est pire que la précédente. Ensuite, nous avons analysé le capitalisme bureaucratique qui fait mûrir la révolution, les conditions pour la révolution. En 1980, le pays devait se donner un nouveau gouvernement par le biais d'élections, et ce gouvernement allait avoir besoin d'un an et demi à deux ans pour mettre en marche l'appareil d'Etat. C'est pour cela que nous avons conclu que le capitalisme bureaucratique avait fait mûrir la révolution, que les années 1980 s'annonçaient difficiles du fait de la crise, d'un gouvernement issu des élections, etc. et tout cela permettait une conjoncture très favorable au commencement de la guerre populaire. Cela démentait le critère qui dit qu'on ne peut commencer la lutte armée, dans notre cas la guerre populaire, quand il y a un nouveau gouvernement. Les faits ont démontré la fausseté de cette position. Nous avons évalué tout cela, ainsi que la situation dans laquelle entraînait le nouveau gouvernement. Situation où les militaires s'en allaient après douze ans et par conséquent, ne pourraient pas assumer immédiatement une lutte contre nous ni reprendre les rôles de l'Etat car ils étaient usés politiquement et avaient perdu tout prestige. C'étaient des faits concrets, une réalité.

Nous avons déjà établi depuis longtemps que la participation à l'Assemblée Constituante était incorrecte, que la seule chose à faire était de la boycotter car, participer à la Constituante, servirait simplement à la restructuration de l'Etat péruvien et à établir une constitution comme celle que nous avons. Et tout cela était prévisible, il n'y avait rien dans ce cas qui ne puisse être prévu; c'est pourquoi nous avons décidé de jeter les bases du commencement pour démarrer avant la mise en place du nouveau gouvernement. Et c'est ainsi que nous avons agi, puisque nous avons commencé le 17 mai, un jour avant les élections.

Comme nous l'avons mis en pratique, nous avons évalué que dans ces conditions nous pouvions développer notre action, parvenir à la déployer et avancer le plus possible avec l'idée que pendant la deuxième moitié de la décennie une crise plus grave encore que la précédente devait éclater et qu'il y aurait par conséquent de meilleures conditions pour avancer. C'est sur ces données que s'est planifié le commencement de la guerre populaire. Mais certains disent que nous n'avons pas réfléchi et que nous avons agi dogmatiquement. En quoi ? Ceux qui parlent de dogme sont prêts à prendre des vessies pour des lanternes.

C'est pour cela que nous avons choisi ce moment, et les faits nous ont donné raison; il était évident que Belaunde, nous l'avons observé aussi, craindrait un coup d'Etat et que pour cela, il chercherait à restreindre le poids des forces armées. Etait-ce difficile à prévoir ? Non, et cela grâce à son expérience de 1968; c'étaient des choses prévisibles et on nous a appris à calculer, à analyser, à mesurer; c'est ce que nous a enseigné le Président, qui était très exigeant sur ces questions, surtout en ce qui concerne le travail de préparation. Nous pensons que les faits l'ont confirmé : les forces armées n'ont pas pu intervenir pendant deux ans. En fut-il ainsi ou non ? Aujourd'hui, ils nous disent qu'ils avaient détruit les informations de leurs services secrets; le nouveau gouvernement allait avoir du mal à s'organiser du fait de son administration; les faits nous l'ont prouvé. Ensuite s'est produite la crise; les militaires sont intervenus avec des contingents chaque fois plus nombreux; il y a plusieurs années que nous les combattons et nous sommes toujours énergiques, vigoureux. Nos forces se développent. Telles ont été les raisons pour commencer en 1980 et les faits nous montrent que nous ne nous sommes pas trompés, au moins nous ne nous sommes pas trompés dans les grandes lignes; et c'est là qu'il ne faut pas se tromper.

*En tenant compte que dans la guerre deux stratégies s'affrontent, pourriez-vous expliquer comment le processus de développement de vos plans militaires, et de vos réussites, est spécifique, et quels problèmes vous avez rencontrés ?*

Nous partons d'une situation. Chaque classe génère sa forme de guerre spécifique et en conséquence, sa stratégie. Le prolétariat a créé la sienne: la guerre populaire et c'est une stratégie supérieure. La bourgeoisie ne pourra jamais avoir une stratégie supérieure à celle-là, qui plus est, il n'y aura pas de stratégie plus développée que celle du prolétariat. C'est un problème de constatation du processus militaire dans le monde. Chaque classe a toujours généré sa façon de faire la guerre et sa stratégie, et c'est toujours la stratégie supérieure qui a vaincu l'inférieure. La nouvelle classe a toujours la stratégie supérieure. Il en est ainsi de la guerre populaire. Les faits nous le prouvent. Il y a des auteurs de traités militaires qui disent ceci : les communistes, quand ils ont appliqué leurs principes, n'ont jamais perdu une guerre, ils l'ont perdue seulement quand ils n'ont pas appliqué leurs principes.

Donc, en partant de cela, du fait que nous avons une stratégie supérieure, théorie prouvée universellement, le problème était de la faire nôtre car il y a une marge d'erreur. La première chose que nous décidons, est de ne pas appliquer mécaniquement la guerre populaire parce que le Président Mao Tsétoung nous a prévenu que l'application mécanique mène à l'opportunisme et à l'échec. En 1980, quand nous décidons de commencer la guerre populaire, nous nous mettons d'accord au Comité Central du Parti pour faire très attention à l'application spécifique; non au dogmatisme, non au mécanisme, tels furent les accords desquels nous sommes partis. Et ici nous pouvons soulever le premier problème que nous avons rencontré : le premier problème que nous avons eu, fut la lutte antagonique contre une ligne opportuniste de droite qui s'opposait au commencement de la guerre populaire. Nous avons liquidé sa partie principale au cours de la IXème réunion plénière et lors de celle de février 1980, nous avons balayé complètement le reste. Ce fut notre premier problème et c'est à cette époque qu'eut lieu une épuration. Nous avons dû élaguer fortement le Comité Central lui-même, mais c'est ainsi que nous nous sommes fortifiés et que nous sommes parvenus à commencer la guerre. Nous avons déjà les grandes lignes pour livrer une guerre à la campagne et à la ville.

Le premier plan que nous allons nous imposer est celui de départ. Le Bureau Politique fut chargé de définir comment développer les actions armées. Ce fut cet organisme qui présenta le plan sur la base de détachement en ce qui concerne la forme militaire. Ce plan, nous l'avons accompli en 1980; mais ce que nous devons dire, c'est que deux semaines après le commencement, il y eut une réunion du Bureau Politique élargi pour analyser comment nous avons commencé et nous avons conclu que le nouveau était né et que le nouveau était la guerre populaire. C'étaient les actions armées, c'étaient les détachements. Après ce plan nous avons développé le Plan de Déploiement; ce plan fut plus long, il engloba deux années mais se réalisa au moyen de nombreuses campagnes et c'est à son terme que se concrétisèrent les nouvelles formes du Pouvoir, que surgirent les Comités Populaires.

Fin 1982, interviennent les forces armées; avec plus d'un an d'anticipation, le Comité Central avait étudié l'entrée des forces armées et avait défini que cela se ferait progressivement jusqu'à substitution des forces policières qui passeraient au second plan; et cela s'est passé ainsi; il ne pouvait en être autrement dans une telle situation. Nous nous y étions préparés et pourtant, nous allions avoir un deuxième problème; l'entrée de la force armée ne fut pas sans conséquences. Elles entrèrent en appliquant le génocide dès le début, formant des milices de ferme et utilisant les masses sous la pression pour les mettre en avant comme bouclier. Cela doit être dit clairement. Ici on voit non seulement la politique qui consiste à utiliser masses contre masses, une vieille politique réactionnaire déjà vue par Marx, mais aussi l'utilisation lâche des masses, en les mettant au devant d'elles. Les forces armées n'ont pas de quoi se glorifier, et c'est pour cela, et à juste titre, que nous avons dit d'elles qu'elles sont expertes en défaites, adroites pour s'acharner sur les masses du Pérou. Face à cela nous avons tenu une session élargie du Comité Central, élargie pour ce qui fut de la participation et de la durée, une des plus longues. C'est là que nous avons établi le Plan de Conquête des bases; c'est à cette occasion que fut créé l'Armée Populaire de Guérilla, pour répondre à une force qui visiblement était d'un niveau supérieur à celui de la police; c'est là aussi que nous nous sommes posés le problème du Front-Etat, entre autres.

Ainsi surgit un deuxième problème, le problème d'affronter le génocide, c'est-à-dire le génocide des années 1983-1984. Il est décrit dans les documents du Parti, ce n'est pas nécessaire d'en rajouter. Mais par contre nous voulons relever que ce fut un génocide barbare et sans miséricorde; ils crurent, que de cette façon, «ils allaient nous rayer de la carte»; à tel point que fin 1984 ils commencèrent à distribuer, parmi leurs officiers leurs documents sur l'anéantissement. La lutte fut intense et dure, il y eut des moments complexes et difficiles.

Face à l'utilisation de milices de ferme et à l'action frappante: Lucanamarca, ni eux, ni nous, ne l'oublierons, bien sûr, parce que là, ils ont vu une réponse à laquelle ils ne s'attendaient pas. Ici plus de 80 d'entre eux furent anéantis. Voilà la réalité. Et nous le disons, là il y eut un excès que nous analyserons en 1983. Mais toute chose dans la vie a deux aspects : notre problème était de frapper fort pour les freiner, pour leur faire comprendre que les choses n'étaient pas si faciles. Dans certaines occasions, comme celle-ci, ce fut la Direction Centrale elle-même qui planifia l'action et mit les choses en place. Il en fut ainsi. Le principal est de les avoir frappés fort et de les avoir freinés; ils ont compris qu'ils étaient face à un autre type de combattants du peuple, que nous n'étions pas de ceux qu'ils avaient combattus auparavant; c'est cela qu'ils comprirent. L'excès est l'aspect négatif. En comprenant la guerre et en nous basant sur ce que dit Lénine, quand il fait référence à Clausewitz, la masse, dans la guerre, dans le combat, peut déborder et manifester sa haine, le profond sentiment de haine de classe, de rejet, de condamnation qu'elle porte en elle, voilà ce qui fut à l'origine de cette action. Ce fut expliqué par Lénine, bien clairement expliqué. Des excès peuvent être commis, le problème est de parvenir à un point et de ne pas le dépasser, parce que si on le dépasse, on dévie, c'est comme un angle qui a un certain degré d'ouverture, pas plus. Si nous donnons aux masses un ensemble de restrictions, d'exigences et d'interdits, au fond nous ne voulons pas que les eaux débordent. Ce dont nous avons besoin, c'était que les eaux débordent, qu'un torrent se déchaîne, sûrs qu'à son passage il provoque des ravages, mais qu'ensuite il reprenne son cours. Je répète que ceci est parfaitement expliqué par Lénine et c'est ainsi que nous comprenons cet excès. Mais, j'insiste, ici le primordial était de leur faire comprendre que nous étions un os dur à ronger, et que nous étions prêts à tout, à tout !

Marx nous a enseigné ceci : on ne joue pas à l'insurrection, on ne joue pas à la révolution; mais quand quelqu'un arbore l'insurrection, quand quelqu'un prend les armes, il ne baisse pas le drapeau, il le maintient victorieux jusqu'au triomphe, sans jamais le laisser tomber; c'est cela qu'il nous a enseigné, peu importe le prix à payer ! Marx nous a donc armés, ainsi que Lénine et principalement le Président Mao Tsétoung, qui nous enseigne ce que signifie le prix à payer, anéantir pour préserver, tenir le drapeau bien haut quoi qu'il arrive; et nous disons que c'est ainsi, avec cette détermination, que nous avons surpassé ce sinistre, vil, lâche et barbare génocide; parce qu'il y a quelqu'un, celui qui se fait passer pour le président, qui parle de barbarie sans rougir, alors qu'il est un aspirant Attila qui joue avec le sang des autres.

Nous avons passé des moments difficiles ? Oui, mais que nous a montré la réalité ? Que si on persévère et on maintient la politique au poste de commandement, si on s'en tient à la stratégie politique, si on s'en tient à la stratégie militaire, qu'on a un plan clair et défini, alors on avance, et on est capable d'affronter n'importe quel bain de sang (pour ce qui est du bain de sang nous avons commencé à nous y préparer dès l'année 1981, parce qu'il devait arriver: nous nous y étions donc déjà préparés idéologiquement. C'est cela l'essentiel). Tout cela a entraîné l'accroissement de nos forces et leur multiplication. Ce fut le résultat, ce que le Président dit, s'accomplit : la réaction rêve quand elle veut noyer dans le sang la révolution; qu'elle sache qu'elle l'arrose, c'est une loi inexorable. Alors, cela même nous confirme que nous devons être chaque fois plus fidèles, fermes et résolus dans les principes, et avoir toujours cette confiance inaltérable dans les masses.

Ainsi, nous sortons fortifiés avec une Armée plus grande, avec plus de Comités Populaires et de Bases d'Appui et avec un Parti plus fort; tout le contraire de ce qu'ils avaient imaginé. Nous avons déjà parlé, je crois, des rêves de sang de la réaction; en effet ce ne sont rien d'autres que des rêves de sang, qui en fin de compte finissent en cauchemars. Mais j'insiste, c'est en persévérant dans les principes et en combattant avec l'appui des masses, principalement de la paysannerie pauvre, que nous avons pu affronter cette situation; c'est ici que s'est exprimé cet héroïsme dont j'ai parlé auparavant, cet héroïsme massif.

Ensuite nous allons mettre en oeuvre un nouveau plan: le Plan de Développement des Bases, plan dans lequel nous sommes. Que peut-on dire? Si nous envisageons d'autres problèmes, je crois que nous devons tenir compte d'une leçon : tout plan doit être approuvé, appliqué, son bilan fait dans la lutte de deux lignes et cette lutte est plus intense quand il s'agit d'approuver un nouveau plan; c'est une réalité. C'est une leçon dont nous tenons énormément compte, et qui nous a endoctrinés, et enseigné beaucoup, il en est ainsi. En fin de compte, la guerre populaire génère un très haut degré d'unité, mais au milieu d'une lutte intense, parce que, malgré l'affrontement des problèmes, des situations complexes et difficiles, malgré les reflets de l'extérieur, la dynamique idéologique, ceux qui sont engagés dans la guerre populaire, ont leur vie vouée à la révolution. Et la vie d'un communiste est dédiée au communisme, même s'il ne le verra pas, parce que réellement nous n'allons pas le voir; au moins, moi je ne le verrai pas. Mais là n'est pas le problème. Ne pas voir le but pour lequel nous luttons, ne nous mène qu'à une réflexion, prendre pour modèle ces grandioses exemples que nous a donnés le marxisme; à son époque, Marx savait qu'il ne verrait rien du triomphe de la révolution et à quoi cela l'a-t-il conduit ? A intensifier ses efforts pour l'avance de la révolution; ce sont les leçons que nous avons tirées et ces grandioses exemples nous ont guidés. J'insiste une fois de plus: cela ne veut pas dire se comparer à eux, cela implique de suivre toujours la voie des étoiles polaires.

Bon, si nous pensons à la lutte armée, à la guerre populaire, nous pouvons dire du plan de Départ qu'il nous a permis de développer la guérilla parce qu'il nous a permis de passer du stade de détachement à celui de peloton et ainsi nous avons ouvert les guérillas; le plan de Déploiement nous a donné les Comités Populaires; celui de Conquête des Bases nous a donné des Bases d'Appui et nous a permis de couvrir un large territoire. Il est bon de se rappeler: nous avons pris les Andes, la sierra de notre patrie, comme colonne vertébrale pour développer la guerre et conquérir le Pouvoir dans tout le pays et nous avons couvert un territoire qui va d'une frontière à l'autre, de l'Equateur à la Bolivie et au Chili. Mais nous avons aussi développé le travail en bordure de forêt amazonienne, sur les contreforts de la côte et en même temps dans les villes. Aujourd'hui nous pouvons dire que nous avons des centaines de Comités Populaires et de multiples Bases, avec bien sûr une base principal, et une aussi dans chaque zone.

Finalement, au sujet des plans, il faudrait dire ceci : nous avons appris comment diriger la guerre avec un plan stratégique unique en appliquant le principe de la centralisation stratégique et de la décentralisation tactique. Nous dirigeons la guerre, avec un plan unique, fait d'étapes, de campagnes, de plans stratégico-opérationnels, de plans tactiques et de plans concrets pour chaque action; mais la clef de tout cela est le plan stratégique unique, c'est lui qui permet de diriger la guerre comme une unité et c'est capital dans la direction de la guerre populaire. Voilà ce que je peux dire.

*Monsieur le Président, au cours de ces huit années de guerre populaire, quel a été le résultat obtenu par la stratégie antisubversive et quels sont les problèmes actuellement ?*

C'est une question à laquelle je préfère répondre de cette manière : en synthèse, la réaction elle-même dit qu'elle est en train d'échouer et qu'elle continue dans cette direction. Cela, elle le sait très bien. «Face à l'aveu, nul besoin de preuve», pour utiliser un langage d'avocat.

Quand croyez-vous que l'Armée Populaire de Guérilla sera en mesure de développer une guerre conventionnelle, de défense de positions territoriales et d'affrontement ouvert avec les forces armées ? Ce type de lutte figure-t-il dans les plans du PCP ?

Nous avons réfléchi, discuté et établi les grandes lignes au niveau du Parti sur ces problèmes. Nous nous occupons de cela depuis 1981. Nous l'avons également fait en d'autres occasions. Nous sommes partis de la conception du Président Mao Tsétoung sur la guerre populaire à partir de la contradiction. Il y a deux aspects qui s'affrontent : une partie faible et une autre provisoirement forte. Il doit s'écouler une période de défense stratégique, une deuxième de stabilisation stratégique et une troisième d'offensive stratégique. Nous évoluons encore en période de défense stratégique, et dans ces conditions, la guerre de guérilla largement généralisée tant à la campagne qu'à la ville, la campagne étant principale et la ville complémentaire, et nous combattons presque dans tout le pays. Voilà pour la période dans laquelle nous sommes en ce moment.

En ce qui concerne la guerre de mouvement, suivant les principes du Président Mao Tsétoung, nous la développons et la développerons davantage, au fur et à mesure que la réaction sera dans l'obligation d'appliquer nécessairement une guerre contre-subversive plus intense; mais, même dans ce cas, nous devons continuer de livrer principalement la guerre de guérilla, et de façon complémentaire, une guerre de mouvement. Celle-ci comprenant déjà certaines modalités spécifiques de la guerre de positions, comme c'est écrit dans «De la guerre prolongée». Nous pensons que la guerre populaire, en devenant plus puissante, provoquera forcément l'intensification de la guerre contre-subversive, centrée sur le génocide. Ceci nous mènera dans le futur à la stabilisation stratégique, ce qui implique, bien entendu, que nous devons persister dans une ligne idéologique et politique juste et correcte et avoir en conséquence une ligne militaire juste et correcte, ce que nous avons d'ailleurs. Donc, si nous persistons dans ce sens, et si la réaction persiste dans les sinistres plans qu'elle est en train d'élaborer et qui conduiront au génocide, dans lesquels, se sentant impuissante, elle veut entraîner le peuple péruvien, peuple qui ne pourra les suivre, ne pouvant aller contre ses intérêts de classe, cela va alors entraîner la stabilisation stratégique. J'insiste sur la compréhension du maintien de la correction et de la justesse dans les domaines idéologique, politique et militaire et tout ce qui en découle. C'est là que nous devons nous poser le problème du déroulement de la guerre populaire en vue de la prise des villes et de la préparation de la partie qui concerne l'offensive stratégique. Pour aujourd'hui nous ne pouvons en dire davantage.

*Pour renforcer la guerre, ce dont vous avez parlé, est-il nécessaire de renforcer l'armement de l'Armée Populaire de Guérilla ? Comment pensez-vous résoudre cela ?*

Oui, c'est un élément important. Permettez-nous de commencer par cette question. Nous avons toujours l'habitude et nous persistons dans le fait, de partir de nos principes et c'est ainsi qu'à leur lumière, nous pouvons résoudre nos problèmes concrets. Le Président Mao Tsétoung nous dit que le principal c'est l'homme, et que l'arme est l'outil; notre préoccupation vise donc principalement l'homme, son renforcement idéologique et politique, la construction idéologico-politique de l'armée dans ce cas mais aussi sa construction militaire. C'est cela notre point de départ.

En ce qui concerne les armes, le Président nous disait que l'ennemi a les armes, en conséquence le problème c'est de les lui arracher, c'est le principal; les armes modernes sont nécessaires mais elles fonctionnent selon l'idéologie de l'homme qui les utilise, Lénine nous l'avait déjà enseigné. Nous pouvons affirmer que nous sommes en train de développer les embuscades et les forces armées

réactionnaires savent très bien comment cela se passe et les coups durs qu'elles ont subits. Ici je fais seulement référence à celle qui se rapporte à Cayara, à l'embuscade d'Erusco, où nous avons anéanti vingt cinq soldats, un seul s'étant sauvé bien que blessé. C'est pour cela qu'ils ont répondu avec ce génocide barbare. Les faits ne sont pas comme ils les dépeignent, qu'il soit entendu que malgré la mobilisation de grandes forces, ils ne sont pas parvenus à nous attraper, qu'il soit entendu aussi que nous sommes repartis avec les armes; et ils le savent parfaitement bien. De plus nous n'avons pas fait sauter une voiture mais deux, puisque le route était minée sur un kilomètre. Ils n'avaient aucune échappatoire possible. Ce qu'on nous a montré à la télévision et dans les journaux: celui qui se fait passer pour le président et ceux qui font partie de la soi-disant «Commission», ne sont, comme on dit, que «des petites poupées dans l'air», «des dessins dans l'eau». En conséquence, il y a longtemps déjà qu'a commencé le transfert accru de leurs armes vers nos rangs, et ils sont obligés de nous les donner. Il faut reconnaître qu'ils commencent à le faire. Pourquoi parlons-nous de cette manière ? Parce que nous les avons dispersés; nous avons fait des brèches dans leurs lignes en plusieurs points et nous les avons fait stationner passivement. Ils sont comme un éléphant enlisé dans la boue, donc plus faciles à frapper. L'armée et les forces armées en général doivent y penser sérieusement.

Ce que je viens de dire n'est que l'application de ce que le Président Mao nous a enseigné quand il a dit qu'à la fin de la guerre il fallait donner un prix à Tchang Kaï-Chek pour avoir agi en bon fourrier, en bon porteur d'armes. Donc le transfert a déjà commencé et les forces armées le savent très bien. Le plan qu'elles trament, tout ce qu'elles machinent, la grande offensive qu'elles veulent mener, qu'elle soit la bienvenue, car elles n'empêcheront pas le transfert d'armes et elles échoueront parce qu'elles ne réussiront pas à mobiliser le peuple péruvien contre ses propres intérêts et parce qu'elles sont la réaction, la plus noire et pourrie qu'il puisse y avoir, dirigée par ce gouvernement de l'Apra, fasciste et corporatiste, avec à sa tête, un boucher vil et misérable. Le peuple péruvien, l'histoire l'a démontré, ne suit pas le fascisme et ne se laisse pas assimiler par le corporatisme. Ceci a déjà été établi. Au Pérou, le problème ne date pas d'aujourd'hui, il remonte à des dizaines d'années. Alors, les armes de l'ennemi, il faut les lui arracher, c'est notre principale source.

L'humble dynamite continuera d'ailleurs à jouer un rôle important car les mines sont les armes du peuple et par principe nous cherchons les armes les plus simples que toute la masse puisse manipuler, puisque notre guerre est une guerre massive. Autrement elle ne serait pas populaire et la nôtre l'est. Et alors ceci nous entraîne vers une deuxième question, la fabrication de matériel. Nous faisons des efforts pour avancer dans la réalisation du matériel et ils sont très au courant des avertissements envoyés directement au Palais Gouvernemental avec des mortiers faits de nos propres mains, des mains du peuple. Ils ne font pas de commentaires mais nous le savons bien.

L'autre moyen usuel est l'achat, puisqu'il y a trois façons de se procurer des armes: le principale, les arracher à l'ennemi; la deuxième, les fabriquer et la troisième, les acheter. Pour cela nous rencontrons des problèmes, à cause du coût élevé des armes. Nous menons en avant la guerre populaire la plus économique de la terre, effectivement, parce que nous avons peu de moyens, seulement ce que les masses nous procurent. Et j'insiste une fois de plus là-dessus, comment résoudre ce problème ? Lénine disait qu'il faut se procurer des armes en grande quantité quel qu'en soit le prix et j'ai déjà signalé ce que le Président Mao nous a enseigné. C'est ce que nous mettons en pratique.

*Prévoyez-vous qu'avec le triomphe et l'avance de la révolution que vous dirigez, une invasion militaire nord-américaine sera déclenchée ? Que fera alors le PCP ?*

Même si l'impérialisme yankee intervient déjà concrètement, sur cette question voilà ce que nous pouvons dire. Les Etats-Unis peuvent mobiliser des pays limitrophes, nous n'oublions pas qu'en plus il y a des revendications territoriales en suspens et des problèmes frontaliers, malgré le silence, j'insiste là-dessus. Nous savons bien le rôle qui est assigné au Brésil; les Etats-Unis peuvent à leur tour intervenir directement avec leurs propres troupes et ils ont déjà ici des gens qui s'entraînent.

Il y a quelque temps au Comité Central, nous avons décidé que quelque soit l'ennemi qui vienne souiller notre sol, nous l'affronterons et nous le mettrons en échec. Dans ces circonstances, la contradiction changera et la contradiction nation-impérialisme commencera à se développer comme contradiction principale, ce qui nous donnera une marge plus grande pour rassembler notre peuple.

*La réaction, le révisionnisme et l'opportunisme de la Gauche Unie disent que vous êtes isolés des masses. Que pouvez-vous dire à ce sujet ?*

Je crois que de tout ce que nous sommes en train de dire, on voit que nous avons l'appui des masses. A ceux qui disent de telles choses, ces révisionnistes et ces opportunistes, nous posons une question: sans le soutien des masses, comment expliquer l'existence d'un mouvement qui mène une guerre populaire depuis huit ans, sans aide internationale ?

*Pendant huit ans les groupes et partis de droite et du révisionnisme, de l'opportunisme et de toute la réaction ont dit et crié sur tous les toits que le PCP est une organisation «démentielle», «messianique», «sanguinaire», «polpotienne», «dogmatique», «sectaire», «narcoterroriste», et le Parti Unifié Mariatéguiste (le Parti Révisionniste (PUM) ) ajoute que vous avez placé les paysans entre deux feux, que vous êtes des «militaristes» et dernièrement Villanueva a dit que vous êtes des «terroristes génocides» et vous a attribué bien d'autres qualificatifs. Que dites-vous de toutes ces accusations ? Et quel but cherchent-elles à atteindre ?*

Pour moi, elles sont sans fondement et montrent l'incapacité à comprendre une guerre populaire. Pour moi il est évident que les ennemis de la révolution ne pourront jamais la comprendre. Sur le fait que nous plaçons les paysans entre deux feux, c'est une pure élucubration, parce que ce sont précisément les paysans qui forment l'immense majorité de l'Armée Populaire de Guérilla. Le problème est de comprendre que l'Etat péruvien avec ses forces armées répressives veut noyer dans le sang la révolution. Voilà comment nous comprenons le problème et nous conseillons à ces messieurs d'étudier un peu la guerre en général, la guerre révolutionnaire et principalement la guerre populaire et le maoïsme, même si je doute qu'ils comprennent parce que pour cela, il faut avoir une position de classe.

En ce qui concerne les accusations de «terroristes génocides» de M. Villanueva, j'ai l'impression qu'il s'agit d'une vulgaire imitation et d'un plagiat. Ils veulent nous coller le terme de bouchers, qui leur va comme un gant. Aux yeux du pays et du monde entier, il est clair que ce sont eux les génocides, que c'est le gouvernement de l'Apra qui dirige cet Etat réactionnaire, que ce sont les forces armées réactionnaires, les forces de répression. Ce sont eux les vils bouchers. Les beaux discours ne changeront jamais les faits, l'histoire est déjà écrite. Demain elle sera confirmée. Outre cela, combien de temps va durer Villanueva ? Et quel sera son avenir ? Il ferait mieux d'y réfléchir.

*Quels changements dans la politique péruvienne, les structures économiques de la société et parmi les masses, sont, d'après vous, la conséquence de huit années de guerre populaire ?*

La première chose qui s'est produite est le développement d'une guerre populaire qui avance irrésistiblement, ce qui implique que la révolution démocratique a réellement lieu et cela pour la première fois dans ce pays. Cela a changé toutes les données de la politique péruvienne. C'est pour cela que la réaction elle-même et tous ses complices, en commençant par les révisionnistes et ceux qui les soutiennent à tour de rôle et quels qu'ils soient, ont conclu que le premier et principal problème de l'Etat péruvien, est la guerre populaire. Ainsi, nous sommes en train de changer le monde dans ce pays et de là découle notre plus importante et principale réussite: la naissance et le développement d'un Nouveau Pouvoir en marche, qui finira par s'étendre à tout le pays.

Sur les structures économiques, dans le Nouveau Pouvoir, nous sommes en train d'établir de nouveaux rapports de production: une preuve concrète est la façon dont nous appliquons la politique de la terre, en utilisant le travail collectif et l'organisation delà vie sociale avec une nouvelle réalité, avec une dictature conjointe où, pour la première fois, commandent des ouvriers, des paysans et des

progressistes, nous entendons par là, ceux qui veulent vraiment transformer ce pays de la seule façon possible, par la guerre populaire.

En ce qui concerne les réactionnaires, sans leur rappeler le gouffre économique qu'implique la guerre populaire et le fait de la combattre, nous sommes en train de faire sombrer le capitalisme bureaucratique et de saper depuis longtemps la base cacique des relations semi-féodales qui supportent tout cet échafaudage, tout en assénant des coups à l'impérialisme.

Pour la première fois, les masses de notre peuple, ces masses héroïques, principalement le prolétariat, classe dirigeante que nous reconnâtrons toujours, assument le Pouvoir et ont commencé à porter le miel à leur lèvres. Elles n'en resteront pas là, elles voudront tout et elles l'auront.

*Comment voyez-vous la situation actuelle et les perspectives de la Guerre Populaire au Pérou ? Quel destin aura le peuple péruvien si la révolution que vous dirigez, depuis plus de huit ans, ne triomphe pas à court terme ? Croyez-vous que ce gouvernement ou un autre ait une quelconque issue à cette grave crise ? Le PCP, dans le document «Bases de discussion», a signalé que nous entrons dans des années décisives, dans lesquelles l'APRA continue sans plan stratégique; sommes-nous aux portes du triomphe de la révolution et de la prise du Pouvoir par le PCP ?*

Chaque jour le peuple péruvien se mobilise davantage, et la lutte de classes s'intensifie. Ceci est directement lié à la guerre populaire parce que nous ne sommes que la continuation de la lutte de classes, les armes à la main. Quel sera son destin ? Je crois que le destin héroïque de détruire le vieil Etat et celui glorieux de commencer à construire une nouvelle société, sera un effort grandiose; ce seront des temps de sacrifices et de difficultés, mais le peuple en sortira victorieux et en fin de compte, il suffira de se rappeler, est-ce que, sans la guerre populaire, soixante mille enfants auraient cessé de mourir avant l'âge d'un an, comme c'est le cas aujourd'hui au Pérou ? Non. Par conséquent le peuple continuera à mettre toute sa force et traversera des difficultés mais, chaque jour plus conscient, il paiera le prix nécessaire, puisqu'il sait qu'il vaincra.

L'issue de la réaction ? Nous pensons qu'elle n'en n'a pas. Notre interprétation du processus de la société péruvienne contemporaine signale qu'à partir de 1980, le capitalisme bureaucratique est entré dans sa phase de destruction et par conséquent tout le système s'effondre et il n'y a pas d'issue pour lui. Si nous regardons les faits, il y a une crise grave car, deux crises, celle des années 80 et celle des années 90, se sont accumulées, toutes deux critiques; ce qui explique que la réaction n'a aucune issue.

Quant aux années décisives, nous entendons comme telles, une tempête plus forte entre la guerre populaire et la guerre contre-révolutionnaire : nous croyons, et je le répète, que de cela surgira la stabilisation stratégique.

En ce qui concerne le temps, le Président Mao disait: il faut moins de temps si nous combattons plus et mieux. C'est notre obligation de le faire. Nous le faisons et nous le ferons, car nous avons des conditions objectives extraordinaires. Les conditions de crise générale dans laquelle est entré le système caduc de la société péruvienne, nous indiquent que ces années décisives peuvent accélérer, et de fait, vont accélérer puissamment les conditions et développer la situation révolutionnaire.

Quel est notre problème aujourd'hui ? En synthèse, plus de guerre populaire, plus de Nouveau Pouvoir, plus d'Armée, plus d'incorporation des masses. Ainsi nous croyons que la victoire en perspective nous appartient.

*Monsieur le Président, quelle est l'analyse du PCP sur le processus de l'Etat Péruvien et vers quoi se dirige-t-il ?*

Nous analysons le processus de la société péruvienne contemporaine comme un processus qui a commencé en 1895. Nous considérons qu'à partir de cette date s'engage le processus dans lequel nous

vivons actuellement. Et nous pensons qu'il est composé de trois moments. Un premier moment qui assoit les bases pour le développement du capitalisme bureaucratique. Un deuxième, après la Seconde Guerre Mondiale qui marque la fin du premier, où s'approfondit le capitalisme bureaucratique; cet approfondissement du capitalisme bureaucratique va faire mûrir les conditions pour la révolution et, avec le commencement de la guerre populaire dans les années 80, nous entrons dans le troisième moment : moment de crise générale du capitalisme bureaucratique. La destruction de la société péruvienne contemporaine a commencé, parce qu'elle est historiquement caduque. C'est pourquoi nous assistons à sa fin et ce qu'il faut, c'est travailler, combattre et lutter pour l'enterrer.

*Pourquoi considérez-vous la thèse du capitalisme bureaucratique comme fondamentale ?*

Nous considérons comme essentiel cette thèse de Président Mao Tsétoung parce que, sans la comprendre et sans la maîtriser, il n'est pas possible de développer une révolution démocratique et encore moins de concevoir sa continuation ininterrompue en tant que révolution socialiste. C'est réellement un obstacle, que cette thèse du Président Mao soit éludée et que l'analyse soit embrouillée, quand on nous parle de développement de capitalisme dans les pays arriérés ou de capitalisme dépendant. Ces analyses ne conduisent à rien, si ce n'est à changer la nature de la révolution. Nous pensons que c'est en partant du Président Mao Tsétoung que nous comprendrons bien la société péruvienne et les sociétés dites arriérées.

Nous considérons que le capitalisme bureaucratique commence à se présenter au Pérou à partir de 1895, à travers les trois moments que je viens de retracer. Nous le concevons ainsi : sur une base semi-féodale et sous domination impérialiste se développe un capitalisme, un capitalisme tardif, un capitalisme qui naît, lié à la féodalité et soumis à la domination impérialiste. Ce sont ces conditions qui génèrent ce que le Président Mao Tsétoung a appelé capitalisme bureaucratique. Alors, le capitalisme bureaucratique développe, lié aux grands capitaux monopolistes qui contrôlent l'économie du pays, des capitaux formés, comme le Président Mao le dit, par les grands capitaux des gros propriétaires fonciers, de la bourgeoisie compradore et des grands banquiers. Ainsi va naissant le capitalisme bureaucratique et, j'insiste encore une fois, lié à la féodalité, soumis à l'impérialisme et monopoliste. Il faut prendre cela en compte : il est monopoliste. Ce capitalisme, arrivé à un certain moment de son évolution, s'associe avec le Pouvoir de l'Etat et utilise les moyens économiques de l'Etat; il les utilise comme levier économique. Ce processus va engendrer l'autre faction de la grande bourgeoisie : la bourgeoisie bureaucratique. C'est de cette façon que va se développer le capitalisme bureaucratique, déjà un capitalisme monopoliste, qui devient alors un capitalisme d'Etat. Mais ce processus l'entraîne à créer les conditions qui font mûrir la révolution. Ceci est, dans le cadre politique, un autre concept important que le Président a établi sur le capitalisme bureaucratique.

Si nous comprenons le capitalisme bureaucratique, nous pouvons très bien comprendre comment, au Pérou, existent une situation de semi-féodalité, un capitalisme bureaucratique et une domination impérialiste, principalement yankee. Voilà ce que nous devons comprendre, ce qui permet d'entendre et de diriger la révolution démocratique.

Maintenant, quel autre facteur important le capitalisme bureaucratique présente-t-il ? Le Président nous signale que la révolution démocratique accomplit certaines tâches socialistes; par exemple, dit-il, l'aide mutuelle qui a lieu à la campagne dans les bases d'appui s'exprimait déjà. Ainsi donc, pour passer de la révolution démocratique à la socialiste, la confiscation du capitalisme bureaucratique dans son ensemble est une question clé du point de vue économique; elle permettra au Nouvel Etat de contrôler l'économie, de la diriger, et servira à développer la révolution socialiste. Nous considérons que ce concept stratégique est de grande importance et j'insiste sur le fait que, malheureusement, ce concept est éludé. Et tant qu'il en sera ainsi, on ne pourra pas bien comprendre ce qu'est une révolution démocratique dans les circonstances actuelles, celles dans lesquelles nous nous débattons.

Il est erroné de penser que le capitalisme bureaucratique se réduit à celui que développe l'Etat avec les moyens économiques de production qu'il détient. Ceci est faux, et est incompatible avec la thèse du

Président Mao Tsétoung. Il suffit, pour le comprendre, de penser à la chose suivante: si le capitalisme bureaucratique n'était que le capitalisme d'Etat, l'autre capitalisme monopoliste, non étatique, dans quelles mains resterait-il ? Dans celles de la réaction, de la grande bourgeoisie. Cette interprétation, qui consiste à identifier le capitalisme bureaucratique au capitalisme monopoliste d'Etat, est une conception révisionniste et dans notre Parti, elle fut soutenue par le liquidationnisme de gauche: c'est pour cela que nous jugeons cette question comme très importante.

D'ailleurs politiquement, cela nous permet de distinguer très clairement la grande bourgeoisie de la bourgeoisie nationale ou moyenne. Et ceci nous donne les moyens comprendre, afin de n'être à la traîne d'aucune faction quelconque de la grande bourgeoisie, ni de la comprador, ni de la bureaucratique, ce qu'ont fait au Pérou, le révisionnisme et l'opportunisme et ce qu'ils continuent de faire. Depuis des décennies, cette politique sinistre amène à considérer une faction quelconque de la grande bourgeoisie comme la bourgeoisie nationale, progressiste, et à l'appuyer. La compréhension du capitalisme bureaucratique nous a permis de bien saisir la différence, et j'insiste, entre bourgeoisie nationale et grande bourgeoisie et de comprendre la tactique correcte à suivre, reprenant précisément celle que Mariatégui a établie. Pour cela, nous considérons que la thèse du capitalisme bureaucratique est d'une importance extrême.

*Quelle est, en synthèse, votre analyse politique et économique de la conjoncture actuelle et de la perspective ? Cette situation est-elle favorable au PCP ? Et comment l'est-elle pour la réaction, le révisionnisme et l'opportunisme ?*

Nous concevons que le capitalisme bureaucratique est entré en crise générale; plus encore, nous pensons que ce capitalisme bureaucratique est né malade parce qu'il est issu de la semi-féodalité, ou lié à elle, et qu'il est issu aussi de l'impérialisme. La semi-féodalité est évidemment caduque et l'impérialisme agonise. De deux parents condamnés à mort pour maladie incurable, quelle sorte d'enfant peut-il naître ? Une créature malade qui est entrée dans sa phase de destruction. Nous pensons que les crises s'approfondissent chaque jour davantage et que, même, comme le soulignent certains économistes, il s'agit d'environ trente ans de crise de laquelle on ne peut pas sortir, même si de temps en temps il y a de petites vagues de récupération ou, comme le dit l'APRA dans ses propres documents internes, que c'est une crise qui a surgi au milieu des années 70.

Nous estimons que chaque nouvelle crise est pire que la précédente; et si nous ajoutons à cela les deux décennies critiques, celles des années 80 et 90, la situation est déjà claire. Que disent-ils ? Que ce gouvernement laissera une situation extrêmement grave, et que le suivant, en supposant qu'il y en ait un, lors du changement électoral, devra chercher à réparer les problèmes en suspens et que ce n'est, en conséquence, qu'à partir de 95 qu'on pourra penser à un développement; et ceci dans un pays où nous avons 20 ans de retard. C'est pour cela que nous croyons que sa perspective est extrêmement noire. Cela est-il favorable à la révolution, à la guerre populaire, au Parti ? Oui, certainement, c'est favorable, tout d'abord et principalement, à la classe et au peuple, car tous nos efforts leur sont destinés, afin que la classe commande, dirige, que le peuple exerce sa liberté et puisse enfin satisfaire sa faim séculaire. Nous ne voyons aucune perspective pour la réaction et le révisionnisme, nous les croyons unis. Ce sont des siamois et ensemble ils se dirigent vers leur propre tombe. Voilà ce que nous pensons.

*Que pensez-vous de la Gauche Unie et de sa ligne politique ? Quel avenir donnez-vous à ce front révisionniste ? Quant à l'ANP, Assemblée Nationale Populaire, quelle est la position du PCP ?*

Je veux être très bref à ce sujet. D'abord, il faut se demander quelle est la ligne de la Gauche Unie en ce moment. Nous ne le savons pas. On sait d'après les documents antérieurs qu'elle se veut «un front de masses à tendance socialiste»; et elle s'est centrée, comme de bien entendu, sur le crétinisme parlementaire. Au fond, qu'expriment de telles positions ? Quelque chose de bien simple: le fait de croire qu'ils peuvent prendre le gouvernement et ensuite, comme ils le disent, le pouvoir; qu'ils comprennent donc qu'on ne prend pas l'un sans l'autre ! De plus, c'est d'abord la prise du Pouvoir, puis le gouvernement se constitue. Cela vient du fait que le problème essentiel de l'Etat, c'est le système

d'Etat, c'est-à-dire la dictature qui s'exerce, la classe qui l'exerce; et ce qui en découle, c'est le système de gouvernement. Le reste n'est que divagations vulgaires, propres aux révisionnistes pourris; si nous observons leurs positions, ils ne sont pas pour la destruction de l'Etat réactionnaire mais pour le gouvernement qui leur permette de continuer à faire évoluer cet ordre caduc et pourri. C'est ce qu'ils cherchent en proclamant qu'avec ce gouvernement et des réformes, ils pourront aller vers le socialisme. Et c'est, tout simplement, du révisionnisme effréné, déjà condamné par Lénine.

D'un autre côté, il faudra voir leurs thèses politiques et leur congrès. En ce qui concerne leurs thèses politiques, ils vont les publier prochainement. Je pense que dans la Gauche Unie, qui est un front, ne l'oublions pas, ce qu'on observe, c'est la réédition du vieux frontisme électoraliste opportuniste que nous avons vu de nombreuses fois au Pérou. Ce front est la négation d'un Parti qui dirige; et, sans un parti du prolétariat qui dirige, il n'y a pas de transformation, il n'y a pas de révolution. Et la révolution ne s'est jamais faite et ne se fera jamais à travers le parlement. Ils sont en train de se parer de nouveaux atours, de vieilles questions déjà discutées dans les années 60. Comment je vois la Gauche Unie ? En résumé, comme un ramassis de contradictions, comme une collusion et une lutte. Qu'est-ce qui les rassemble ? La collusion, leurs appétits, le fait de suivre la voie du crétinisme parlementaire, la répétition de vieux échecs, ou le fait d'être utilisés par la réaction comme une carte, déjouer des rôles sinistres comme Ebert, le pervers et vil assassin de la révolution de 1919, en Allemagne. C'est, me semble-t-il, ce qui les unit. Qu'est-ce qui les divise ? Leurs disputes, leurs bases, leurs appétits, et le fait qu'ils aient plusieurs maîtres; ils dépendent donc de l'analyse que leurs maîtres font de la situation, parce qu'il y a là des révisionnistes qui servent le PCUS, d'autres qui servent Teng, et ils dépendent de ce que disent leurs maîtres ou les intermédiaires de ces maîtres; et ce, sans compter les liens avec d'autres centres de pouvoir.

Là est la question. Ceux qui veulent réellement faire la révolution doivent réfléchir sur certaines questions. Ils ont l'obligation de penser que, s'ils sont réellement du côté de la révolution, ils doivent rompre avec ce frontisme électoraliste rampant et inutile qui est un obstacle. En assumant leur position de classe, selon la classe qu'ils défendent, ils doivent converger vers un front véritable révolutionnaire. Qu'ils le fassent et convergent dans les faits; il ne suffit pas d'accuser d'être sectaire, il faut prouver qu'on ne l'est pas; et pour ce faire, il faut premièrement cesser d'être opportuniste, révisionniste; et, pour d'autres, il faut cesser de vouloir nous emmener sur les voies sans issue du social-christianisme. S'ils veulent la révolution, qu'ils démontrent et donc qu'ils expriment par des faits, l'abandon de la voie erronée qu'ils suivent : celle d'être à la remorque du révisionnisme soviétique et chinois. C'est la première chose qu'ils doivent faire; par ailleurs, je le répète, qu'ils ne viennent pas avec des positions conduisant à des voies social-chrétiennes? Il faut qu'ils comprennent réellement le marxisme-léninisme-maoïsme, principalement le maoïsme; et, tant qu'ils ne le comprendront pas, ils n'avanceront pas. Qu'ils comprennent ce que veut dire faire une révolution au moyen d'une guerre populaire, qu'ils comprennent et ouvrent les yeux, parce que la vérité est écrasante, et ils ne peuvent nier ce que tout le monde voit, excepté eux. Leurs appétits ne peuvent être aussi importants, qu'ils assument clairement leurs limitations décline et acceptent que ce soit le prolétariat qui dirige en tant que classe, à travers un Parti Communiste. Voilà ce qui nous intéresse principalement.

En ce qui concerne l'Assemblée Nationale Populaire. D'un côté, l'ANP est une chose intéressante; on dit que c'est un «germe de pouvoir». Très bien, «germe de pouvoir», disent-ils; je me demande s'ils veulent former des soviets? Sont-ils en train de rééditer l'expérience bolivienne de Juan José Torres ? Un pouvoir peut-il se créer ainsi ? Dresser ce supposé «germe de pouvoir» signifie, purement et simplement, s'opposer au Nouveau Pouvoir que nous sommes en train de construire de façon réelle et concrète. D'un autre côté, on dit que cette ANP est «un front de masses». Est-ce à dire qu'ils font concurrence à la Gauche Unie ? Il s'agit également d'un «front de masses»; et, bien qu'ils définissent ce qu'ils sont, est-ce donc un «germe de pouvoir» ou un «front de masses» ? Que sont-ils concrètement, se posent-ils clairement la question de savoir comment se forge le pouvoir ? Et que voit-on ? Simplement que l'ANP est manipulée par le révisionnisme. Des preuves à l'appui : ses arrêts de travail suivant la direction et les dates que fixe le révisionnisme à travers la CGTP; ainsi donc, là aussi, c'est le révisionnisme qui est à la tête et les révolutionnaires ne peuvent pas suivre les révisionnistes; ceux qui veulent réellement la révolution, je le répète, qu'ils le démontrent avec des

faits ! Qu'ils comprennent d'abord qu'un processus de guerre populaire, authentiquement révolutionnaire, est en train d'avoir lieu ici, dans ce pays. Alors, tant qu'ils ne le comprendront pas, ils ne pourront pas jouer le rôle que de nombreuses personnes peuvent assumer. Ils ont simplement de bonnes intentions; mais, contrairement à ce qu'ils croient, ils manquent totalement de clarté.

*Monsieur le Président, comment voyez-vous la situation de la lutte de classes des masses et les organisations existantes ?*

En ce qui concerne la lutte de classes des masses, je voudrais partir de ceci: notre peuple est héroïque; notre classe, le prolétariat, l'est encore plus; comme tout peuple et tout prolétariat, ils sont des combattants persévérants, opiniâtres, dans la lutte de classes. Ils n'ont jamais baissé les bras et ils ne les baisseront pas jusqu'à ce que nous parvenions au communisme. Je crois que la première chose que nous devons faire, c'est reconnaître cette grandeur de notre peuple, de notre prolétariat; la deuxième, c'est reconnaître, remercier, voir clairement et dire fermement que, sans leur appui, sans leur soutien, nous n'aurions rien fait ! Absolument rien ! Car ce sont les masses qui font l'histoire. Nous y croyons avec ferveur, tout comme nous croyons au mot d'ordre «On a raison de se révolter»; c'est un autre principe-clé des masses.

Comment voyons-nous les masses ? Avec la joie profonde de communistes, je salue cette mobilisation croissante et montante des masses qui est en train de rééditer d'anciennes gloires et d'écrire de nouvelles pages historiques. Les masses sont entrées et persévéreront dans un processus aigu de lutte de classes. Le pessimisme qui règne à la Gauche Unie, comme le reconnaît M. Moreno lui-même, dirigeant de Patrie Rouge, ne pénétrera pas les masses puisque les masses ne sont pas pessimistes; rappelons-nous ce que nous dit le Président Mao : seuls les révisionnistes et les opportunistes sont pessimistes; nous, le prolétariat et les communistes, sommes toujours optimistes, car l'avenir nous appartient. C'est établi historiquement pendant que politiquement nous poursuivons notre chemin. Les masses ne tomberont pas dans le pessimisme, elles n'y sont d'ailleurs jamais tombées. C'est absurde, c'est les avilir. Les masses luttent mais, pour lutter, elles ont besoin d'une direction, d'un Parti car il n'y a pas de mouvement de masses qui puisse évoluer, se maintenir, et encore moins se développer, sans un parti qui les dirige.

Nous voyons avec une joie révolutionnaire comment les masses sont en train de combattre; et comment, ainsi que leurs propres actions le démontrent, elles apprennent de celles déjà incorporées à la guerre populaire; comment elles commencent à appliquer ce grand mot d'ordre : Combattre et Résister ! Il n'est plus temps de seulement recevoir, il faut être correct, il faut aussi rendre et rendre le double afin d'être doublement correct. Je crois que les masses sont en train de le faire en nous donnant réellement des exemples qui laissent entrevoir la perspective brillante qu'elles-mêmes verront; car ce sont elles qui font la révolution, le Parti ne fait que les diriger. Je crois que c'est un principe que nous connaissons tous, mais il n'est pas inutile de le rappeler.

En ce qui concerne les organisations, il nous semble que nous devons, aujourd'hui plus que jamais, étudier sérieusement ce que Lénine enseigna dans son oeuvre «La faillite de la IIème Internationale», chapitre VIII; il nous dit que l'Etat des exploités, l'Etat bourgeois, l'Etat réactionnaire, permet l'existence d'organisations qui le soutiennent, le servent, afin de se maintenir et survivre; il nous dit aussi que ces organisations, pour se maintenir, vendent la révolution pour un plat de lentilles. Mais il nous dit, en plus, que la révolution n'a rien à attendre de ces organisations; la révolution doit créer ses propres organisations pour développer les temps de guerre, de révolution, comme ceux que nous sommes en train de vivre et vivrons davantage dans l'immédiat et dans l'avenir, la révolution triomphera. En conséquence, Lénine nous disait : il faut créer de nouvelles organisations pour servir la révolution, même si nous devons passer sur la tête des vendeurs d'ouvriers et des traîtres à la révolution. Je crois que ce sont les paroles de Lénine; elles méritent notre grand respect à tous et elles doivent nous faire réfléchir sérieusement et profondément; autrement nous ne serviront pas la classe, le peuple. Il faut signaler le besoin que nous avons de contribuer à ce que tous assument davantage la conscience de classe. Qu'elles vivent selon ce qu'elles sont, classe ouvrière ou peuple, avec des intérêts

opposés, antagoniques à ceux des exploités. Qu'elles réalisent clairement le pouvoir qu'elles ont quand elles arrêtent la production avec une grève; qu'elles comprennent, réalisent et conduisent une grève comme une Ecole de guerre, comme une Ecole de communisme et qu'elles continuent à développer leurs grèves comme la forme principale de lutte dans le domaine économique, ce qu'elle est de fait. Mais, dans les circonstances actuelles, il faut qu'elles soient indissolublement liées à la conquête du Pouvoir. Ainsi donc, unissons la lutte pour les revendications avec le combat, avec la guerre populaire pour la conquête du Pouvoir, car c'est la défense de leurs intérêts de classe, c'est la défense des intérêts du prolétariat, du peuple; c'est ce dont nous avons besoin et nous croyons que nos masses avancent toujours plus.

Nous avons défini dans notre Parti, il y a quelque temps, ce que nous appelons la loi des masses, la loi de l'incorporation des masses, dans la guerre, dans la révolution, telle que nous la développons et comment elle fait corps avec la réalité; les masses s'incorporent par vagues et par bonds toujours plus grands; c'est la direction que nous suivons et qui nous permettra de concentrer les 90 % du peuple péruvien. Pourquoi faire ? Pour que les masses fassent triompher la révolution et culminer l'oeuvre qu'elles ont entreprise il y a 8 ans, et qu'elles mènent en avant avec leur propre sang, parce que c'est d'elles, c'est de leur sein qu'est née la révolution; ce sont elles, les masses, qui font l'histoire, j'insiste, le Parti ne fait que diriger; voilà, je crois, ce qu'il en est.

*Monsieur le Président, dans quels secteurs politiques et sociaux le PCP cherche-t-il ses alliés ? Avez-vous une quelconque affinité avec quelque groupe politique du pays ? L'opportunisme vous accuse de sectarisme. Comment définissez-vous notre politique de front ? Quel est le poids du Parti à la campagne, sur le mouvement ouvrier, sur le peuple en général ?*

Si vous me permettez de partir en premier lieu de la façon dont nous voyons le front Nous avons déjà dit comment nous le menons en avant; mais ce dont nous avons besoin, c'est de préciser ici comment nous concevons le front uni dont parlait le Président Mao. Disons au passage, que c'est lui qui a établi les lois du front, les six lois du front; avant lui, il n'y avait pas de telles lois. En accord avec ces critères du marxisme-léninisme-maoïsme, notre problème est celui d'un front de classes, avec le prolétariat comme classe dirigeante, la paysannerie comme force principale, la petite bourgeoisie comme alliée à laquelle nous devons prêter attention, en particulier les intellectuels, car ils sont nécessaires à la révolution, comme l'enseigne également le Président Mao. Même la bourgeoisie nationale peut participer et participe à ce front dans des circonstances et des conditions déterminées. Voilà ce que nous entendons par front uni; ce front a une base : l'alliance ouvrière-paysanne, celle qui se forge à la campagne, celle que nous sommes en train de forger, depuis déjà 8 ans aujourd'hui, les armes à la main. Pourquoi l'alliance ouvrière-paysanne est-elle nécessaire ? Parce qu'il n'y a pas d'hégémonie du prolétariat sans elle, et tout cela exige un Parti Communiste qui dirige ce front : telle est notre position. Nous sommes absolument opposés à la théorie révisionniste, qu'ils appliquent en Amérique Centrale et qu'ils veulent diffuser dans d'autres endroits, affirmant que «tous sont révolutionnaires», que «tous sont marxistes», «qu'ils n'y a pas besoin de Parti Communiste qui dirige» et «qu'il suffit de s'unir tous et de se baser sur un front pour conduire une révolution»; c'est la négation du marxisme, la négation de Marx, la négation de Lénine, la négation du Président Mao; il n'y a pas de marxiste qui ait mis de côté la direction du Parti; autrement, comment se concrétise l'hégémonie du prolétariat ? Seulement au moyen du Parti Communiste en tant que tel, c'est-à-dire, un parti marxiste-léniniste-maoïste qui serve de façon conséquente et ferme les intérêts de la classe et défende ceux du peuple. C'est ainsi que nous le voyons et c'est ce que nous sommes en train de matérialiser et de développer. Pour nous, le problème du front a un rapport avec la thèse connue, qui dit que, le Parti étant toujours une sélection des meilleurs, étant la direction nécessaire, pas pour faire la révolution puisque ce sont les masses qui la font, apparaît alors la nécessité du front pour rassembler les 90 % de la population, l'immense majorité. C'est cela que nous cherchons, et c'est ce que nous sommes en train de réaliser.

A propos d'organisations, nous avons eu en diverses occasions, des relations avec des organisations et alors nous les avons traitées comme il se doit, d'égal à égal, et nous avons échangé des expériences.

Dans certains cas, elles ont demandé que le Parti les aide politiquement, ce que nous avons fait. Plusieurs cas se sont présentés, mais il vaut mieux de ne pas donner de noms pour l'instant.

A propos de savoir si nous sommes sectaires ou non, excusez-moi de vous lire ce que dit le document «Développer la guerre populaire pour servir la révolution mondiale». Ce sont les paroles de notre fondateur et nous les utilisons précisément parce que ceux qui se disent mariatéguiistes doivent l'être véritablement. Mais on ne peut pas être continuateur de Mariatégui sans être marxiste-léniniste-maoïste. Mariatégui disait: «Nous vivons une période de grande lutte idéologique. Les hommes qui représentent une force de rénovation ne peuvent, ni conjoncturellement, ni fortuitement, se concerter et ou se confondre avec ceux qui représentent une force conservatrice ou de régression. Un abîme historique les sépare. Ils parlent un langage différent et n'ont pas la même intuition de l'histoire.»

«Je pense qu'il faut réunir les semblables et non les contraires. Il faut assembler ceux que l'histoire veut assembler. Il faut que se solidarisent ceux que l'histoire veut solidaires. Ceci me semble la seule entente possible. La seule intelligence pourvue d'un sens historique précis et tangible.

«Je suis révolutionnaire, mais je crois que les hommes de pensée claire et de position définie peuvent s'entendre et s'apprécier facilement, même s'ils se combattent. Le secteur politique avec lequel je ne m'entendrai jamais, est l'autre secteur, celui du réformisme médiocre, du socialisme domestique, de la démocratie pharisaïque.»

C'est à cela que nous nous référons. Nous ne sommes pas sectaires, aucune de nos actions ne le démontre, mais ce que personne ne peut exiger de nous c'est que nous allions au marais. Lénine nous enseigne: si certains décident et veulent aller au marais, ils ont le droit d'y aller, mais ils n'ont pas le droit de nous y entraîner avec eux. Lénine nous disait que nous devons suivre notre chemin en pente raide jusqu'au sommet, et dans d'autres textes, que nous devons affronter la mitraille de l'ennemi, mais nous continuerons d'avancer. Alors nous ne sommes pas sectaires, ni dogmatiques, nous sommes simplement des communistes et nous sommes attachés à ces sages paroles de Mariatégui. Nous demandons par contre à ceux qui se vantent de le suivre, de le suivre vraiment et de le prouver.

En ce qui concerne le poids du Parti à la campagne, ce que nous pouvons dire concrètement, c'est que la majorité de notre force militante est paysanne, l'immense majorité; et notre limitation est le nombre insuffisant d'ouvriers. Nous avons là une limitation sérieuse mais nous faisons et nous ferons plus d'efforts pour la surmonter parce que nous avons besoin de communistes prolétaires, d'ouvriers. En effet, ils nous transmettent cette résistance, cette fermeté d'acier qui les caractérisent en tant que classe.

Nous savons, du reste, que dans le peuple en général, notre force et notre retentissement augmentent; nous pouvons dire que l'Armée Populaire de Guérilla est formée des masses, des paysans, des ouvriers, des intellectuels, des petits-bourgeois, cela représente des milliers d'hommes. Nous avons des centaines de Comités Populaires organisés en Bases d'Appui et nous exerçons un Pouvoir sur des dizaines de milliers de personnes. Voilà notre réalité, l'influence du Parti est grandissante et notre retentissement sur les masses est chaque fois plus grand; nous appliquons ce principe comme nous le dit le marxisme, d'éduquer le prolétariat, le peuple, les masses, avec des actions frappantes pour ancrer en eux les idées. Nous croyons que nous sommes en train de faire un grand bond dans notre croissance au sein des masses, voilà ce que nous pouvons dire. Nous souhaitons, et c'est notre tâche et une partie de notre plan, faire un grand bond dans le travail de masses. Les masses, dans le pays, ont besoin de la direction du Parti Communiste. Nous espérons, avec un peu plus de théorie et de pratique révolutionnaires, avec plus d'actions armées, plus de guerre populaire et plus de Pouvoir, atteindre le coeur-même de la classe et du peuple et le rallier réellement à nous. Pourquoi ? Pour le servir, c'est ce que nous voulons.

*Monsieur le Président, d'autres organisations ou ne se définissent pas, ou parlent vaguement de révolution socialiste pour le Pérou. Quelles sont les raisons qui permettent au PCP de définir les*

*étapes de la révolution péruvienne ? Comment le PCP mènera la révolution socialiste et les Révolutions Culturelles seront-elles similaires à celles que développa le Président Mao en Chine ?*

Un problème capital est de définir le caractère de la révolution. Pour nous, selon ce que le propre Congrès du Parti a établi, la révolution est démocratique. C'est en assumant le maoïsme que nous sommes parvenus à développer une compréhension un peu plus large de la situation de notre pays. Nous considérons que la société péruvienne est une société semi-féodale et semi-coloniale sur laquelle se développe un capitalisme bureaucratique et, en conséquence, la révolution est démocratique. Nous considérons que cette révolution démocratique doit affronter trois montagnes: l'impérialisme principalement yankee, le capitalisme bureaucratique et la semi-féodalité. Cette révolution démocratique exige d'engager une guerre populaire; c'est pour cela que nous sommes résolus dans cette guerre populaire qui nous permettra de détruire ces trois montagnes et de conquérir le Pouvoir dans tout le pays, dans une perspective à notre avis pas si lointaine. Mais finalement, ceci dépend de l'importance de l'effort que nous, tous les combattants, engagerons dans la guerre populaire, mais aussi de l'adhésion chaque fois plus grande que lui apporteront les masses. Nous considérons que cette révolution démocratique doit être suivie sans intermède d'une révolution socialiste. A ce sujet nous voudrions préciser ceci, assumant ce que le Président Mao nous enseigne avec une grande clairvoyance de ce qui pouvait surgir: il nous dit que la révolution démocratique se termine le jour même de la prise du Pouvoir dans tout le pays et de la fondation de la République Populaire. Ce même jour, à cette même heure, commence la révolution socialiste, dans laquelle nous devons développer une dictature du prolétariat et ainsi, mener en avant les transformations de base pour le développement du socialisme.

Nous considérons qu'il existe un troisième type de révolution. En étudiant le Président Mao Tsétoung, et les accords du PCC, nous sommes en train de comprendre chaque fois plus, l'importance de la grande révolution culturelle prolétarienne, comme continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, et son caractère indispensable. Sans elle la révolution ne peut pas poursuivre sa marche vers le communisme. Nous considérons qu'il y aura des révolutions culturelles successives, mais nous pensons que cette révolution culturelle devra être spécifiée. Même si nous devons assumer la thèse du Président et la grandiose expérience du PCC, nous devons l'appliquer à notre propre réalité; là encore, nous sommes antidogmatiques, nous ne pouvons être mécanistes, nous serions contre le maoïsme. En tant que Parti Communiste, nous pensons que notre but est unique : le communisme, mais là, et excusez-moi si je répète, nous devons y parvenir tous sur la Terre, au risque que personne n'y arrive. Nous sommes absolument opposés aux thèses révisionnistes de Khrouchtchev qui nous parlait de communisme en URSS pour l'année 1980. Le Président Mao

Tsétoung réaffirma une fois de plus, que nous entrerions tous au communisme ou sinon personne n'y entrerait. C'est pour cela que notre révolution est étroitement liée à la révolution mondiale. C'est notre but final et définitif, le reste n'est qu'étapes, pas, moments. Nous pensons que la perspective pour parvenir au communisme est lointaine. La projection du Président Mao Tsétoung nous semble exacte.

*On dit que le PCP, avec la conquête du Pouvoir dans tout le pays, confisquera tout type de propriété. Est-ce vrai ?*

Nous voyons déjà que le Programme du Parti éclaire ces questions. Une révolution démocratique comme celle que nous sommes en train de mener en avant, vise les trois montagnes déjà mentionnées. Cela veut dire que nous voulons rompre la domination de l'impérialisme principalement yankee, mais en même temps nous faisons tout pour ne jamais permettre au social-impérialisme, ni à aucune puissance impérialiste, d'exercer sa domination sur nous. Nous sommes pour la destruction de la semi-féodalité, en appliquant le grand mot d'ordre qui continue d'être d'actualité - cela vaut la peine d'insister car tellement de choses se disent là-dessus - «la terre à celui qui la travaille»; le Président Mao réaffirma ce mot d'ordre, qui pour nous, entraîne la destruction de la propriété semi-féodale et la distribution de la terre à la paysannerie sous forme de propriété, distribution principalement à la paysannerie pauvre; et nous, nous sommes pour la confiscation du capitalisme bureaucratique, et il

faut le répéter encore, c'est très important, parce que cela donne au Nouveau Pouvoir la base économique pour diriger l'économie et nous mettre en marche vers le socialisme. Nous sommes contre ces trois montagnes. En ce qui concerne la bourgeoisie nationale ou moyenne, la question est de respecter ses droits: nous nous en tenons à cela, nous ne pouvons aller plus loin; ce serait changer le caractère de la révolution. L'idée de «confisquer toute propriété» n'est rien de plus que fables et mensonges toujours proférés contre les communistes. Comme Marx nous l'enseigna magistralement, la réaction et les ennemis de la révolution ont toujours élaboré des idées fausses et des mensonges pour s'opposer au communisme. Si ce grand fondateur du marxisme dans le monde, souffrit toutes ces infamies, tous ces mensonges et tergiversations de ses sages propos, nous croyons que ce qui se dit contre notre Paru, n'est que la continuation de la vieille école réactionnaire et des ennemis de la révolution.

*Comment agira le Parti face à la dette extérieure ?*

La dette étant propriété impérialiste elle sera confisquée. Je crois que nous pouvons ajouter que c'est la seule manière de balayer réellement ce poids immense qui écrase tant de pays et appauvrit des nations et des peuples. C'est seulement avec la révolution, il n'y a pas d'autre forme. Tout le reste, les moyens, les critères proposés ne sont que les désirs de tirer les marrons du feu pour l'impérialisme et nous pensons de plus que cela correspond à l'expérience historique.

*Et le Parti Communiste, comment est-il en train de résoudre le problème de la terre ? Quels plans appliquent l'APRA et le PUM ?*

La question de la terre est fondamentale parce que réellement, c'est ce problème qui se résout avec la révolution démocratique, mis à part d'autres problèmes déjà connus. Nous appliquons la destruction des rapports semi-féodaux d'exploitation et la distribution de la terre aux paysans pauvres, principalement, puis aux paysans moyens, et s'il y a lieu, aussi aux paysans riches, mais de la même façon, si c'est nécessaire, nous pouvons leur retirer pour faire face à un manque de terres. Même pour le cas des grands propriétaires fonciers, comme l'enseigna le Président, s'ils veulent travailler, qu'ils gagnent leur pain, comme on dit, à la sueur de leur front, qu'ils apprennent ce que signifie travailler la terre et ne pas vivre simplement de la rente. Nous suivons cette politique.

La politique du Parti s'est développée dans ce domaine; une des réalisations importantes que nous ayons effectuées, a été d'impulser un mouvement d'invasion des terres de grande envergure, dans le département de la Libertad, où furent répartis plus de 300.000 ha, mobilisant 160.000 paysans; en voyant l'ensemble des mobilisations que nous avons connues, c'est là où nous sommes parvenus à mobiliser la masse la plus nombreuse; ce mouvement fut impulsé pour saper les plans de l'APRA; nous l'avons appliqué aussi à Puno et c'est nous qui avons commencé les invasions de terres même à Puno, alors que le PUM discutait avec l'APRA le fait et la façon de le faire; c'est la réalité, pure et simple; puis le gouvernement s'est vu obligé d'adopter des dispositions pour Puno en particulier, dispositions qu'il n'a d'ailleurs pas appliquées. Dans ce cas comme dans d'autres de la Sierra, l'APRA visait le redécoupage que proposait Morales Bermudez lors de sa présidence et la dispute avec le PUM tourna autour de la façon de le réaliser, si seul le gouvernement le réalisait ou si les organisations participaient.

Qu'ont cherché le gouvernement et le PUM ? Ils ont cherché à faire baisser la pression des eaux. Nous voyons une fois de plus la répétition de leur pratique de 1974, à l'époque de «l'Avant-Garde Révolutionnaire» avec les «prises de terre» d'Apurimac où des milliers de paysans furent mobilisés. Dans quel but ? Rester et négocier dans le cadre de la loi 17716, loi corporatiste du fascisme de Vélasco, les actes de Toxama et Huancahuacho en sont la preuve. Quelqu'un doit en répondre, il serait bon de leur rafraîchir la mémoire; servirent-ils ou non le régime ? Ils lui ont servi parce qu'ils s'appuyaient à ce moment-là sur le critère que la loi 17716 était bonne, que son erreur était de n'être pas socialiste. C'est politiquement stupide, parce que la question de la terre est une revendication démocratique élémentaire, sinon il faudrait corriger le marxisme. C'est cela qu'ils ont réédité

aujourd'hui, en collusion avec l'APRA. Il y a des choses qui se disent beaucoup, mais il serait bon, vu ce qu'ils sont, qu'ils se frappent la poitrine et fassent un acte de contrition, qu'ils regardent s'ils n'ont pas collaboré, y compris pratiqué la délation pour que nos forces soient frappées, qu'ils méditent tout cela ! Les faits l'ont prouvé, nous savons depuis les années 60, et grâce à une nouvelle étude que nous avons faite dans les années 70, que la simple obtention de la terre, non liée à une guerre populaire, à une lutte pour la conquête du Pouvoir, engendre simplement un accouplement au système; elle devient un soutien de ce dernier, suit le même processus végétatif, semi-féodal, preuves à l'appui, Pomacocha et Ccaccamarca, dans le département d'Ayacucho; ce sont des questions auxquelles nous devons réfléchir; les expériences d'Apurimac en 1974, les «prises de terre» de l'Avant-Garde Révolutionnaire, à quoi servirent-elles ? Elles servirent à la mise en place d'un système corporatiste, en développant les formes associatives. N'était-ce pas ce que voulait Vélasco ? En conséquence, il s'agit bien de s'accoupler au système, de faire évoluer la féodalité, quand la question est de la raser, de la détruire. C'est jusqu'à ce jour, ce que ne comprend pas le PUM, ce qu'il ne comprendra pas; il faudrait qu'il ait une autre idéologie, l'idéologie marxiste, pour comprendre comment conquérir et défendre la terre, les armes à la main. Voilà ce qu'il en est.

En outre l'Apra suit d'autres plans; en particulier, il faut prêter une grande attention à leurs plans concernant les terres en friche de la Côte, avec les derniers décrets et les «plans de développement» proposés à tous ceux qui sont capables d'investir, en vue de créer des produits d'exportation. Ceci conduit à une répartition falsifiée, à une bagarre pour les terres dans les départements de Lambayeque, de la Libertad, d'ICA et sur la Côte péruvienne en général. Avec leurs dernières dispositions, ils peuvent donner jusqu'à 450 hectares; est-ce que ce seront les pauvres qui acquerront ces terres ? Avec quel argent pourraient-ils creuser des puits tubulaires, pour extraire l'eau, par exemple ? Impossible: ce sont de succulents plans dont le résultat était déjà clair, c'est la répartition falsifiée des terres. Que sont-ils donc en train de faire à La Libertad ? Au bénéfice de qui ? De l'Apra, de ses dirigeants et de ses associés, parmi lesquels, monsieur de ministre Remigio Morales Bermudez, partenaire de grandes entreprises monopolistes, joue un rôle de choix et économique. Cela ne bénéficie pas à la paysannerie et à la Côte aussi, la paysannerie a besoin de terres et les terres doivent leur appartenir. Nous avons vu dernièrement, dans le département de La Libertad, le scandale provoqué par la demande de concession de terres à cause d'irrigations futures.

D'autres problèmes. La répartition de terres dans la forêt amazonienne : 30 mille hectares. Qui pourra les gérer? Dionisio Romero ou quelqu'un de semblable. Il ne pourra pas les contrôler, il les donnera encore moins à un paysan pauvre, mais la terre est à celui qui la travaille, principalement la paysannerie pauvre. D'un autre côté, l'Apra a nettement échoué dans ses plans contre-révolutionnaires pour le dit trapèze andin. Et nous lui disons ouvertement, comme d'autres le lui ont déjà signalé, que nous avons montré que la Sierra existait au Pérou. C'est à partir de cela que Garcia Perez a redécouvert son trapèze andin pour faire sa propre vitrine mais ses sinistres plans ont échoué; ils sont détruits et paralysés. Sinon, que dire du plan Cachi à Ayacucho inauguré par celui qui se fait passer pour le président, allant en hélicoptère et à grand renfort de propagande, pour expliquer depuis les montagnes ce qu'il ne sait ni comprendre ? Qu'en est-il du plan de Rasuwilca ? Nous l'avons détruit pour contre-subversion et parce que nous ne pouvons pas permettre que les terres ne soient pas données aux paysans qui en ont besoin, principalement les paysans pauvres.

Mais je crois aussi que d'autres questions mériteraient d'être abordées: les rondes, les rondes paysannes; qu'ont-ils fait de ces créations que les masses mirent sur pied pour se défendre ? Des organismes qui aujourd'hui sont sous le contrôle de l'Etat, des forces armées et des forces de police, voilà ce qu'il en est clairement et concrètement. Ce sont eux, ceux de la Gauche Unie, qui avec orgueil approuvèrent la fameuse loi et aujourd'hui trépignent contre le règlement de cette même loi. Si tu as approuvé la loi, supportes-en le règlement. Au fond, ce qu'ils ont fait, c'est simplement travailler pour ce que l'armée de terre, les forces armées exigeaient, une loi qui ratifie les groupements de masses contre-révolutionnaires ou les «comités de défense» qu'ils avaient montés. Ils disaient qu'il n'y avait pas de loi derrière laquelle ils puissent s'abriter. C'est donc bien cette loi, celle qui s'appelle loi de rondes paysannes. Les forces de police les utilisent-elles ou non ? L'armée les utilise-t-elle ou non ? Le caciquisme les utilise-t-il ou non ? Voilà la réalité; de tout cela, ils devraient répondre, ils devraient

nous rendre compte; sans entrer dans les détails de leurs statuts, sont-ils réellement marxistes ? Sont-ils élaborés du point de vue de la classe, du peuple ? Ne ferment-ils pas un incaïsme usé ? N'expriment-ils pas une position de personnalisme chrétien ? Ne travaillent-ils pas en liaison avec l'Eglise ? Alors, pourquoi publient-ils leurs documents ? Quand je parle d'Eglise, je me réfère à la hiérarchie ecclésiastique. Ce serait bien, quand ils auront du temps, du temps libre, qu'ils lisent ces règlements, ils sont extrêmement significatifs.

Nous dénonçons aussi, le plan de l'Apra, dans le Haut Huallaga, qui sous prétexte de combattre le narco-trafic, autorise l'utilisation des insecticides meurtriers «spike» dont les monopoles yankee eux-mêmes disent qu'ils sont comme de petites bombes atomiques.

*Monsieur le Président, quelles seront les caractéristiques principales de la République Populaire de Démocratie Nouvelle que vous et votre Parti proposez ?*

Les caractéristiques sont essentiellement celles d'une dictature conjointe; j'insiste sur ce point, parce qu'au Pérou, il faut penser sérieusement à la question de l'Etat et l'analyser à partir du marxisme-léninisme-maoïsme; sur le problème de l'Etat, la première question qui se pose à nous, c'est la question du système d'Etat, c'est-à-dire la dictature de classe qui s'exerce; dans notre cas, c'est une dictature conjointe. Actuellement, elle s'exerce seulement à trois : le prolétariat, la paysannerie et les progressistes (la petite bourgeoisie); la bourgeoisie nationale n'y participe pas, mais nous respectons ses droits, oui. Le système de gouvernement qui découle de cela est un système basé sur des Assemblées Populaires. Comment le concrétisons-nous ? Par des Comités et le regroupement de ces Comités Populaires forme les Bases d'Appui; l'ensemble des bases d'appui forme la République Populaire de Démocratie Nouvelle, voici ce que nous développerons, jusqu'au terme de la révolution démocratique. Je voudrais insister sur le fait que le Parti a décidé de «Semer le Pouvoir» pour que le peuple commence à l'exercer, qu'il apprenne à conduire l'Etat, il apprendra que cet Etat ne peut être maintenu que par le pouvoir des armes. On le défend de la même manière qu'on le conquiert. «Semer le Pouvoir» nous amène à semer dans les esprits la nécessité du Nouveau Pouvoir, et qu'ils le voient dans les faits, c'est précisément ce que nous sommes en train de faire. Au niveau de la République Populaire de Démocratie Nouvelle s'accomplissent des fonctions générales de direction, de construction et de planification; il me semble qu'on a suffisamment parlé de ce point, puisque d'autres précisions sont déjà expliquées dans les documents.

## La perspective de pouvoir de la guerre populaire au Pérou

(Luis Arce Borja)

La presse européenne ne mentionne que peu ou presque pas le Pérou. Il semble qu'il y ait une réelle censure visant à cacher ce qui se passe effectivement dans ce pays. 35.000 morts et près de 10.000 enlèvements et disparitions: ce sont les chiffres de la brutale réalité péruvienne, celle qui sévit à la suite du violent affrontement armé.

Aujourd'hui, au Pérou, la guérilla devient l'une des plus puissantes de l'Amérique Latine.

Afin de permettre une meilleure compréhension de ce phénomène historique qui implique 23 millions de Péruviens, nous tenterons d'aborder brièvement trois questions principales: le contexte national, la lutte armée et son développement, la perspective de pouvoir des forces maoïstes.

### Contexte national

En apparence, et c'est ce qui est stipulé dans la constitution actuelle de l'Etat, «Le Pérou est une république démocratique et sociale», où, selon elle, le pouvoir «émane du peuple». De quelle démocratie parle-t-on ?

Examinons quelques chiffres pour mieux appréhender ce problème :

\* Plus de 15 millions de Péruviens, sur une population de 23 millions, vivent dans une misère extrême, dans un dénuement total.

\* Le salaire de base moyen est à peine de 13 à 15 dollars par mois; cette quantité ne couvre même pas 40 % des dépenses du ménage.

\* Le chômage et le sous-emploi touchent 88 % de la Population Economiquement Active (PEA) (7.420.000).

\* Une récession généralisée : ces trois dernières années, elle a provoqué une chute de 25 % du Produit Intérieur (PIB).

\* Au Pérou, l'inflation de ces 5 dernières années (1985-1990) a atteint plus de 1.200.000 % et les victimes de ce désastre économique sont des millions de pauvres.

Inflation, désœuvrement, sous-emploi, emploi. (1988 -1990) Lima métropolitaine				
Année	Inflation	sous-emploi	Chômage	Emploi adéquat
1988	1.772,3%	34,9%	4,8%	60.3 %
1989	2.775,3%	75,5%	7,9%	18,6 %
1990	7.649,7%	86,4%	8,3%	5,3%

*Source : Periodico noticias de IU*

Peut-on parler de démocratie, lorsque les ravages de la misère sont si épouvantable? Et lorsque ses effets signifient la mort de milliers de pauvres de ce pays? Selon l'Unicef (La fondation des Nations Unies pour l'enfance), au Pérou, 200 jeunes enfants meurent chaque jour de faim et de misère, ce qui signifie plus de 70 mille décès infantiles par an.

La même institution assure que 46 % d'enfants de moins de 12 ans - à savoir plus de 3 millions de personnes - doivent travailler pour survivre. Parmi eux, plus de 320 mille vivent dans les rues totalement abandonnés. La dénutrition des enfants de 0 à 6 ans atteint les 70 %; beaucoup d'entre eux survivront mais ils souffriront des conséquences indélébiles de la faim.

La mortalité infantile atteint les 80,7 pour mille chez les enfants de moins d'un an, et 123 pour mille chez ceux de moins de 5 ans. Ces chiffres placent le Pérou parmi les pays de l'Amérique Latine au taux de mortalité infantile le plus élevé après Haïti et la Bolivie; voilà ce que l'on appelle démocratie.

Dans ce cadre dramatique, les maladies et les épidémies d'origine sociale ne cessent de proliférer. Le choléra, la peste bulbique qui a tué, selon les données officielles, quelque 1000 personnes en trois mois, n'est pas la seule maladie dont souffre le pays: peut-être est-elle la plus récente et à cause de ses ravages mortels a-t-elle fait beaucoup de bruit, mais si on la compare avec les effets létaux qu'a provoqué la tuberculose depuis plus de 50 ans, la comparaison paraîtrait bien pâle. A la suite de cette maladie endémique, actuellement 10 personnes meurent chaque jour: quelque 4000 personnes par an. On calcule que, en 1990, la tuberculose a connu un accroissement de 50%, ce qui signifie que 500.000 personnes en sont affectées, et ce chiffre augmentera à la suite des mesures économiques prises à rencontre du peuple.

### **L'autre face de la médaille**

Ces chiffres et statistiques paraissent trop abstraits si on ne les compare pas avec l'autre volet de cette réalité. Dans le cadre de cette crise économique aiguë, de récession et d'inflation, les riches sont de plus en plus riches. Les entreprises, les multinationales et les organismes financiers, essentiellement ceux liés à l'impérialisme américain, continuent à amasser d'immenses bénéfices, surtout pendant ces dernières années. Les Péruviens les plus pauvres, qui constituent 20 % de la population, ne reçoivent que 1,9 % de la totalité des richesses: les 20 % appartenant au secteur le plus élevé s'approprient 61 % de toutes les richesses et les 10 % appartenant à la couche la plus riche obtiennent 42,2 % des richesses produites. Ainsi, le Pérou est l'un des pays du monde où l'inégalité de distribution des richesses est la plus criante.

<b>Investissements et bénéfices (Pourcentage du PIB 1872-1987)</b>		
<b>Année</b>	<b>Bénéfices</b>	<b>Investissements</b>
<b>1972</b>	14,6	14,5
<b>1973</b>	19,0	16,0
<b>1974</b>	20,4	19,5
<b>1975</b>	19,4	20,8
<b>1976</b>	20,3	17,9
<b>1977</b>	20,8	14,8
<b>1978</b>	23,1	14,4
<b>1979</b>	30,2	14,3
<b>1980</b>	27,6	17,7
<b>1981</b>	24,6	22,1
<b>1982</b>	24,5	22,6
<b>1983</b>	24,4	17,0
<b>1984</b>	29,3	16,1
<b>1985</b>	32,7	15,2
<b>1986</b>	32,2	17,9
<b>1987</b>	34,8	19,8
<i>Source : Desco 555</i>		

Par ailleurs, la fuite des capitaux - modalité qui permet aux chefs d'entreprises de faire partir à l'étranger des millions de dollars - a affaibli encore plus l'économie péruvienne. Pendant la période 1984-1990, les capitalistes ont fait sortir du pays près de 16.000 milliards de dollars. Ce chiffre a augmenté depuis le régime Fujimoro vient d'autoriser l'ouverture de comptes bancaires à l'étranger et, pour les investisseurs, le fait de pouvoir

L'écrasante dette extérieure du pays est un autre problème de l'économie péruvienne: de par son importance et sa structure, elle est devenu l'un des mécanismes les plus efficaces permettant à l'impérialisme yankee et à celui d'autres puissances de mettre à sac le pays et de déposséder le Pérou de ses richesses. Les divers gouvernements - qu'ils soient civils ou militaires - ont mis au point des politiques économiques en fonction des exigences du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Mondiale (BM) et de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) visant l'obtention d'immenses gains à travers le remboursement de la dette.

<b>Dette extérieure péruvienne, remboursement, exportations (millions de dollars)</b>			
	<b>1984</b>	<b>1985</b>	<b>1986</b>
<b>Dette externe totale</b>	13.389	13.794	14.389
<b>Service (amortissement et intérêts)</b>	2.138	1.408	903
<b>Exportations de biens et de services</b>	3.974	3.657	3.275
<i>Source : différentes publications péruviennes</i>			

La dette extérieure et son poids économique correspondent à la stratégie impérialiste des Etats Unis en Amérique Latine. En 1986, la totalité de la dette extérieure s'élevait à 800 millions de dollars. Celle-ci s'accroît en 1990 à plus de 20 milliards de dollars, chiffre qui ne cesse d'augmenter malgré que les différents régimes consacrent 40 à 50 % des revenus des exportations au service de la dette. L'actuel gouvernement péruvien s'est engagé à rembourser en 1991 la somme de 1 milliard 100 millions de dollars, ce qui équivaut à quelque 20 % du budget national approuvé pour cette année, et à 40 % du total d'exportations estimées pour le présent exercice. La fameuse «réinsertion» internationale tant préconisée par Fujimoro n'est rien de moins que l'obtention d'un «nouveau prêt» de 2 milliard 115 millions de dollars, somme qui servira à annuler les obligations dépendant du FMI, de la BM, de la BID et d'autres organismes, ce qui augmentera la dette et la misère des Péruviens.

Les 3 milliards 215 millions de dollars que le régime destinera au paiement de la dette s'avèrent être un scandale comparés avec la somme d'argent dérisoire consacrée à la santé, à l'enseignement et au logement qui, au total, n'atteint même pas 11 % du budget, ou avec les 40 millions de dollars que le gouvernement accordera au Programme d'Emergence Sociale (PES) qui, selon la propagande officielle, servira pour aider 13 millions de personnes à sortir de l'extrême pauvreté.

### **Aspect politique**

De quelle démocratie parlent-ils?

Alors que 70% du territoire péruvien se trouve en état d'urgence, militarisé, et où les commandos militaro-policiers décident de la vie et de la mort de milliers de citoyens ? Le soi-disant pouvoir civil n'a aucune prise sur ces zones. Il n'est que décoratif et soumis aux forces militaires. Les forces armées et politiques agissent comme des armées d'occupation dans les régions en état d'urgence.

Un autre aspect qu'il convient de clarifier est celui de la publicité trompeuse que se fait du «système démocratique», basé sur des élections générales ayant lieu tous les 5 ans, ainsi que celle faite à propos du fonctionnement du Parlement.

Les élections au Pérou ou dans toute autre région de l'Amérique Latine ne reflètent pas la volonté démocratique des masses. Elles constituent les instruments de l'appareil de domination et elles visent à légaliser le système d'oppression, de répression et de crime politique. Les élections mises en place à partir de l'infrastructure étatique, sous le contrôle et la menace des forces armées et policières, sont manipulatrices et aliénantes. Les élections sont institutionnalisées pour que les puissants et les riches manipulent l'Etat à leur avantage. Le rejet des élections par les masses ne cesse de s'accroître: cela s'est vu de façon éminemment claire lors des dernières élections générales (8 avril 1990) lorsque, malgré la campagne extrêmement coûteuse de propagande des partis de droite et de la gauche officielle, et de la menace directe des militaires et de la police, 3.263.985 personnes rendirent un bulletin de vote blanc et nul et refusèrent de participer à la farce électorale. Le triomphe même de Fujimoro exprime la misère des élections, et représente le dégoût des masses envers celles-ci. Le nouveau gouvernement est le sous-produit de la crise du système politique péruvien.

<b>Tableau des élections</b>		
<b>Elections du 8 avril (Résultats totaux)</b>		
<b>Parti</b>	<b>Total des votes</b>	<b>%</b>
Union Democratica	8.170	0.10
Izquierda Socialista	320.108	4.07
Frepap	69.832	0.89
Izquierda Unida	548.386	6.69
UNO	18.248	0.23
Cambio 90	1.937.186	24.62
Frenacatra	77.284	0.98
PAP	1.507.905	19.17
Fredemo	2.171.957	27.61
Blancs	631.644	8.03
Nuls	576.138	7.30
<b>TOTAL</b>	<b>7.866.859</b>	<b>100.00</b>
Total des inscrits	9.923.062	
Total des votants	7.866.859	
Total de l'absentéisme	2.056.203	
Votes blancs	631.644	
Votes nuls	576.138	
Absentéisme	2.056.203	
<b>Total</b>	<b>3.263.985</b>	
<i>Source : Jury National des Elections</i>		

Confondre le terme «parlement» avec «démocratie» serait une aberration politique et conceptuelle, ce serait ne pas comprendre le caractère de cette institution réactionnaire et décadente. Le parlement péruvien est formé de 180 députés et de 60 sénateurs qui, de façon assez ridicule, se donnent le nom de : «pères de la patrie». C'est le reflet le plus évident de la décomposition de l'Etat et du système qu'ils appellent, eux, «démocratique». Son unique fonction est de donner son aval à la politique gouvernementale. En 10 années de fonctionnement (1980-1990) on ne lui connaît pas un seul décret législatif en faveur du peuple. Via les fameuses «commissions d'enquête», on le charge d'enlèvements, de génocides perpétrés par le gouvernement, les forces armées et la police.

Tout ce que nous avons mentionné jusqu'ici constitue l'expression d'un système économique, social et politique dont les structures de domination n'ont aucune possibilité de résoudre les exigences historiques des masses opprimées. Ce système ne fait qu'aggraver les problèmes sociaux. En Amérique Latine, et plus concrètement, au Pérou, le meurtre de masse et la répression de peuples entiers ont été institutionnalisés comme méthode politique par des gouvernements de bourgeois et de propriétaires terriens. Les régimes civils ou militaires qui se sont succédés au pouvoir ont basé leurs stratégies politiques sur la répression violente des masses: les uns plus sanguinaires que les autres, mais en définitive utilisant tous le pouvoir des forces armées et de la police pour se maintenir au pouvoir. Dans un tel contexte, les forces maoïstes développent la lutte armée. La gravité de la crise économique et sociale du Pérou prépare le terrain et renforce les actions des guérillas. C'est dans cette conjoncture caractérisée par la famine et la misère de millions de Péruviens que deux options politiques s'affrontent violemment: la nouvelle qui surgit par nécessité historique et l'ancienne qui résiste à la mort, qui s'accroche et qui maintient le système d'opprobre.

### **Lutte armée et perspective de pouvoir**

Après près de 11 années de lutte armée, personne n'ose plus douter que cette guerre sera gagnée par le Parti Communiste du Pérou (PCP) et qu'il s'apprête à prendre le pouvoir sur tout le territoire péruvien. Les militaires et les civils haut placés - dont certains impliqués dans la politique du gouvernement contre les insurgés - reconnaissent cette incontestable vérité. Même le Département de la Défense américaine l'admet. Dans un document intitulé «The Shining Path and future of Pérou» (Le Sentier Lumineux et l'avenir du Pérou), préparé par Gordon H. Me Cormic pour le gouvernement des USA, il est mentionné, entre autre que :

« Le Pérou est un pays au bord d'un gouffre intérieur. A long terme, le défi le plus important qui se fait jour implique un groupe de guérilleros connu sous le nom de Sentier Lumineux. A un moment donné, il était un mouvement restreint à la zone pauvre et isolée de Ayacucho mais au cours de ces 9 dernières années, ses opérations se sont étendues et elles ont aujourd'hui lieu dans tous les départements administratifs du pays. Le Sentier a établi une forte base d'opération dans la zone de la sierra de los Andes dans l'Altiplano du sud, dans les régions productrices de coca de l'Alto Huallaga et dans la majorité des centres urbains du pays (...)

Le pire des scénarios à envisager serait que le Sentier gagne. Bien que cela paraissait inconcevable jusqu'en 1987, cette éventualité est devenue un résultat assez probable (...)

Pour que l'armée triomphe il faudrait tuer ou emprisonner les militants et les sympathisants du Sentier plus rapidement qu'ils ne peuvent se reproduire (...) Si la campagne antiterroriste devait déboucher sur ces conclusions logiques et que le Sentier devait être si résistant et adaptable comme on l'a suggéré, il se pourrait que cela se termine par la victoire de la guérilla (...)

A son tour, lorsqu'il occupait le fauteuil présidentiel, Ronald Reagan a dit que la guérilla maoïste était le plus dangereux élément subversif du continent. Comment expliquer le phénomène de développement et de renforcement de la guérilla maoïste ?

Pourquoi les forces armées péruviennes, la troisième force militaire en Amérique Latine (plus de 200.000 d'effectifs, sans compter les 100.000 de la police), bénéficiant de l'assistance et de l'appui logistique des US A, de l'Union Soviétique, de l'Allemagne, d'Israël, de la Corée du Nord, de l'Argentine, et d'autres, n'ont pas pu arrêter et mettre en échec les insurgés maoïstes ?

### **De la 1<sup>ère</sup> à la 121.455<sup>ème</sup> action**

Le 17 mai 1980, le Parti Communiste du Pérou (PCP) entame sa première action de guérilla: il attaque les bureaux électoraux de la localité de Chuscji à Ayacucho. C'était un jour avant les élections générales qui allaient mettre au pouvoir le président Fernando Belaunde Terry. Le Pérou sortait de 12 longues années de dictature militaire; les partis officiels de droite et de gauche faisaient des genuflexions pour ne pas endommager la «démocratie» nouvellement établie.

La presse, toutes tendances politiques confondues, a dit que cette attaque était anti-démocratique, qu'elle visait à provoquer un coup d'Etat, que c'était l'oeuvre de déments, et elle n'écartait pas l'intervention de la CIA américaine s'opposant au système démocratique. Le gouvernement de Belaunde, triomphaliste et souverain, annonça que la police allait se charger de liquider les «terroristes criminels». Pour cela, il envoya à la Léon de Ayacucho les redoutables (appelés jusqu'alors «Sinchis») corps d'élite de la police péruvienne, formés par les militaires yankee (Boinas Verdes), et la Division d'opérations spéciales de la CIA. En moins de deux ans, la police avec ses 100.000 effectifs professionnels, y compris les «Sinchis», fut tenue en échec dans les zones d'urgence.

Au mois de décembre 1982, les forces armées se mirent également à combattre la subversion. A un reprise, le gouvernement fit une importante propagande à ce propos et signala qu'en moins de 60 jours les militaires allaient exterminer les membres du «Sentier Lumineux» (les «senderitas» ou sentiéristes). Plus de 10 années se sont écoulées et la guérilla s'est non seulement maintenue intacte mais s'est également développée et consolidée et est en train de gagner du terrain sur les militaires.

### **Plan et campagnes de la guerre populaire**

1. Plan de Départ (mai-décembre 1980) : 1.342
  2. Plan de Déploiement (janvier 81-janvier 83) : 5.350
  3. Plan de Conquête des Bases (mai 83-sept86) : 28.621
  4. Plan de Développement des Bases (déc.86-mai 89) : 63.052
  5. Grand plan de Développement des Bases en fonction de la Conquête du Pouvoir (août 89) : 23.090
- Total des actions jusqu'à la fin de 1989 : 121.455

*(Source : document publié par le Comité Central du PCP, 1990)*

### **Progrès de la subversion 1980-1988**



Source : Services secrets de l'Armée

### Plans du gouvernement contre les insurgés

Le chemin parcouru par les forces de la guérilla de 1980 à aujourd'hui n'a en rien été facile. Dans toute guerre, le degré de la violence est déterminé par la force et les ressources des deux belligérants. Au Pérou, on connaît l'un des affrontements armés les plus féroces de l'Amérique Latine.

Les plans des trois derniers gouvernements contre les insurgés ont été le reflet de leur hystérie face à leur évidente déroute catastrophique. Ils ont exclusivement basé leur tactique et leur stratégie sur une répression sans discrimination: ce qui, selon les pays du monde enregistrant le taux le plus important de disparitions et de crimes politiques.

### Méthodes et résultats des plans contre les insurgés

- \* 35.000 morts (période : 1980-1990)
- \* 10.000 détentions et disparitions (période: 1980-1990)
- \* 60 morts par jour (mois de novembre 1990)
- \* Bombardement des villages des Andes et de la Selva
- \* Recours aux groupes paramilitaires
- \* Utilisations de paysans dans la lutte contre les insurgés (chaire à canon, défense civile, rondes paysannes)
- \* Fusillades, fosses communes, tortures barbares
- \* Liquidation de la liberté d'expression - emprisonnement des journalistes.

<b>Le coût social de la violence politique de 1980 à 1990</b>						
<b>Année</b>	<b>FF.OO</b>	<b>Civils</b>	<b>Subv.</b>	<b>Narco t.</b>	<b>Total :</b>	
<b>1980</b>	1	2			3	
<b>1981</b>	2	2			4	
<b>1982</b>	39	87	44		170	
<b>1983</b>	92	749	1966		2807	
<b>1984</b>	99	1758	2462		4319	
<b>1985</b>	65	410	884		1359	8103
Belaunde						
<b>1986</b>	136	510	622		1268	
<b>1987</b>	126	388	183		697	
<b>1988</b>	289	1030	667		1986	
<b>1989</b>	348	1450	1251	149	3198	
<b>1990</b>	213	1342	1307	66	2928	9660
Garcia						
<b>Total :</b>	<b>1410</b>	<b>7728</b>	<b>9328</b>	<b>215</b>	<b>18739</b>	<b>976</b>
Fujimori						
<i>Source : Minist. de Defensa y Comision Especial</i>						

La répression brutale n'a pas pu mettre fin à la lutte armée. Les subversifs maoïstes avancent invariablement vers la conquête du pouvoir. Les attaques des guérilleros sont de plus en plus importantes. Ayant recours à la prise d'assaut, à l'embuscade, au sabotage et à l'anéantissement sélectif, la guérilla a éliminé entre 1980-1990 près de 3.000 effectifs des forces armées et de la police. Le gouvernement et la hiérarchie militaire ne reconnaissent que 1.040 morts; ils veulent ainsi cacher le désastre militaire. Le nombre élevé de morts au sein de l'armée, de la marine et de la police a eu des répercussions au sein de ces institutions et y a créé une crise aiguë qui se reflète par des centaines de désertions, des demandes massives de retrait et de violents chocs entre les militaires.

### **Guerre populaire et nouveau pouvoir**

Dans leur développement, les forces de la guérilla représentent les revendications historiques des masses, principalement celles des paysans pauvres des Andes. Ils éliminent la féodalité, la semi-féodalité, le caciquisme et la vassalité. Sous la consigne «La Terre à celui qui la travaille», et à travers des actions et des affrontements directs avec les forces répressives, ils confisquent des terres et les rendent à ceux-là mêmes qui les travaillent

Pour comprendre l'importance du processus de guerre populaire qui a débuté en 1980 ainsi que son incidence au niveau des masses paysannes pauvres, il convient de cerner le problème de la semi-féodalité: cette dernière représente l'une des formes les plus anciennes et les plus brutales d'exploitation existant au Pérou et survivant au milieu d'un capitalisme naissant. La semi-féodalité est liée à la concentration de la propriété terrienne entre les mains d'une minorité de personnes, elle tient également du caciquisme et de la vassalité. En tant que catégorie socio-économique, elle représente l'une des caractéristiques de la société péruvienne.

La lutte pour la terre et la destruction des relations semi-féodales d'exploitation constituent l'axe et le moteur de la lutte des classes à la campagne. Là où l'Armée de la Guérilla Populaire (Ejército Guerrillero Popular: EGP) met fin à la semi-féodalité, s'établissent de nouvelles formes de propriété terrienne et les relations de production connaissent un changement. Par les confiscations et par la liquidation du caciquisme, ils font écho à 300 années de lutte paysanne. On met en place des semailles et des récoltes collectives, on augmente la qualité des produits, on réalise une distribution efficace et équitable des richesses agraires, on échange les produits entre les villageois. Les paysans, libérés de l'exploitation semi-féodale et de l'Etat, ont entamé de grandes mobilisations pour récupérer des terres en possession des caciques; la perspective est celle de la défense armée des terres confisquées. Voilà pourquoi les forces armées et policières commettent des meurtres barbares dans leur tentative de rétablissement de la semi-féodalité.

Mais ce qui est important c'est que, au milieu de la violence et de la guerre, on construit un Nouvel Etat, ayant comme assise les Comités Populaires et les Bases d'Appui, organisations qui préfigurent la République Populaire de Nouvelle Démocratie.

Au Pérou, le pouvoir populaire qui continue de générer la guerre est une réalité qui ne cesse de s'étendre. Il est surtout bien installé dans les Andes et dans le Alto Huallaga. Selon les estimations, un tiers ou plus du territoire péruvien est sous le contrôle et l'administration de la guérilla maoïste.

*«Il existe différentes zones contrôlées par le Sentier: Peut-il gouverner dans le sens formel du terme ? Ecoutez, dans différents endroits ils gouvernent déjà ouvertement sous forme de comités populaires. Dans la Vallée de l'Ene, à partir de la Bouche du Mantaro jusqu'à la porte Prado et à San Martin de Pongos, il n'y a pas d'autorité qui s'opposent à eux, il n'y a pas de garnisons avec lesquelles ils devraient coexister. Chaque jour, ils imposent des politiques d'ordre et de contenu différents. (Interview avec le journaliste Gustavo Gorriti, «La Republica», 13 janvier 1991)*

*«Le Sentier bénéficie actuellement d'une très large assise dans le milieu rurale et il a également commencé à recruter parmi le prolétariat urbain et la masse de chômeurs qui ne cesse de croître dans les villes» (Document du Département d'Etat USA)*

*«L'Etat ne bénéficie pas d'un appui effectif et il ne se préoccupe pas des problèmes de terre des paysans. Il s'est donc créé un vide qui a été rempli par le Sentier: il a fourni une aide paysans, allant de la main d'oeuvre aux soins médicaux, se chargeant des devoirs de l'Etat et donnant naissance à un nouveau pacte de domination avec les paysans. (Commission Violence et Pacification du sénat péruvien, juillet 1989).*

Schéma du nouveau pouvoir

\* Comités Populaires

\* Bases d'Appui

\* République populaire de Nouvelle Démocratie

Il faut signaler que l'une des nouvelles formes d'organisations du Nouvel Etat est constituée par les comités populaires; ceux-ci font leur apparition en 1982 et peuvent être clandestins ou exister au grand jour. Ils sont dirigés par 5 commissaires élus en Assemblée des Représentants, ceux-là mêmes qui assument les responsabilités étatiques.

La direction des Comités Populaires est formées d'un front unique: de façon proportionnelle on élit un tiers de communistes, un tiers de paysans et un tiers de progressistes. Le Comité Populaire est soutenu par l'Armée de la Guérilla populaire.

#### **A. Les Commissaires**

1. Commissaire secrétaire. Il dirige le Comité Populaire.
2. Commissaire de Sécurité. Il organise la sécurité du village.
3. Commissaire de Production. Il organise la production (les semailles, la récolte, la distribution et le commerce).
4. Commissaire des Affaires Communales. Il résout et gère les problèmes ayant traita la justice. Il s'occupe de l'aspect civil de la population. Il organise également l'enseignement et la culture.
5. Commissaire des Organismes Populaires. Il se charge d'encourager et de concrétiser la volonté démocratique des masses. Il coordonne les organismes populaires nés de la révolution.

#### **B. Comités Populaires Ouverts.**

Les Comités Populaires ont fonctionné clandestinement jusqu'en 1988. A partir de 1990, ils se sont constitués en comités populaires ouverts, défiant franchement le vieil Etat péruvien. Cette concrétisation du Nouveau Pouvoir est en relation avec deux question essentielles: le renforcement de l'Armée de la Guérilla Populaire et le développement victorieux de la guerre populaire prolongée que le PCP mène en trois étapes:

1. La défensive stratégique
2. L'équilibre stratégique
3. L'offensive stratégique

Actuellement, on assiste au passage de la défense stratégique à l'équilibre, c'est-à-dire le passage de la guerre de guérilla à la guerre de mouvement.

Actuellement, l'Armée de la Guérilla Populaire (EGP), l'un des principaux instruments de la révolution, se prépare à affronter ouvertement les forces armées et la police du gouvernement: la défense tactique et stratégique prennent corps dans les zones libérées.

### **Siège des villes et insurrection**

La guerre a atteint son étape la plus difficile et la plus sanglante. Le siège des villes, y compris celui de la capitale, se profile de façon inexorable. L'insurrection se prépare comme l'action culminante menant à la prise du pouvoir sur tout le pays. Voilà pourquoi ce n'est pas un hasard si la presse étrangère - principalement celle liée aux intérêts de l'impérialisme américain - a déjà commencé une importante propagande contre la guérilla maoïste. Elle a basé cette propagande sur le supposé des meurtres des paysans, commis par les révolutionnaires.

### **Meurtres des paysans**

L'on pourrait énumérer des centaines et des milliers de meurtres massifs de paysans et d'habitants commis par les forces armées et la police. Tous ont été occultés ou bien ont été attribués à la guérilla. Pas un seul militaire ou policier n'a été sanctionné pour ces crimes. Au contraire, nombre d'entre eux ont été promus et gradés (Telmo Huarto, Général Noël, Général Rabanal et d'autres).

Historiquement, aucune force révolutionnaire ne peut se développer et triompher si elle réprime la base sociale qui l'appuie. Au Pérou, cela est particulièrement important, en raison du fait que la guerre populaire dirigée par le PCP est reconnue comme guerre paysanne et parce que ses assises se situent totalement en zone rurale.

Le génocide des paysans fait partie de la guerre menée par les forces armées contre les insurgés. Celles-ci font face à la subversion comme à un problème de «guerre interne». Selon des schémas et des méthodes utilisés au Vietnam et ailleurs, elles appliquent ce qu'elles appellent «table rase» ou «guerre totale».

Les forces armées - ayant pour objectif militaire d'affaiblir la base d'appui de la guérilla - tuent brutalement les paysans qui, selon les militaires, sont les partisans ou les sympathisants du «Sentier».

Mais, il n'y a pas que les forces armées, la police et les assistants étrangers qui participent à cette «guerre interne». Y sont également impliqués des groupes de paysans, organisés en «rondes paysannes» ou «défense civile», ceux-là mêmes qui sont utilisés comme «chair à canon».

De là vient la propagande selon laquelle les «paysans prennent armes pour affronter le Sentier». Il ne s'agit pas là d'une nouvelle forme de lutte contre la guérilla. En effet, celle-ci a été utilisée dans d'autres pays et a débuté à partir de 1983 au Pérou. L'utilisation des «masses contre les masses» et une tactique dont se sert l'armée américaine pour dissimuler les crimes perpétrés par les forces armées.

Les «rondes paysannes» et les groupes de «défense civile» subordonnés et dirigés par l'armée commettent de centaines d'assassinats, surtout dans la région andine. Voilà pourquoi l'Armée de Guérilla Populaire (EGP), dans le but de défendre l'intégrité de la masse paysanne, doit les affronter violemment, de la même façon qu'elle combat les forces régulières du gouvernement.

La mort de ceux qui font partie des «rondes» (les «ronderos») ou de la «défense civile», provoquée par la guérilla du PCP est présentée par le gouvernement et la propagande officielle comme des crimes du «Sentier». Par contre, les assassinats et les violations perpétrés par ces groupes contre les paysans sont exhibés comme des meurtres commis par le «Sentier» lors d'affrontements armés. Ainsi comprend-on ce que signifient les communiqués officiels disant que ces groupes ont éliminé 222 «présomés subversifs» en 1990, chiffre qui est moins élevé que le nombre réel des victimes des actions criminelles de ces groupes.

<i>Les présumés subversifs : morts, blessés et arrêtés lors d'affrontements armés</i>	<b>morts</b>	<b>blessés</b>	<b>arrêtés</b>
<b>janvier</b>	120	5	16
<b>février</b>	104	11	61
<b>mars</b>	64	5	109
<b>avril</b>	180	23	
<b>mai</b>	128	4	
<b>juin</b>	25	3	
<b>juillet</b>	182	2	
<b>août</b>	58	2	1
<b>septembre</b>	230	2	36
<b>octobre</b>	111	4	32
<b>novembre</b>	95	23	9
<b>décembre</b>	21	3	20
<b>Total :</b>	<b>1318</b>	<b>87</b>	<b>284</b>

Des 1318 morts, 684 l'ont été par les forces armées, 327 par la Police Nationale, 85 par les Forces combinées (F.A. et P.N.) et 222 par des civils organisés en rondes et comités d'autodéfense. De ce nombre total, 1042 étaient du Sentier Lumineux, 138 du MRTA, et 131 des subversifs non identifiés. Période : Janvier-décembre 1990. *Source : Banco de Datos de la Coordinadora. Nacional de derechos Humanos*

## **Le narcoterrorisme**

Le but premier de cette campagne se situe au niveau des plans américains d'intervention ouverte pour la lutte contre les insurgés. La «guerre contre la drogue» - qui a servi de prétexte pour l'invasion du Panama par les marines yankee, débouchant sur l'assassinat de 6.000 Panaméens - va être dorénavant utilisée pour modifier le cours de la guerre au Pérou. La base militaire installée et dirigée par les Américains dans le Alto Huallaga (Santa Lucia) et d'où ils commandent la lutte anti-subversive, est jugée insuffisante par le Département d'Etat américain. Anthony Quayton, ambassadeur américain au Pérou ne s'embarrasse d'aucun euphémisme en disant que pour «éradiquer le trafic de drogue», il faut combattre le «Sentier Lumineux». Il est certain que le gouvernement péruvien - dont l'économie subsiste grâce aux narcodollars - ainsi que l'Etat présidé par George Bush - ayant d'énormes intérêts dans les capitaux de la drogue - ne sont en rien intéressés par le problème de l'éradication des cultures de coca. Si les Etats-Unis se préoccupaient de ce problème, ils commenceraient par envahir leurs principales banques, celles-là même qui reçoivent chaque année 76 milliards de dollars en provenance de la production de la pâte de base de cocaïne. De plus, les Etats-Unis, la société la plus décadente du monde, brassent chaque année entre 200 à 300 millions de dollars grâce à la vente de différents types de stupéfiants; après le commerce des armes, la drogue est leur plus importante source de revenus.

<i>Le marché mondial des stupéfiants – 1987 (milliards de dollars)</i>	<b>Cannabis</b>	<b>Cocaïne</b>	<b>Opiacés</b>	<b>Total</b>
<b>ETATS-UNIS</b>				
- au détail	40	20	28	88
- à l'import	12	4	2,8	18,8
<b>EUROPE</b>				
- au détail	10	4	39	53
- à l'import	3	1	4,5	8,5
<b>RESTE DU MONDE</b>				
- au détail	2	3	4	9
- à l'import	-	-	1	1
<b>TOTAL</b>				
- au détail	52	27	71	150
- à l'import	15	5	8,3	28,3

*Source : La face cachée de l'économie mondiale. J.F. Couvrat. Nicolas press*

Selon le Parti communiste péruvien, le problème du trafic de drogue étant un problème à caractère socio-politique, il se préoccupera de son éradication et extermination une fois que le pouvoir sera entre les mains dans tout le pays et lorsque le nouvel Etat aura résolu les problèmes de corruption, d'exploitation et de génocide des paysans. Entre temps, sa tâche principale dans les zones de production de coca - dont dépendent 300.000 familles - sera de protéger les paysans contre l'abus et la barbarie des sicaires du trafic de drogue et des forces répressives du gouvernement.

*«En 1983, surgit le Sentier Lumineux qui s'établit dans le Alto Hallaga où l'Etat y persécute les paysans avec un soutien étranger. Le Sentier organise ces paysans et se met à les défendre et à revendiquer leurs intérêts: tout d'abord face à l'Etat et en second lieu contre le trafic de drogue, car les trafiquants abusaient des paysans.» Version du journaliste Roger Rumbrrill que personne n'oserait considérer comme un sentiériste (partisan du Sentier Lumineux).*

### **L'invasion se prépare**

Nous venons de donner un aperçu général de la situation politique péruvienne. Nous avons fait référence à la guerre populaire comme un phénomène principal; son triomphe est inévitable. Les forces armées et policières essuient un sérieux échec et commencent à se retirer. Il ne peuvent rien faire pour changer le cours des événements. Le siège révolutionnaire des grandes villes ne cesse de s'accentuer.

Quelques annalistes prédisent une victoire à court terme: les chefs d'entreprises ont déjà commencé à faire sortir leurs capitaux vers l'étranger.

Le PCP, sûr de son succès révolutionnaire, vient d'annoncer la formation du gouvernement de la République Populaire de Nouvelle Démocratie et se prépare à la conquête du pouvoir dans tout le pays.

Voici l'étape la plus difficile et la plus compliquée de cette révolution qui a commencé il y a 10 ans. Les crimes et les génocides seront de plus grande envergure; le fauve blessé est plus dangereux... On pense qu'une invasion militaire américaine est inévitable. Le terrain et l'opinion publique internationale sont presque préparés à justifier l'entrée de l'armée américaine sur le sol péruvien.

Pour sa part, le Parti Communiste Péruvien prépare le peuple péruvien et consolide l'Armée de Guérilla Populaire (EGP) pour affronter les envahisseurs. La lutte sera longue et sanglante, peut-être plus violente et difficile que la guerre du Vietnam. On estime le nombre des victimes de cette étape à un million de personnes.

Nous sommes toutefois sûr d'une chose : cette guerre sera gagnée par les masses opprimées du Pérou. En Amérique Latine, aucune lutte de libération ne peut être une réussite si elle ne passe pas par un affrontement militaire avec l'Etat américain.

**Bruxelles, le 24 avril 1991**

## Ce que la CIA sait sur le «Sentier lumineux»

*Nous reproduisons ici un article paru dans Solidaire, juin 1991.*

La rédaction de Solidaire vous propose de lire un texte sur le Pérou d'un intérêt considérable, texte pour lequel elle ne peut s'attribuer le moindre mérite: ce document extrêmement révélateur est de la main d'un spécialiste écrivant pour... le secrétaire de la Défense américain! Vous connaissez les informations qui nous parviennent régulièrement sur le Sentier lumineux (Sendero Luminoso): organisation sanguinaire, terrorisant les paysans et les soumettant à l'esclavage à la manière classique de Pol Pot ou de Staline. Si la rédaction de Solidaire vous affirmait que la CIA déverse, délibérément, systématiquement, un torrent de mensonges et d'intoxications sur les militants du Sentier lumineux, vous auriez peut-être des doutes. Comment tous ces journaux si réputés pour leur sérieux, pourraient-ils se prêter à débiter des contrevérités dans un but politique? Le texte que vous allez lire, vous révèle de façon... lumineuse, un mécanisme qui est souvent à l'oeuvre, mais qu'on peut rarement dévoiler aussi clairement. Il montre ceci: ceux qui répandent, dans les médias destinés à la «populace», des mensonges terrifiants sur les révolutionnaires disposent, pour leur propre instruction, de rapports matérialistes, presque objectifs, sur le travail réel effectué par ces révolutionnaires. Le rapport dont vous lirez de larges extraits a été rédigé par Gordon H. McCormick pour le Département d'Etat, bureau du secrétaire à la Défense des Etats-Unis. Il a été publié en mars 1990 dans le Rand Publications Séries, sous le numéro R-3781-DOS/OSD. Mais ne mettons pas plus longtemps à l'épreuve votre curiosité et divulguons ce que le service de renseignements militaires américain sait sur «Sendero Luminoso».

«Le Pérou fait face à une crise complexe, créée par l'union de trois tendances distinctes mais s'influençant entre elles: la chute du secteur de l'économie moderne, la lente radicalisation de la politique péruvienne et la menace croissante représentée par le groupe de guérilla Sendero Luminoso. La première de ces tendances se manifeste par l'accélération de la croissance négative, l'hyperinflation, l'épuisement des réserves monétaires et par une des dettes par tête les plus élevées de toute l'Amérique latine. La seconde tendance réside dans le taux d'approbation rencontré par le président Garcia, tombé à moins de 10%, tandis que les partis politiques alternatifs sont peu institutionnalisés et que l'opposition organisée contre le régime, gagne en influence. Le plus sérieux problème est la menace posée par le Sentier lumineux. Ces problèmes se renforcent l'un l'autre. La désintégration politique et économique du pays a créé de nouvelles possibilités pour le Sentier lumineux, lui assurant de nouveaux soutiens, de nouveaux sujets et un climat de mécontentement. On peut s'attendre à ce que l'insatisfaction populaire à l'égard de l'ordre actuel s'accroisse encore. La plus grande partie des pressions politiques liées à ce sentiment restera diffuse ou sera canalisée en toute sécurité par la gauche légale. Certaines s'exprimeront dans des manifestations spontanées. Dans d'autres cas, ceux qui s'estiment écartés ou abandonnés par le système, se tourneront vers la violence, ce qui avantagera Sendero qui accomplit un effort concerté pour élargir ses appuis».

*Ainsi, le rapport ne cache pas que l'effondrement total des structures économiques du Pérou, dû à un contrôle impérialiste de plus en plus sauvage, est une cause essentielle du développement de la guérilla. Or, plusieurs régions du tiers monde évoluent vers une situation catastrophique du même genre... Le rapport avoue que les Américains comptent sur la gauche réformiste pour canaliser le mécontentement et pour contenir le mouvement révolutionnaire.*

### **Tuer ou enfermer tous les sympathisants?**

«L'élément inconnu le plus important pour l'avenir immédiat est de savoir si les militaires tenteront une fois encore de renverser le gouvernement. Un coup d'Etat serait plus un acte de nécessité qu'un choix. Les militaires n'ont montré aucun intérêt réel pour revenir au pouvoir. Un tel acte aurait peu de soutien dans la population. Le souvenir de leur plus récent exercice du pouvoir (1968-1980), qui a jeté les bases de nombre des difficultés économiques actuelles du pays, est toujours vivace. (...) Si, éventuellement, l'armée prenait le pouvoir, elle pourrait compter sur une certaine dose de soutien

populaire (réticent), certainement parmi l'élite du pays, peu nombreuse, et parmi la classe moyenne. Un coup d'Etat pourrait aboutir à une répression immédiate des manifestations publiques et une campagne beaucoup plus forte, sans restrictions, contre le Sentier Lumineux. La violence organisée augmenterait d'abord dans la mesure où toute personne qu'on suspecte de loin d'avoir des liens avec la guérilla serait appréhendée par les autorités. Cependant, un tel programme saperait probablement ses propres objectifs en polarisant la société péruvienne. Les militaires, sans alternative et facilement frustrés, répondraient sans doute par une campagne de contre-terreur. Le régime se trouverait enfermé dans un processus de déclin. (...) La violence politique augmenterait, tout comme le soutien populaire à l'opposition armée, y compris au Sendero. Pour réussir, l'armée devrait tuer ou emprisonner des membres et des sympathisants de Sendero plus rapidement que celui-ci ne les produit. Une telle campagne, quelles que soient les objections morales, dépasse probablement les capacités de l'armée. Les militaires, en tout cas, devraient diriger leurs efforts davantage contre des individus que contre l'organisation, sur laquelle ils disposent, et disposeront probablement, de très peu d'information. Bien qu'une telle approche puisse obtenir certains résultats dans les villes où Sendero s'est montré plus vulnérable face aux efforts du gouvernement pour pénétrer parmi les cadres inférieurs de l'organisation, on peut s'attendre à ce qu'elle échoue complètement à la campagne, où l'armée devrait affronter les mêmes contraintes informationnelles, logistiques et opérationnelles qu'actuellement, étant, en outre, forcée d'agir dans un environnement politiquement hostile».

***Au Pérou, la terreur quotidienne de l'armée est une des raisons principales de l'extension du mouvement insurrectionnel. Evoquer une «campagne de contre-terreur sans restrictions» revient à préparer des massacres sans discrimination dans l'ensemble de la paysannerie. Le document avoue que, grâce à un système de sécurité très strict, très peu de renseignements sur la vie interne de Sendero, parviennent à l'armée. Pourtant, on ne cesse de cracher des «informations» mensongères sur le compte de l'organisation.***

### **La victoire de Sendero: plus impossible...**

«Le Sentier Lumineux a prouvé qu'il était une organisation très résistante. Même s'il subit des pertes suite à une campagne gouvernementale, il sera capable de les combler aussi longtemps que sa structure organisationnelle restera intacte, que le noyau de ses dirigeants survivra et qu'il conservera sa base rurale. Si le réseau politique de ce mouvement est, comme je le crois, bien plus étendu que ce que pourrait indiquer le nombre de ses attaques, Sendero possède probablement déjà une base suffisante pour encadrer ceux qui seraient poussés dans ses bras en cas de campagne de contre-terreur lancée par les autorités. (...) La campagne militaire de contre-terreur pourrait aussi se terminer par un succès de la guérilla. (...) Le pire scénario serait la victoire de Sendero. Bien que cela semblât inconcevable en 1987 encore, c'est devenu une issue plausible. Que nous devons discuter aujourd'hui de cette possibilité atteste de la vitalité de Sendero comme force politique et de l'incapacité persistante du gouvernement péruvien à marquer des points sérieux contre l'insurrection. D'une façon ou d'une autre, le Sentier Lumineux est une force avec qui il faudra compter dans un futur prévisible. Il n'existera pas de solutions rapides ou aisées. Le mouvement est fermement implanté dans les montagnes et a, d'ores et déjà, une présence permanente dans et autour de Lima. Sa croissance n'a pas été rapide, mais elle a été continue. Sendero jouit à présent d'une sérieuse base de soutien dans les campagnes et a commencé à recruter activement parmi les forces laborieuses urbaines et la masse des chômeurs, de plus en plus nombreux. Il a aussi prouvé qu'il était une organisation résistante, pouvant s'adapter et impitoyable. L'ensemble de ces caractéristiques en fait un adversaire redoutable».

***Ainsi, le rapport reconnaît que Sendero possède trois atouts: la qualité de son noyau dirigeant, la solidité de son organisation et son implantation parmi les masses. Même une campagne de terreur à grande échelle ne pourrait venir à bout de cette structure.***

### **Sendero a gagné la confiance des paysans...**

«Sendero a montré qu'il était capable d'utiliser à son avantage les traditions rurales péruviennes ainsi que le système villageois des hautes montagnes. Comme les anciens jésuites, Sendero a tenté d'exploiter des opportunités et des croyances locales pour établir son emprise sur ces populations. Le système villageois péruvien, comme dans toutes les sociétés basées sur la paysannerie, est constitué de communautés paroissiales fermées. Elles sont physiquement, culturellement et psychologiquement à l'écart de la vie du Pérou moderne. Passer derrière le voile de la vie villageoise pour entrer dans l'association exige du temps, de la patience et une planification soigneuse. Là où Sendero a réussi cette opération, ce fut généralement grâce à ses efforts précoces pour éduquer un petit groupe de sympathisants à retourner dans leurs villages et à y jeter les bases du futur travail politique. Lorsque Sendero est finalement arrivé ouvertement dans le village, quelques années plus tard, il a pénétré dans une communauté souvent prête à répondre à ses initiatives et à recevoir les enseignements du camarade Gonzalo. Ce processus a fourni à Sendero sa base de soutien initiale. (...)

La méfiance traditionnelle des paysans à l'égard des éléments extérieurs et la pénétration profonde dans la vie du village ont été une source de sécurité pour Sendero lui assurant des renseignements bien utiles sur la position et les mouvements des forces de sécurité, sur l'arrivée de tout «étranger» et sur les attitudes de ceux qui pourraient mettre en cause la présence du groupe. Normalement, le village est placé sous le contrôle de cinq personnes qui sont responsables de gérer la plupart des aspects de la vie quotidienne. À côté du dirigeant du groupe, ils ont en charge la sécurité, l'éducation, la production, l'organisation du parti et le recrutement. Avec le temps, Sendero réorganise la base agricole du village, redistribuant toute propriété de grande taille et arrêtant toute culture marchande. (...)

Là où Sendero rencontre des résistances ou là où un village est placé sous contrôle gouvernemental, sa tactique est plus directe. Une de ses méthodes est l'usage coordonné de menaces de morts envoyées par la poste et d'assassinats sélectifs afin d'éliminer les structures des autorités établies et d'entraver ou de paralyser les institutions locales. Les cibles comprennent toutes les institutions politiques locales, particulièrement celles liées aux administrations départementales ou nationales, les associations de paysans, les agences de développement économique et l'appareil local de sécurité. Pénétrant dans un village, Sendero déclarera la région «zone libérée». Des administrateurs locaux, des dirigeants de la communauté et des «traîtres» seront appréhendés et, après un bref jugement, seront invariablement abattus, pendus, décapités ou mutilés pour leurs crimes contre le peuple. (...) Il n'est pas clair dans quelle mesure Sendero a réussi à bénéficier du soutien volontaire de la paysannerie ou dans quelle mesure il a dû requérir l'assistance locale par la force ou la menace de sanctions. Même là où le groupe a obtenu un soutien à la pointe du fusil, cependant, il a généralement été capable de s'appuyer sur l'hostilité de la paysannerie à l'égard du gouvernement et sur leur crainte des représailles gouvernementales, pour maintenir sous contrôle la population locale. Après des générations d'exploitation et de négligence, les Indiens peuvent difficilement considérer le gouvernement central comme leur sauveur quels que soient les excès qu'ils aient à subir de la part du Sentier lumineux. Ces sentiments sont renforcés non seulement par les méthodes brutales et souvent sans distinction des forces de sécurité péruviennes, mais aussi par leur incapacité à maintenir une présence permanente ou sérieuse à la campagne. Une fois qu'elle a «pacifié» un village, l'armée continuera généralement à se déplacer, abandonnant les populations locales, vulnérables au retour de Sendero. Même dans les quelques régions où l'armée a établi des bases permanentes, elle ne peut opérer que durant la journée. La nuit appartient à la guérilla».

*Dans la presse, on raconte que Sendero s'impose aux paysans par la terreur. Mais dans les rapports sérieux, on affirme que cette organisation a envoyé des gens dans les villages pour y faire un travail clandestin pendant de longues années... On évoque l'hypothèse que Sendero a souvent «bénéficié du soutien volontaire» des paysans ; et même dans les endroits où la lutte avec les éléments réactionnaires fut très violente, la masse soutenait le Sentier par «hostilité à l'égard du gouvernement»!*

### **Avec les pauvres des villes**

«En 1985, Lima s'est étendue jusqu'à regrouper six des vingt millions d'habitants du pays. On estime que deux millions d'entre eux vivent dans les pueblos jovenes. Lorsque les populations de la campagne émigrent vers les villes, l'appareil local de Sendero Luminoso les accompagne. Sans perspectives d'emploi, aux prises avec une discrimination raciale importante et séparés de leur structure traditionnelle de vie villageoise, les nouveaux arrivants issus de la paysannerie ont souvent été plus faciles à recruter qu'ils ne l'auraient été chez eux. (...) La stratégie urbaine du mouvement a mis un accent nouveau sur des opérations politiques ouvertes ou à peine camouflées. Outre l'établissement d'un ensemble d'organisations de front, Sendero semble avoir commencé un effort systématique pour pénétrer et radicaliser le mouvement ouvrier péruvien, les groupes étudiants existants et un éventail d'associations de quartier et communautaires. Dans le passé, Sendero avait vilipendé ces organisations pour leurs tendances «réformistes», «révisionnistes» ou «opportunistes». Elles étaient réputées être au service de la «gauche (légitime) infantile». Aujourd'hui, par contre, Sendero appelle les masses «à développer la lutte pour les réformes comme une partie de la lutte pour la conquête du pouvoir». Sendero, ses cadres et ses sympathisants sont devenus un élément de base des grèves, des manifestations et des protestations, qui les auraient fait hurler, il y a quelques années seulement».

### **L'ennemi de l'armée: la population rurale....**

«L'armée péruvienne se base sur la conscription générale. En pratique, cependant, le corps des officiers est largement de couleur blanche et provient d'un milieu urbain, tandis que les simples soldats sont surtout paysans. Beaucoup ne parlent pas l'espagnol. A très peu d'exceptions près, les officiers ne parlent pas le quechua (la langue des Indiens). (...) Les problèmes objectifs posés ainsi à la cohésion de l'armée et à son efficacité ont été sérieusement aggravés ces dernières années, lorsqu'on a découvert que Sendero (et dans une moindre mesure le MRTA) ont commencé à pénétrer les forces armées. La crise créée au sein des cercles dirigeants a culminé en été 1987 lorsqu'une cellule de Sendero au sein de l'armée a assassiné un officier de rang élevé à Huancayo. On ne sait pas à quel point ce phénomène s'est étendu. (...)

Bref, pour des raisons institutionnelles et pratiques, la campagne contre le Sentier lumineux ne se déroule pas bien. Outre le fait que l'armée ne soit pas capable de vaincre Sendero en luttant de sa façon traditionnelle, elle n'a pas la volonté et probablement pas la capacité de se réorganiser en une force contre-insurrectionnelle efficace. Même si elle prouve qu'elle veut et peut inverser ce processus, ceci ne portera ses fruits que lentement et prendra des années. Mais les militaires ont besoin de solutions aujourd'hui. De plus, ces solutions doivent être trouvées en l'absence de toute base politique réelle dans une grande partie de la campagne et avec un effondrement imminent du secteur moderne de l'économie. Le Pérou affronte déjà une insurrection très avancée qui devrait s'accélérer durant les prochaines années. Si on ne trouve pas les moyens d'au moins contenir le Sentier lumineux, on peut s'attendre à ce que l'armée cherche l'escalade en s'attaquant à la force que beaucoup de militaires considèrent comme étant la racine même du problème: la population rurale du Pérou».

### **«Sendero assure une certaine sécurité aux paysans...»**

«En tant qu'organisation, Sendero semble avoir fait un effort systématique pour contrôler ses propres excès. Il opère davantage de distinctions qu'au début et au milieu des années quatre-vingts. La terreur, comme Sendero a commencé à le comprendre, peut rapidement provoquer sa propre défaite. A elle seule, elle a rarement mené à une issue victorieuse. Là où elle a été utilisée efficacement, ce fut comme une des composantes d'une stratégie d'insurrection plus large. Les mouvements de guérilla qui réussissent ont la caractéristique de se comporter correctement à l'égard de la population civile - c'est une simple question de survie. S'ils veulent persévérer, et plus encore gagner, ils auront besoin de l'aide active de la paysannerie locale: un soutien matériel et des renseignements, une aide pour la mobilité et une base de recrutement. Même s'ils peuvent requérir, à court terme, une grande part de cette aide à la pointe du fusil, leur survie dépendra finalement de la coopération d'une population sympathisante. Ce facteur, la maturité organisationnelle et la capacité d'exploiter les actions aveugles

des militaires ont amené une réduction des abus de Sendero par rapport à ses sympathisants, un phénomène pour lequel il était réputé il y a quelques années à peine.

La terreur est toujours une partie importante du répertoire du mouvement. Seulement, elle est appliquée plus sélectivement que par le passé récent. L'APRA, les militaires et le gouvernement, voilà la cible indiquée, à frapper par tous les moyens. (...) Par l'élimination physique et par la valeur de l'exemple, Sendero a l'intention de détruire l'infrastructure rurale du gouvernement, une fois pour toutes. Là où le Sentier Lumineux utilisait largement la terreur autrefois pour renforcer l'obéissance ou imposer des «réformes révolutionnaires» impopulaires dans les zones sous son contrôle, il parle à présent de la nécessité d'instaurer les changements sociaux requis à travers un processus d'éducation collective. A ceux qui s'opposent à ce processus, dit-on, on donne «un avertissement et une explication» et la possibilité de s'engager eux-mêmes dans une «autocritique». Seuls ceux qui passent outre à cet avertissement, les criminels de droit commun ou ceux dont l'attitude, les actions ou la fidélité à leur classe menacent le mouvement et la révolution, sont soumis à «liquidation». La discipline et la procédure, à ce que l'on voit, ont commencé petit à petit à remplacer les actions imprévisibles et souvent sans discernement du passé. Le gouvernement, davantage que Sendero, est à présent considéré comme le mauvais (...).

Sendero saisit maintenant les opportunités partout où elles se présentent, trouvant une base commune avec ceux qui sont situés en marge de la société péruvienne, offrant une alternative et un instrument de revanche pour ceux dont le système a fait des victimes et leur assurant même un certain niveau de sécurité que le gouvernement central leur a rarement procuré».

*Le rapport reconnaît que la violence de Sendero était, au début, liée aune réaction paysanne suite à des centaines d'années d'oppression. Cette violence était nécessaire pour briser l'appareil de contrainte «tout-puissant» jusqu'à l'arrivée de la révolution. Mais le rapport avoue que Sendero impose une discipline stricte à ses hommes et pratique une sélectivité réfléchie dans ses cibles. Le rapport reconnaît que les masses pauvres du Pérou affirment que la terreur est du côté de l'armée, tandis que Sendero assure «une sécurité que le gouvernement n'a jamais procurée»!*

## **Le «Sentier lumineux» et l'avenir du Pérou**

*(Gordon H. McCormick)*

Nous reproduisons ici les premières pages du rapport de McCormick. Il l'a préparé pour le "Department of State, Office of the Secretary of Defense" en mars 1990.

Le Pérou est un pays qui est au bord de l'effondrement interne. Le défi le plus sérieux à long terme est représenté par la guérilla connue sous le nom de Sentier Lumineux. Jadis confinées dans la région isolée et pauvre d'Ayacucho, ses opérations se sont étendues à l'ensemble des départements du pays au cours des 9 dernières années. Le Sentier a établi de fortes bases d'opérations dans la sierra des Andes, dans les Hauts-Plateaux du sud, dans les zones productrices de feuilles de coca de la vallée du haut Huallaga et dans la majorité des centres urbains importants du pays. Sa campagne, et la réaction qu'elle a provoquée, a coûté quinze mille vies, la destruction de milliards de dollars en propriétés, infrastructures nationales et opportunités économiques perdues; elles ont provoqué un exode de grandes zones rurales et créé une crise claire et réelle des fragiles institutions démocratiques du Pérou.

Le Sentier et le déséquilibre social et politique qu'a produit sa croissance, ont conduit le Pérou dans une situation pré-révolutionnaire. L'aboutissement final de cette situation est loin d'être clair. Dans le meilleur des cas, une guerre prolongée contre le Sentier attend le Pérou. Si cette campagne se développe en «guerre sale», cela peut se terminer par un conflit de classes total, entre l'armée et les pauvres des campagnes et des villes du Pérou. Dans le pire des cas, le Sentier gagnera. Ce qui était inconcevable jusqu'en 1987, devient un résultat plausible. Le fait qu'aujourd'hui, nous puissions discuter de cette possibilité témoigne de la vitalité du Sentier comme force politique et de la constante incapacité du gouvernement péruvien à faire des propositions sérieuses dans sa lutte contre les insurgés. Dans un cas comme dans l'autre, le Sentier Lumineux sera une force dont il faudra tenir compte dans le futur. Il n'y aura ni solutions faciles ni solutions rapides. Le mouvement est fermement implanté dans les Andes et sa présence est permanente à Lima et dans ses alentours. Sa croissance n'a pas été rapide mais a été constante. Le Sentier jouit maintenant d'une base sociale importante dans les campagnes et a commencé à recruter activement auprès des travailleurs des villes et auprès de la masse, en augmentation rapide, des désœuvrés urbains. Il a démontré qu'il est une organisation résistante, adaptable et impitoyable. Ces caractéristiques font du Sentier un adversaire redoutable.

Cependant, l'avenir du conflit ne dépendra pas seulement de l'interaction entre le Sentier et le gouvernement du Pérou, mais également de certains facteurs secondaires, qui en principe peuvent freiner ou accélérer la recherche d'alternatives radicales à l'ordre actuel. Parmi ces facteurs, les plus importants semblent être l'état de l'économie nationale, la vitalité de l'actuel système de partis politiques, et la cohésion et adaptation des forces armées péruviennes. Dans la réalité, la situation ne semble en rien prometteuse. Le Pérou est confronté à la crise économique la plus grave de son histoire moderne, son système politique est discrédité et en décadence, et les forces armées souffrent d'une série de faiblesses institutionnelles et matérielles qui ont engourdis sérieusement son programme de lutte contre les insurgés. Les problèmes politiques et économiques à eux seuls, seraient des motifs suffisants de grave préoccupation. L'occurrence de ces problèmes à un moment où le pays est confronté à une insurrection avancée, a provoqué une atmosphère potentiellement explosive. Ces événements ont déjà érodés dangereusement la légitimité du régime et pourraient aisément servir de catalyseur à une révolte ouverte et spontanée contre le gouvernement. Cette situation jouerait directement en faveur du Sentier qui s'y est d'ailleurs préparé soigneusement et depuis longtemps. Dans ces circonstances, il est improbable que l'armée puisse lancer un défi direct au régime sans recourir à une campagne de contre-terreur. Une telle campagne serait vraisemblablement de nature à renforcer l'appui populaire en faveur du Sentier.

### **L'origine du Sentier Lumineux**

Le Sentier Lumineux (SL) a été fondé en 1970 par Abimael Guzman qui était à l'époque professeur de philosophie à l'Université Nationale San Cristobal de Huamanga, à Ayacucho. Depuis lors, Guzman est la force première du développement idéologique du mouvement, son chef spirituel et son principal stratège dans sa guerre prolongée contre le gouvernement péruvien. Les informations sur la jeunesse de Guzman le décrivent comme «intelligent», «studieux», un garçon «qui recevait toujours les plus hautes notes en conduite», le «rêve d'une mère». Des propos ultérieurs, qui décrivent sa participation précoce aux activités d'un parti communiste, le désignent comme un «théoricien du plus haut niveau», un homme de «grande volonté et ténacité» et un individu aux goûts raffinés pour la musique classique, la philosophie pré-socratique les oeuvres de Hemingway et Joyce. Aujourd'hui, on le décrit, sous son nom de guerre de «Camarade Gonzalo», comme la «Quatrième Epée de Marxisme», figure héroïque dont la pratique et les contributions idéologiques sont en ordre logique avec celles de Marx, Lénine et Mao. Solitaire et réservé, Guzman aurait néanmoins formé le Sentier à son image, exerçant un fort contrôle personnel sur les plans, la direction et l'orientation doctrinale du mouvement. Malgré sa présence nationale et sa taille, que l'on évalue aujourd'hui à 10.000 cadres, le Sentier reste un mouvement très individualisé, établi et basé sur le culte de la personnalité du Camarade Gonzalo.

### **Développement initial**

Les origines du Sentier Lumineux remontent à 1964, lors de la scission du Parti Communiste Péruvien (PCP) provoquée par la rupture sino-soviétique. Comme cela s'est répété dans tous les partis d'Amérique latine, l'aile pro-chinoise du PCP a rompu avec la majorité pro-soviétique pour former le PCP-Drapeau Rouge. Le principal élément de confrontation entre les deux factions fut le rôle assigné à la «lutte armée» dans la conquête du pouvoir. Suivant la ligne de Moscou, l'aile traditionnelle du parti décida d'abandonner la violence révolutionnaire: la victoire doit être atteinte par des moyens pacifiques, avec la coopération et éventuellement la cooptation des classes dominantes du pays. Pour le Drapeau Rouge, cette politique était équivalente à celle qui préconiserait de vendre la révolution. Lors de son premier congrès national, le mouvement réaffirme son adhésion à la lutte armée et, suivant la voie chinoise pour la conquête du pouvoir, déclare que la révolution commencera dans les campagnes en mobilisant le paysannat jusqu'à l'encercllement final du Pérou urbain.

Le PCP-Drapeau Rouge se scinda, en 1967 en raison du peu de décision que montrait la direction du mouvement à se préparer pour le commencement de la lutte armée. Une autre scission intervint en 1970 quand Abimael Guzman et ses partisans furent expulsés du groupe pour hérésie idéologique et «occultisme». Avec cette rupture, le Sentier Lumineux surgit comme forum politique organisé, avec Guzman à la tête et l'Université de Huamanga à Ayacucho comme base. Le nom du groupe vient du contrôle de Guzman sur le «Front des Etudiants Révolutionnaires Par Le Sentier Lumineux de Mariatégui». Ce groupe et ceux qui avaient suivis Guzman lors de la scission du PCP-Drapeau Rouge, formèrent la première direction du nouveau PCP-Sentier Lumineux. Dans la conjoncture du moment, le mouvement apparaissait différent des autres organisations estudiantines qui pullulaient au sein de la communauté universitaire politisée du pays. Même s'il gagna rapidement une réputation de dogmatisme et d'intolérance auprès de ses rivaux de gauche, la rhétorique du mouvement n'a jamais été contestée par un appel à l'action.

Entre 1970 et 1977, le Sentier maintient un profil bas. L'organisation semblait se contenter d'activités éducatives et se montrait peu enclin à mettre en oeuvre ses menaces de détruire la société «fasciste» du Pérou.

Cette première phase du développement du Sentier posa les bases de ce qui allait suivre au cours de la décade passée. La base idéologique du mouvement, son appui initial et sa théorie de la victoire se développent durant ces 7 premières années. Depuis le début, le Sentier a été la création d'Abimael Guzman. Idéologiquement, le mouvement se présente comme une synthèse de l'oeuvre de Mao et du «socialisme natif» de José Carlos Mariatégui, intellectuel péruvien responsable du développement du PCP en 1928. De Mao, Guzman emprunta le concept de révolution basée sur le paysannat et ses (propres) interprétations des caractéristiques du marxisme chinois. Ces éléments ont été unis aux

théories de Mariatégui, dont les écrits soutiennent que la base du socialisme péruvien réside dans la structure et les nonnes de la communauté paysanne pré-colombienne, système détruit par la conquête espagnole et écrasé par l'ordre de Lima qui lui a succédé. La synthèse de ces concepts, convenablement interprétés par Guzman lui-même, devait poser la base idéologique d'un nouvel état socialiste péruvien. La révolution qui devait amener ce «nouvel état d'ouvriers et de paysans» à la réalité, devait logiquement débiter au sein des populations indiennes traditionnelles, descendantes directes de la tradition socialiste du pays.

Ces premières années virent également le développement du premier groupe dirigeant du Sentier, ses premiers cadres et ses efforts initiaux pour obtenir l'appui de la base sociale qu'il avait choisi. (...) Avec patience et un travail politique soigneux, le Sentier a réussi à établir un réseau impressionnant de sympathisants et de contacts avant de lancer sa première attaque contre le gouvernement. Cette approche, à peu d'exceptions près, a été depuis lors, une constante de l'organisation.

Le Sentier Lumineux est devenu une menace directe pour le gouvernement péruvien. Le mouvement est de loin, le groupe d'opposition armé le plus nombreux et le plus efficace du pays; il a démontré être le plus difficile à frapper et le seul à avoir un soutien dans tout le pays. Le Sentier a manifesté un haut grade de discipline organisatrice et de cohésion interne. Malgré les lourdes pertes qu'il a subies dans les années 80, le nombre de ses membres est en augmentation constante. La morale, la motivation et la solidarité des membres du Sentier continue d'être solide. Jusqu'à ce jour, on n'a relaté aucune contestation de la direction de Guzman, les désertions sont rares et on n'a pas pu pénétrer la structure de commandement de l'organisation. Le Sentier a également été capable de montrer des résultats. Il s'est étendu hors de sa zone originale d'opération dans le département d'Ayacucho pour mettre en place une zone d'actions qui s'étend d'un extrême à l'autre du pays, des misérables bidonvilles de la ceinture de Lima à la sierra des Andes. Son programme de «propagande par l'action» lui a conféré une prééminence nationale et une influence qui surpasse de beaucoup la taille de l'organisation. Même si les mesures pour contenir l'expansion du mouvement ont été eu un succès sélectif, le Sentier est encore capable d'agir dans de grandes zones du pays avec peu ou pas d'interférence avec la police ou les forces armées.

### **Premières opérations**

Le Sentier Lumineux entra en guerre la veille des élections démocratiques du Pérou le 17 mai 1980 en menant une série d'attaques à des bureaux électoraux dans des villages d'Ayacucho. Dans les mois qui suivirent, il lança des attaques sélectives contre des «symboles de l'état fasciste», dans de vastes zones du département: casernes de police, bureaux du gouvernement et divers projets de développement patronnés par le gouvernement. Le gouvernement de Belaunde jugea ces premières opérations comme étant des aberrations, l'oeuvre d'une poignée de déments. D'autres disaient que ces attaques n'avaient pas d'orientation politique et qu'elles étaient l'oeuvre de brigands, de voyous ou de délinquants qui poursuivaient leurs propres intérêts sous le couvert d'une incompréhensible rhétorique politique. Dans les deux cas, le soudain problème de la sécurité à Ayacucho a été jugé comme relevant de la police et non de l'armée. Cette interprétation fut approuvée par l'armée elle-même qui argumenta qu'elle n'était ni préparée, ni intéressée à prendre en charge des fonctions policières. Le gouvernement sous-évalua les événements, qui allaient crescendo, jusqu'à la fin de 1980. Il se vit cependant obligé à réagir au début de 1981. En mars, il approuva une loi anti-terroriste, imposant de lourdes condamnations aux personnes ou groupes de personnes qui aideraient les terroristes ou coopéreraient avec eux, et en octobre, il déclara l'état d'urgence à Ayacucho. Cette décision fut la preuve d'un acte de désespoir d'une administration chaque jour davantage assiégée. Bien que le centre des opérations du Sentier se limitait encore à Ayacucho, le nombre et l'ampleur de ses attaques augmentaient rapidement. Le Sentier avait achevé sa première phase d'opérations, celle «d'agitation et propagande armée» et avait commencé à réaliser des attaques systématiques contre les bases du pouvoir de l'état (cibles d'infrastructure) dans le département. La liste des cibles du mouvement incluait ponts, chemins de fer, centrales électriques, télécommunications, et une ample variété d'autres cibles économiques primaires et secondaires. Pendant cette période, d'autres types d'actions furent menées; d'une part les «procès

populaires» destinés à châtier propriétaires terriens, usuriers, fonctionnaires ou commerçants ruraux corrompus et d'autre part l'établissement des premières «zones libérées». Les statistiques concernant le Sentier, à cette époque comme actuellement, sont incertaines, mais on estime que le groupe mena entre 300 et 400 actions pendant les trois premiers mois de 1981.

La réponse du gouvernement à ce problème croissant paraissait alors sensée, même si tardive. A posteriori cependant, on peut dire que le régime sous-estimait encore l'attraction qu'exerçait le Sentier et l'appui dont il bénéficiait. L'état d'urgence permit au gouvernement de Lima d'imposer un couvre-feu strict sur la capitale du département, de suspendre les garanties constitutionnelles contre les détentions arbitraires et d'ouvrir la voie à la première utilisation concertée de la force contre les guérilleros. Avec la déclaration de l'état d'urgence, le gouvernement envoya à Ayacucho 1400 sinchis, une unité spéciale de la Garde Civile, pour rétablir la paix et pourchasser les dirigeants du mouvement. En fin de compte, ces mesures furent un échec. Comme Belaunde le craignait, l'imposition de la loi martiale et l'utilisation de la Garde Civile ont mené rapidement à des abus à grande échelle, ce qui a probablement plus porté préjudice que n'a aidé, l'effort pour contenir le Sentier Lumineux. Le Sentier pour sa part, répondit en étendant la guerre. Le 2 de mars 1982 la guérilla lança une attaque téméraire contre la caserne d'Ayacucho qui hébergeait un grand nombre de Senderistas. La bataille pour le contrôle de la caserne dura 5 heures et fut menée par un groupe composé par 50 à 60 guérilleros. Ce fut la première opération de grande envergure du Sentier et fut conclue par la libération de 54 terroristes ou présumés tels et de 193 autres prisonniers, la majorité accusés de crimes liés à la drogue. Pour compléter son triomphe, le Sentier fit suivre son succès dans la ville d'Ayacucho par une série d'attaques contre des casernes locales de police, des édifices publics, des cibles économiques et une attaque à la dynamite contre le palais présidentiel de Lima.

En 1983 le Sentier avait fait de grands progrès. D'après son propre programme, le mouvement était passé à la troisième phase de la lutte armée, la «généralisation de la guerre de guérilla», et la recherche et le maintien d'une base d'appui de masse. Les efforts du Sentier à cette époque se manifestaient dans deux secteurs: une croissance notable des opérations autour d'Ayacucho et un premier essai d'extension des opérations au-delà de la sierra centrale. L'escalade à Ayacucho fut impressionnante, tant par son ampleur que par le fait qu'il y avait affrontement avec l'armée. Les premières unités de l'armée régulière furent en effet envoyées dans le département en décembre 1982. La décision du Sentier d'accroître ses opérations à Ayacucho correspondit à une contre-attaque du gouvernement. 8 districts des départements d'Ayacucho et de Huancavelica furent mis en état d'urgence et 2.000 soldats furent envoyés pour en finir avec l'insurrection. Même s'il pouvait sembler que le régime était enfin conscient des menaces, sa réponse se montra inadéquate, une fois de plus. Les rapports relatant les abus commis par l'armée et la police abondaient. Au début, leurs actions semblaient modérer le rythme des opérations du Sentier, mais cela fut ainsi à un prix: six mois après l'intervention des forces armées, le nombre de morts était d'environ 1.000. Des membres des forces armées reconnaissaient même que nombre des détenus et des morts n'avaient pas de relation avec le Sentier. Cependant, comme dit un militaire haut gradé, si l'armée tue 60 personnes, on peut espérer qu'au moins 6 sont des Senderistas. Finalement, même ce genre de mesures fut incapable de contenir l'expansion du Sentier dans le département. On estime que le Sentier mena entre 450 et 550 opérations dans la zone en état d'urgence d'Ayacucho en 1983 et entre 600 et 700 en 1984. Fin 1983, l'escalade dans la zone en état d'urgence d'Ayacucho correspondit à une croissance notable des opérations du Sentier dans la majorité des Andes. Les départements de Ayacucho, Huancavelica, Apurimac, Huanuco, La Libertad, Pasco et Junin se trouvaient confrontés à la menace croissante des insurgés. Fin 1984 cette menace s'était encore étendue également à Ancash et Cajamarca. L'apparente facilité avec laquelle le Sentier avait pu étendre ses opérations dans les départements des Andes, faisait mentir ceux qui disaient que l'insurrection était un problème réduit à Ayacucho et qu'elle n'en sortirait pas. Les événements pouvaient apparaître comme se déroulant avec grande rapidité; en fait, ils représentaient de nombreuses années de prosélytisme et d'éducation politique dont de nombreuses avaient précédé la lutte armée. Durant 7 ans, ces efforts ont été réalisés sans que les autorités péruviennes n'en prennent conscience, celles-ci étant à vrai dire peu préoccupées par les affaires des campagnes. Quand l'ampleur de l'insurrection fut évidente, il était trop tard pour faire quoi que ce soit, si ce n'est réagir contre la guérilla par la force. Fin 1985, en conséquence, le Sentier avait une présence nationale.

## La lutte dans les campagnes

Le succès du Sentier dans l'établissement d'une base nationale d'opération a été due, tant à l'absence d'une forte présence officielle dans la majorité des campagnes, qu'aux efforts du groupe pour solliciter l'appui populaire. Des années de négligence de la part de gouvernement central avaient mis celui-ci en bien mauvaise posture pour combattre ou même contenir l'influence croissante du mouvement. A tout point de vue, les Andes du Pérou montraient un vide politique que le Sentier se chargea de combler méthodiquement. Cela, conjointement à une méfiance profondément enracinée à l'égard du gouvernement central, procura au groupe une réserve de partisans potentiels, préparée à accepter le message du Sentier ou pour le moins, disposée à ne pas interférer dans ses opérations. Là où le gouvernement a tenté de s'établir, comme à Ayacucho, il porta préjudice plus qu'il n'aida, gagnant la haine des paysans et augmentant leur sympathie pour la guérilla. Les craintes du peuple vis-à-vis des autorités centrales, furent confortées par les excès de l'armée et de la garde civile. Le défi pour le Sentier, était de convertir cet appui potentiel en une force de recrutement, d'information et d'appui matériel. Il a atteint son objectif en combinant un soigneux travail politique à l'usage calculé de la terreur et de la violence symbolique. Depuis le début, le Sentier a démontré qu'il était capable d'utiliser à son avantage les traditions rurales péruviennes et le système de communauté villageoise de la sierra. Comme les anciens jésuites, le Sentier tenta d'exploiter les perspectives et croyances locales pour établir des points d'appui entre les villages de la sierra. Le système de communautés villageoises, comme celui de toutes les sociétés paysannes, est formé par des communautés fermées et étroites. Elles sont physiquement, culturellement et psychologiquement isolées de la vie du Pérou moderne et souvent les unes des autres. L'association paysanne, avec ses liens proches de la parenté, définit la zone principale de confiance et de coopération pour le paysan de la sierra, relation renforcée par la tradition et par un réseau complexe de mariages entre familles. Passer derrière le voile de la vie villageoise pour pénétrer dans cette association, requiert temps, patience et soigneuse planification. Là où le Sentier a réussi cette opération, ce fut généralement grâce à ses efforts précoces pour former des groupes de sympathisants qui retournaient alors dans leur village et jetaient les bases d'un travail politique futur. Lorsque le Sentier, quelques années plus tard, entraîna ouvertement dans les villages, les communautés étaient souvent prêtes à répondre à ses initiatives et à recevoir les enseignements du camarade Gonzalo. Ce processus, qui devait graduellement s'étendre aux villages voisins, fournit au Sentier son appui de base initial.

Le caractère isolé de la société paysanne de la sierra avait été utilisé au bénéfice du mouvement. La méfiance traditionnelle des paysans à l'égard des éléments extérieurs et la pénétration profonde dans la vie du village ont été source de sécurité pour le Sentier, lui procurant des renseignements bien utiles sur la localisation et les mouvements des forces de sécurité, sur l'arrivée d'un «étranger» et sur l'attitude de ceux qui pourraient mettre en cause la présence du groupe. Dans ces villages, cinq personnes sont responsables de l'administration de la plupart des aspects de la vie quotidienne de la communauté. Avec le dirigeant du groupe, ils sont chargés de la sécurité, de l'éducation, de la production agricole, de l'organisation du parti et du recrutement. Avec le temps, le Sentier réorganise la base agricole du village, redistribuant toute propriété de grande taille et limitant toute culture marchande. Il semble que dans certains cas, le Sentier ait ordonné aux paysans de cultiver seulement ce qui était nécessaire à eux-même et à leur communauté, éliminant tout excédent qui pourrait se vendre ou être envoyé en ville. L'objectif de ces mesures étant d'accélérer la fin de l'économie monétaire péruvienne, en isolant plus la vie du village et en isolant progressivement les villes de la production des campagnes. Là où le Sentier a rencontré des résistances ou dans le cas de village sous contrôle du gouvernement, sa tactique fut plus directe. Une de ses méthodes les plus efficaces a été l'usage coordonné de menace de mort envoyée par la poste et d'assassinats sélectifs destinés à éliminer la structure de l'autorité établie et d'entraver ou de paralyser les institutions locales. Les cibles sont les institutions politiques locales, en particulier celles liées aux gouvernements départementaux ou centraux, les associations de paysans, les agences de développement économique et les appareils de sécurité locaux. Quand il pénètre dans un village, le Sentier déclare la région «zone libérée». Des administrateurs locaux, des chefs de la communauté et des «traîtres» sont appréhendés et, après un bref jugement, sont invariablement abattus, pendus, décapités ou mutilés pour leurs crimes contre le peuple. On rapporte que des villages entiers auraient été massacrés pour avoir refusé de coopérer avec

le Sentier ou pour avoir coopéré avec les autorités nationales. Après avoir donné un exemple, les guérilleros publient une liste des personnes de la région qui vont être jugées. Ceux dont le nom apparaît sur la liste - maîtres, fonctionnaires, curés et autres dirigeants qui se sont prononcés contre le mouvement - fuient, abandonnant le paysanat à son sort et laissant de grandes zones aux mains du Sentier. Dans ces circonstances, Lima n'a d'autres alternatives que de céder la zone à la guérilla ou d'envoyer l'armée pour tenter de restaurer son autorité.

Depuis 1987, la campagne d'assassinats du Sentier a été dirigée de façon croissante contre l'APRA et contre des fonctionnaires du gouvernement qui vivent dans la capitale. La nature hautement ciblée de ces attaques et le fait qu'elles révèlent que le mouvement doit avoir accès à des informations secrètes relatives aux responsabilités et aux habitudes des victimes, sont en train de confirmer les craintes selon lesquelles le Sentier a infiltré l'administration, la police et les forces armées. Les cibles sont sélectionnées pour leur proéminence ou parce qu'elles ont été directement impliquées dans la lutte contre les insurgés, et parmi celles-ci des officiers de l'armée ou de la police qui ont achevé leur mission à l'intérieur et qui sont de retour à Lima. Ce dernier groupe de personnes, en particulier, a été soumis à de nombreuses attaques ces trois dernières années, ce qui démontre à quel point le Sentier a pu avoir accès à des informations officielles pour préparer sa liste de cibles. Parmi les cibles récentes, il y a le dirigeant de l'APRA Carlos Lopez Silva, le secrétaire suppléant de l'APRA Nelson Pozo Garland tué dans sa voiture, Rodrigo Franco Montes, dont la rumeur disait qu'il serait le prochain ministre de l'économie et qui fut tué ainsi que des membres de sa famille devant chez lui, le fonctionnaire de l'APRA Alberto Kitazano et le procureur général César Elejalde, tous deux victimes de tentatives de meurtres. L'assassinat sélectif de hauts fonctionnaires ou de gradés de la défense est devenu un trait habituel des opérations du Sentier. L'incidence de ces attaques a augmenté considérablement lors des trois dernières années. On n'a pas pu éclaircir jusqu'à quel point le Sentier jouit du soutien populaire et dans quelle mesure il a sollicité l'appui local par la force ou la menace de sanctions. Même là où le groupe a obtenu un soutien à la pointe du fusil, il a généralement pus' appuyer sur l'hostilité de la paysannerie envers le gouvernement et sur les craintes des représailles gouvernementales, pour maintenir son contrôle sur la population locale. Après des générations d'exploitation et de négligence, il est difficile que les Indiens considèrent le gouvernement central comme leur sauveur, quels que soient les excès qu'ils peuvent avoir à subir de la part du Sentier. Ces sentiments se voient renforcés non seulement par les méthodes brutales et souvent sans discrimination des forces de sécurité du Pérou mais également par leur incapacité à maintenir une présence rurale permanente et efficace. Même dans les rares zones où l'armée a établi des campements permanents, elle ne peut opérer que durant la journée. La nuit appartient à la guérilla. Il est probable que quiconque dont on sait ou que l'on suspecte de collaborer avec les forces de sécurité souffre les conséquences de la «justice populaire» quand arrive le soleil. Le paysan est donc souvent attrapé par les circonstances de la guerre. Dans ces conditions, le stimulant est de faire le nécessaire pour apaiser le Sentier.

Une des tendances récentes les plus préoccupantes de la campagne rurale du Sentier a été sa croissante relation avec le trafic de drogue. Cette tendance est palpable dans la vallée du Haut Huallaga et commença peu après que le Sentier ne pénètre pour la première fois dans cette zone en 1985. La vallée du Haut Huallaga, à 480 km au Nord de Lima, a été depuis longtemps le centre de la production de la coca au Pérou. La production de coca et sa transformation en pâte basique ont joué un rôle central dans l'économie de la région, en donnant de l'emploi à la grande majorité de la population indienne et métisse de la zone. D'après des estimations péruviennes, il y aurait dans la région 125 000 hectares de culture de coca. La majorité de la production, pâte de coca et cocaïne, passent aux Etats-Unis par des canaux établis avec les trafiquants colombiens qui agissent dans les régions frontalières. Jusqu' il y a peu, les cultivateurs locaux opéraient avec peu d'interférence. Leur intérêt résidait plus dans le bénéfice que dans la politique, sauf quand il fallait acheter les fonctionnaires locaux du gouvernement chargés d'en finir avec leurs activités. La zone est pourtant tombée récemment sous l'influence du Sentier, limitant la capacité du gouvernement à contrôler la production de coca et obligeant les cultivateurs et trafiquants locaux à trouver les moyens de s'adapter à leur présence. Même si, d'après les rapports, la relation initiale entre le Sentier Lumineux et le trafic de drogue a été hostile et ponctuée d'affrontements périodiques, elle est arrivée à un apparent modus vivendi qui bénéficie à chacun. (...)

Même si le Sentier semble avoir maintenu une relation distante avec les trafiquants locaux, sa base du Huallaga coïncide géographiquement avec celle du trafic de drogue et a tiré bénéfice de sa présence. Il existe à Lima la crainte que dans le futur, une alliance plus directe puisse se forger entre le Sentier, les cultivateurs locaux et les acheteurs étrangers. On peut facilement imaginer les circonstances dans lesquelles cette relation serait un avantage tactique pour le Sentier, mais on peut espérer que la rigidité idéologique et l'évident puritanisme du mouvement mettent des limites à la nature de ces liens. Néanmoins, le fait que Sentier Lumineux et l'industrie péruvienne de la coca soient si fermement implantés dans la même région continuera à les rapprocher. Chacun a besoin de l'autre: le Sentier pour financer la révolution et les trafiquants étrangers pour exporter la matière première de leur commerce. Ils ont aussi un ennemi commun. Le gouvernement a encouragé le développement de ces liens en tentant de lier son programme de contrôle de la drogue à la guerre contre le Sentier. Les dernières opérations dans le Haut Huallaga ont été souvent menées par des équipes devant combiner, sans distinction, l'éradication de l'industrie de la coca et la lutte contre les guérilleros. Le manque d'enthousiasme, l'ampleur du problème et les limites des ressources ont sensiblement réduits ces efforts. Pendant ce temps, le Sentier s'enrichit du trafic de drogue. Comme on peut en effet l'imaginer, la rente qu'il peut obtenir des impôts aux producteurs et aux acheteurs locaux est considérable. On ne sait ni où, ni comment cet argent est dépensé.

Même si le Sentier est devenu riche, il y a du vrai dans l'affirmation de Guzman que le mouvement «est en train de développer la guerre populaire la plus économique de la terre». «Les armes sont aux mains de nos ennemis», a-t-il dit, «en conséquence le problème est de les leur prendre... Ils ont l'obligation de nous les amener. C'est leur obligation de les emporter là où nous sommes, et nous devons reconnaître qu'ils commencent à les fournir». L'origine principale des armes du mouvement, principalement la dynamite, a été les milliers de campements miniers des Andes péruviennes. Ces campements sont difficiles à protéger et ils ont procuré au Sentier un approvisionnement d'explosif quasi illimité. Pour exemple, lors d'une attaque en 1986, un groupe de guérilleros a emporté 92.000 cartouches de dynamite, ce qui est suffisant pour de nombreux mois. La dynamite, comme le signale Guzman, a pour complément divers types d'armement pris aux forces armées et à la police. Les guérilleros sont également spécialistes dans la fabrication de cocktails molotov, de bombes et de grenades faites maison. Ces dernières sont faites de bouteilles remplies de poudre et de clous. On sait qu'elles sont lancées avec des «huaracas» qui sont des frondes traditionnelles utilisées par les indiens des Andes. En comparaison avec l'armée, le Sentier est encore mal armé. Le mouvement a cependant réussi à compenser cette insuffisance par la surprise, par son caractère impitoyable, par sa capacité de choisir le moment et l'endroit de l'attaque et par sa prédilection pour les opérations à haut risque.

La portée de la campagne rurale du Sentier s'est étendue considérablement lors de ces cinq dernières années. Le mouvement a établi une base d'opération dans chaque département, avec une notable efficacité. Même s'il est impossible de faire un décompte précis, le nombre annuel d'actions a augmenté chaque année depuis 1980. Le Sentier ne gagnera pourtant pas tant qu'il ne sera pas capable de prendre les villes. D'après Guzman, le «centre» de la révolution reste la campagne, «mais pour l'insurrection on change de centre... vers les villes.» L'objectif du mouvement, à ce sujet, est «de rencontrer les conditions pour que convergent l'action de L'Armée Populaire de Guérilla et l'action insurrectionnelle dans les villes, dans une, ou dans plusieurs... Ainsi comme au début, combattants et communistes se sont déplacés des villes vers les campagnes», ils doivent maintenant commencer à «se déplacer de la campagne vers la ville». De ce point de vue, Lima est non seulement le siège du gouvernement central, mais aussi celui d'un tiers de la population. Encercler la capitale, dans la réalité et dans l'esprit de l'élite du pays revient à encercler le pays. Comme à la campagne, la grande partie des efforts du mouvement dans les zones urbaines ont été réalisés dans les coulisses. Il est donc impossible de savoir s'ils sont proches de leur objectif. Toutefois, Lima est devenu un centre important des activités du Sentier et cette tendance continuera vraisemblablement.

# La santé publique à Cuba

(Hilde VANOBBERGHEN)

## La supériorité du système socialiste

Ces trois dernières décennies, la santé du peuple cubain a augmenté de façon si spectaculaire que la situation actuelle est comparable - et même parfois supérieure - à celle des riches pays occidentaux. D'abord l'OMS (1) ne voulait pas croire les résultats enregistrés. C'est donc cette organisation qui, en 1974, a envoyé une délégation indépendante afin de contrôler les statistiques cubaines. Celles-ci reflétaient de façon exacte l'état de la santé publique cubaine. L'OMS prôna ensuite ce modèle des soins de santé cubain comme solution potentielle pour les problèmes de santé dans d'autres pays pauvres du tiers monde. En donnant ce conseil, l'OMS n'a pas tenu compte d'un autre aspect important de la situation cubaine. L'amélioration de l'état de santé du peuple cubain n'a pas été réalisée seulement grâce à une amélioration des soins médicaux. La cause principale sont les changements politico-économiques qui eurent lieu après le triomphe de la révolution cubaine en 1959. L'installation d'un régime socialiste sur l'île a éliminé la pauvreté et l'inégalité des revenus parmi les différentes couches de la population fut nivelée. On a procuré aux Cubains de meilleures conditions de logement, l'accès à l'enseignement et aux services de santé publique et personne n'a plus dû souffrir de faim. L'avis de l'OMS, concernant les autres pays en voie de développement, qui consiste à copier le modèle de santé publique cubain n'a de sens que lorsque ces pays réussissent à instaurer de tels changements économiques et sociaux.

Dans cet article nous analyserons le modèle de santé publique cubain. D'où il vient, comment il a été réalisé et en quoi il consiste? Nous prêterons attention aux critiques internationales du système et comparerons la situation cubaine à un autre pays du tiers monde, les Philippines. L'article est centré sur les soins de santé, ce qui ne signifie pas que nous devons perdre de vue la remarque faite ci-dessus. Le triomphe de la révolution cubaine, la construction d'un régime socialiste et les changements socio-économiques y allant de pair sont la base des réalisations dans le domaine de la santé publique.

## Cuba avant la révolution de 1959

Dans les décennies qui ont précédé la révolution, la majorité du peuple cubain vivait dans la misère et la pauvreté, qui caractérisent aujourd'hui encore les autres pays du tiers monde. De mauvaises conditions de logement, le manque de nourriture et d'eau potable, l'analphabétisme, etc. Une faible espérance de vie (2) et une mortalité maternelle (3) élevée. Les causes de mortalité étaient, comme dans d'autres pays du tiers monde, la malnutrition, la diarrhée, la pneumonie, la tuberculose et la malaria. Vers la fin des années 50, la mortalité parmi les nourrissons (4) était de plus de 60%. La moitié des enfants souffrait de malnutrition et, à la campagne, neuf enfants sur dix étaient contaminés par les parasites (5). Parmi les quelque 6.000 médecins cubains, plus de la moitié travaillaient dans la capitale, où se trouvaient également 70% des équipements hospitaliers. Bien que dans la période d'avant 1959 on puisse remarquer quelques développements positifs (par exemple le taux de mortalité parmi les nourrissons n'étant pas extrêmement élevé et il y avait des institutions de prévoyance), cette période fut principalement caractérisée par un manque total de soins de santé à la campagne. Ainsi, en 1959, la campagne cubaine ne possédait qu'un hôpital d'une capacité de dix lits. Il n'existait aucune donnée concernant l'état de santé de la population paysanne (pourtant 40% de la population en 1956). Ces 40% de paysans gagnaient ensemble 10% du revenu national, dont ils devaient dépenser les 2/3 pour la nourriture. Pour eux, les soins de santé existants s'avéraient impayables. De même pour le système de prévoyance, on peut remarquer que ce sont justement ces groupes de population qui en sont systématiquement privés. Il n'existait pas de système de prévoyance obligatoire pour les paysans et les ouvriers travaillant dans le sucre, le tabac ou le bâtiment. Et la cotisation pour une assurance indépendante était trop élevée pour leur budget. Les soins de santé publique répondaient, en premier lieu, aux besoins de l'élite riche.

Cette petite minorité, sous contrôle étranger (américain), possédait la plus grande partie des terres et l'industrie.

La santé publique était exploitée de façon commerciale, comme dans les autres pays du monde capitaliste. Avant la révolution, il y avait à Cuba environ 20.000 médicaments en vente, dont la plupart possédaient les mêmes substances mais avec une étiquette différente. 500 entreprises pharmaceutiques (dont 70% étrangères) avaient une activité commerciale sur le marché intérieur. 80% des médicaments étaient importés de l'étranger. Cette exploitation et cette oppression du peuple cubain ont engendré une résistance. En 1953, quand la révolution cubaine n'était encore qu'un rêve, Fidel Castro déclara déjà dans sa plaidoirie de défense qui deviendrait célèbre plus tard: «L'histoire m'acquittera» (6); «Le problème de la propriété terrienne, le problème concernant l'industrialisation, les conditions de logement, le chômage, l'enseignement, la santé publique, sont les problèmes pour lesquels nous nous sommes appliqués, de toutes nos forces, à chercher des solutions, mis à part l'acquisition des libertés publiques et de la démocratie politique.»

Ensuite, les soins de santé ont toujours été une priorité absolue pour la révolution cubaine. Avant la chute de Batista, Castro, Che Guevara et les guérilleros, alors encore dans les montagnes de la Sierra Maestra, avaient déjà installé des soins de santé publique pour la population locale. Après 1959, un des buts principaux du gouvernement révolutionnaire était l'élaboration d'un système de santé publique gratuit et accessible à tous.

### **1959, l'année du changement**

Depuis lors, la santé publique cubaine se base sur cinq principes. Des principes qui n'ont pas changé pendant les trente dernières années.

1. L'accès aux soins médicaux est un droit pour chacun. Afin de pouvoir réaliser ceci, il est nécessaire que les soins médicaux soient gratuits et que les équipements soient dispersés dans tout le pays.
2. La santé publique est la responsabilité de l'Etat.
3. Les soins de santé doivent être globaux. Ce qui veut dire que l'information, la prévention et la guérison des maladies doivent former un tout.
4. Le peuple et ses organisations de masse participent à l'élaboration et au fonctionnement du système de santé publique.
5. Les activités concernant les soins médicaux sont toujours intégrées au développement socio-économique. Au cours des années, les structures organisatrices, nécessaires pour la réalisation de ces principes, ont changé constamment. Les besoins les plus importants et les plus urgents de l'instant déterminaient la stratégie à suivre.

Durant les premières années, trois grandes tâches allaient de soi.

1. Fournir le plus de soins médicaux possible (principalement des soins curatifs) à une population qui souffrait principalement de maladies infectieuses aiguës.
2. L'élaboration d'un réseau de soins médicaux qui servirait de base à ce qui deviendra plus tard le système unitaire.
3. Fournir une formation rapide à un large personnel médical. Durant les premières années, l'établissement de soins médicaux pour tout le monde a mené à une sérieuse bataille avec les intérêts médicaux établis. Des médecins qui vivaient en ville, furent envoyés à la campagne. Cette obligation et l'abolition du principe de profit et de toutes sortes d'autres privilèges des médecins ont causé un véritable exode. Entre 1959 et 1964, 3.000 médecins cubains (pour un total de 6.000) ont quitté le pays. Cet énorme brain-drain - on perdait en effet 50% d'intellectuels de formation médicale - était un problème auquel on devait faire face.

Durant les premières années, on s'est surtout appliqué à combattre les maladies infectieuses afin de pouvoir remédier à la mauvaise condition de santé de la population. Ceci se faisait par des programmes et des campagnes d'ordre national. Des programmes centrés sur des problèmes de santé spécifiques et dans des régions où le besoin était le plus urgent. Les soins de la mère et de l'enfant étaient également une priorité. Afin de mener à bien certaines mesures, comme les campagnes de vaccination, on faisait appel aux différentes organisations de masses (les comités de défense de la révolution, la fédération de femmes cubaines, les organisations paysannes,...). Ainsi on a réussi, lors d'une campagne de vaccination contre la polio, à atteindre tout le pays en 72 heures! Le résultat est le suivant: depuis 1963, la polio est éradiquée à Cuba, des années avant les Etats Unis.

D'un autre côté, on commençait l'élaboration d'une structure nationale de santé publique, d'après le modèle tchécoslovaque. Tous les hôpitaux existants (entre autres ceux du fonds des assurances) furent intégrés dans les services du Ministère de la Santé Publique (MINSAP). A la campagne, on construisait de nouveaux hôpitaux. Afin de pouvoir, après quelques temps, disposer d'assez de médecins, la capacité des facultés de médecine fut agrandie et de nouvelles furent construites. Le programme d'études fut révisé plusieurs fois, afin de pouvoir préparer le mieux possible les étudiants à leur travail de médecin au sein d'un système de santé publique socialiste. Pendant de nombreuses années les études de médecine étaient un choix de priorité. Jusqu'en 1971, les étudiants en médecine formaient 30% de toute la population estudiantine. Vers la fin des années 60, les soins de santé publique à Cuba constituaient un seul système. Une des caractéristiques des années suivantes étaient des services plus cohérents et mieux organisés grâce à des programmes améliorés pour les soins de la mère et de l'enfant et à l'installation de polycliniques. Les spécialistes qui occupaient ces polycliniques étaient responsables pour des soins médicaux de première nécessité. L'intégration entre la médecine préventive et curative n'étant pas encore tout à fait mise au point et le système se basant principalement sur la médecine hospitalière, cette situation a engendré des critiques de la part d'observateurs étrangers (voir plus loin).

En 1975, le système de santé publique cubain a subi quelques réorganisations. Mise à part la décentralisation administrative, il y eut aussi une restructuration des polycliniques. Les polycliniques devenaient responsables pour les soins de santé globaux d'une zone spécifique, comprenant une population d'environ 30.000 personnes. La coordination avec les organisations de masse et le pouvoir local fut améliorée. Les soins de santé de première nécessité étaient cependant encore toujours la tâche des spécialistes, notamment les internistes, les pédiatres, les gynécologues, les accoucheurs et les dentistes. En collaboration avec le personnel infirmier, les psychologues et tout le personnel médical, ils formaient une équipe responsable des soins médicaux individuels. Les médecins généralistes, c.à.d. les médecins de famille, ne faisaient alors pas encore partie du système. Ceci s'est fait dix ans plus tard, en 1985, lors du démarrage d'un nouveau programme, nommé «Medico de la Familia». Le système de santé publique en fut profondément transformé. Une nouvelle méthode de prise en charge des soins médicaux de première nécessité fut élaborée, la tâche des polycliniques fut révisée; du point de vue administratif également, des changements s'imposaient.

Par le biais de ce programme on essaya de rapprocher encore plus la population des soins médicaux. Une équipe, comportant un médecin et un(e) infirmier(e) travaillent et habitent dans un quartier où ils sont responsables pour une population de 600 à 700 personnes (120 familles) et se chargent des soins médicaux préventifs, curatifs et autres dans leur quartier. Leur tâche ne consiste pas seulement à soigner et accompagner les malades. Ils sont responsables de l'état de santé général de chaque habitant de leur quartier. Ce qui veut dire qu'ils prêtent aussi attention aux personnes saines, ainsi qu'à l'hygiène, à la santé psychique, etc. Bien que la description de cette tâche soit plus élaborée et demande un travail plus intensif que celle du médecin de famille occidental, la population totale pour laquelle un «Medico de La Familia» est responsable demeure relativement réduite (600 à 700 personnes). Cette restriction permet de bien remplir les tâches préventives, mais on peut se demander si ces médecins de famille rencontreront différents symptômes de maladies qui leur permettraient d'acquérir l'expérience nécessaire. Il est possible, à ce sujet, qu'une révision du programme dans le futur s'impose. Un fait remarquable est qu'on implique également des personnes en bonne santé aux soins.

Ce nouveau concept enlève aux polycliniques leur fonction de centres de soins médicaux de première nécessité. Maintenant, elles jouent le rôle de support du médecin de famille, par le biais de consultations de spécialistes, de formations médicales et de services médico-techniques. 25 % de la population cubaine est en état de faire appel à un tel médecin. L'objectif pour l'an 2000 est de pouvoir disposer de 20.000 médecins de famille. La réalisation de ce projet se fait avec l'étroite collaboration des organisations de masse locales. En même temps que ce projet, on a démarré les «Circulos de Abuelos», les cercles de personnes âgées. Dans tout le pays des personnes âgées se rassemblent sur une place ou dans un parc vers huit heures du matin et pratiquent la gymnastique en groupe jusque neuf heures. Ensuite, elles bavardent, discutent l'actualité ou font une excursion. Une tentative réussie qui consiste à faire participer les personnes du troisième âge à la vie sociale.

### **La situation actuelle**

Après 31 ans de socialisme, Cuba peut faire concurrence aux pays les plus industrialisés en ce qui concerne les soins de santé. Et ceci malgré le fait que Cuba est encore toujours un pays du tiers monde. Notons l'impact impressionnant de la révolution cubaine en ce qui concerne un grand nombre de maladies infectieuses et contagieuses courantes. Des maladies comme la malaria et la polio, qui actuellement font toujours de nombreux ravages dans le tiers monde, sont totalement exterminées à Cuba. Le taux de mortalité parmi les nourrissons est descendu de 60 pour mille à 11 pour mille. L'espérance de vie s'élève à 75 ans, la plus élevée de toute la région. On peut constater que les causes de décès de ces dernières années ressemblent fortement à celles des pays occidentaux: maladies cardiaques, accidents de la route, affections pulmonaires non-infectieuses, tandis qu'avant la révolution, la plupart des cas de décès étaient dus à la malnutrition, l'infection des voies respiratoires supérieures et l'inflammation de l'estomac et des intestins. Actuellement, il y a un réseau d'hôpitaux dans tout Cuba: des hôpitaux provinciaux hautement spécialisés, des hôpitaux régionaux et des polycliniques locales. Plus de 90% de la population habite à moins d'une heure de route d'une polyclinique ou d'un hôpital. En 30 ans, le nombre de lits d'hôpitaux a grimpé de 28.536 à 59.720; le nombre de médecins de 3.000 à 31.000 (1 médecin pour 330 habitants).

Tandis qu'avant la révolution, 80% des médicaments utilisés étaient importés, maintenant 85% sont produits à Cuba même à partir de produits de base importés. 29 laboratoires se chargent du contrôle qualitatif. L'utilisation rationnelle des médicaments est considérée comme étant une priorité. D'un autre côté, on a prêté beaucoup d'attention à la recherche scientifique nationale. Ceci a mené à quelques résultats spectaculaires, notamment l'élaboration d'un vaccin contre l'hépatite B et contre la méningocoque, des médicaments provoquant la baisse du taux de cholestérol, un produit destiné au traitement des brûlures, qui fut entre autre utilisé en Union Soviétique pour le traitement des victimes de l'accident de train en Bachkirie. Il y a des recherches expérimentales en ce qui concerne le traitement de certaines maladies du système nerveux cérébro-spinal: les maladies de Parkinson, d'Alzheimer et de Huntington. En ce qui concerne le domaine médico-technique le système de soins de santé cubain n'a rien à envier aux systèmes occidentaux. Les médecins cubains disposent, ainsi que leurs collègues occidentaux, des techniques modernes, et d'appareils pour mener à bien diagnostic et traitement. Comme, par exemple, des appareils pour effectuer l'échographie, les appareils CAT-scan, des appareils servant à pulvériser des calculs rénaux et biliaires. Les scientifiques cubains ont développé la machine SUMA (Système d'Ultra Micro Analyse). Cet instrument, qui limite l'utilisation de réactifs coûteux, sert à effectuer des analyses de laboratoires et, entre autres, à diagnostiquer l'état prénatal et des affections héréditaires.

### **Cuba et le monde**

Si l'on compare plusieurs indicateurs du bien-être public, aussi bien physique que social, de Cuba avec quelques autres pays latino-américains et la Belgique, on constate que les chiffres cubains sont beaucoup plus élevés que ceux des autres pays latino-américains. Les résultats cubains sont plus proches de ceux de la Belgique bien que le PNB de la Belgique soit cinq fois plus important que celui de Cuba.

D'un point de vue scientifique, il n'est pas correct de comparer Cuba, un pays sous-développé, aux Etats-Unis développés et industrialisés. Les PNB des deux pays sont si éloignés l'un de l'autre qu'une comparaison exacte s'avère impossible. Malgré cette restriction nous aimerions tout de même éclaircir quelques chiffres américains. La mortalité parmi les nourrissons est de 10 pour mille d'après les statistiques. Parmi la population noire, le taux est encore plus élevé: 17,9 pour mille. La condition de santé des pauvres dans les grandes villes américaines se dégrade d'année en année. Ainsi, on peut constater, depuis 1988, une augmentation de 15% de cas de tuberculose aux Etats-Unis! Le nombre de cas d'oreillons, de rougeoles et de coqueluches a augmenté systématiquement. Un habitant noir de Harlem, le quartier pauvre new-yorkais, a moins de chance d'atteindre l'âge de 65 ans qu'un habitant du Bangladesh et a encore beaucoup moins de chance d'atteindre l'âge de 75 ans comme ses frères cubains. La cause réside dans les inégalités socio-économiques entre les différentes couches sociales aux Etats-Unis. Aux Etats-Unis, les pauvres n'ont qu'un accès limité aux soins médicaux qui sont encore de qualité souvent médiocre. De plus en plus de gens vivent presque les uns sur les autres, dans la pauvreté et le manque d'hygiène. Les mesures préventives de santé sont négligées parce qu'elles n'offrent pas assez de profit. Le porte-drapeau de l'Occident Libre fait mauvaise figure.

Afin de pouvoir évaluer correctement les réalisations cubaines, il ne faut pas comparer ce pays avec nos sociétés occidentales, qui ont acquis leur prospérité grâce à des siècles d'exploitation et d'oppression du tiers monde, mais bien avec le tiers monde même. Dans ce tiers monde, 14 millions d'enfants meurent chaque année, un chiffre hallucinant. Si la situation persiste, cela signifierait la mort de plus de 100 millions d'enfants l'an 2000. Comparons ceci aux réalisations de la révolution cubaine qui a déjà sauvé plus de 300.000 enfants d'une mort certaine. Et non seulement sauvé, mais leur a également apporté une existence digne d'une personne humaine. La triste réalité fut traduite de façon suivante par J. P. Grant, le directeur général de l'UNICEF: « Si, dans toute l'Amérique Latine, les soins de santé publique étaient du même niveau qu'à Cuba, plus de 700.000 enfants de cette région ne seraient pas morts dans le courant de l'année passée (1989)».

## **Et les Philippines**

Une comparaison avec les pays de l'Amérique latine semble évidente. Une comparaison avec les Philippines, par contre, n'est pas si évidente, mais n'est pas moins intéressante. Les deux pays ont beaucoup de ressemblances, bien qu'ils soient très éloignés. Ce sont des îles avec le même climat et une histoire et une population multiethnique. Les Philippines, dont la superficie est plus grande que celle de Cuba, sont constituées de différentes îles et ont une population plus hétérogène. Les deux pays sont dépendants de l'exportation du sucre. Ils ont été des colonies de l'Espagne pendant trois siècles. Et dans les deux pays, la religion principale est le catholicisme. En 1898 les Philippines, comme Cuba, sont tombés sous l'hégémonie américaine après la guerre entre l'Espagne et les Etats-Unis. L'histoire des deux pays est caractérisée par des troubles sociaux et politiques, avec une opposition et une lutte presque permanente. Pendant la première moitié du vingtième siècle, ils étaient dominés politiquement et économiquement par les Etats-Unis. La révolution cubaine y a mis fin. Les Philippines par contre sont toujours restées dépendantes de l'oncle Sam. Avant 1959, les divergences entre Cuba et les Philippines étaient insignifiantes. Ils étaient tous les deux sous-développés, pauvres, présentaient de grandes inégalités sociales ainsi que de grandes inégalités entre la ville et la campagne. Les maladies infectieuses étaient courantes et les soins de santé peu développés et inabordables. La seule différence essentielle des trente dernières années est le système politique. Et quelle est la situation de la santé publique aux Philippines ? Les chiffres parlent de soi. 70 % de la population vit sans jamais voir un médecin, ni même une infirmière. A la campagne, il n'y a qu'un médecin pour 20.000 habitants. La moitié des gens ne dispose pas d'eau pure. La mortalité infantile s'élève à 45 pour mille, selon les chiffres officiels. A la campagne, le chiffre de 100 pour mille ou même 250 pour mille n'est pas anormal. La mortalité infantile atteint les 75 pour mille chez les enfants de moins de 5 ans. Des enfants qui survivent à la campagne, 70 % sont sous-alimentés. Les Philippines présentent encore d'autres points. Une étude de l'OMS montre que les Philippines sont les premiers exportateurs d'infirmières, au niveau mondial. En ce qui concerne les médecins, ils sont les tristes titulaires d'une deuxième place.

Il est clair que les 50 années de développement socialiste à Cuba ont pu vaincre les conséquences désastreuses de 60 années d'hégémonie capitaliste. Aux Philippines par contre, les résultats de 90 années de capitalisme sont la pauvreté, des inégalités socio-économiques, une mortalité élevée et des soins de santé inaccessibles et inadéquats. L'état lamentable des soins santé aux Philippines est le résultat de l'hégémonie capitaliste, et du marché libre tant applaudi.

### **Soins de santé à Cuba: un service modèle ou un moyen de contrôle social - ou les deux?**

C'est le titre d'un article publié par David Werner. Ce dernier, biologiste de formation, a travaillé quatorze ans dans le secteur de la santé au Mexique. Grâce à ses ouvrages, «Where there is no doctor» et «Helping health Workers learn», il est devenu mondialement célèbre dans les années 70 dans les cercles de l'OMS et les soins médicaux. Encore aujourd'hui, il est, en tant que directeur de la Hesperian Foundation, un promoteur des soins de santé de base. En 1978, il passa onze jours à Cuba. Comme le titre de son article le laisse entendre, il en revint avec des sentiments partagés.

«Pour tout qui a vécu et travaillé parmi les pauvres d'Amérique latine, Cuba paraît être - du moins au début -, comme un rêve impossible qui serait devenu réalité». Comme beaucoup d'autres observateurs internationaux, lui aussi est impressionné par les réalisations cubaines dans le domaine de la santé. Il formule ensuite un certain nombre de critiques du système. Nous en exposons les plus importantes.

1. Les soins de santé à Cuba ont été dès le début fondés sur la médecine hospitalière (avec comme conséquence une attention particulière pour la médecine curative) et portés principalement par des médecins. Contrairement à la Chine, qui a opté pour le modèle des «médecins aux pieds nus», par lequel on forme les paysans aux soins de santé de base et on leur donne des responsabilités dans leur région. Ainsi peut-on faire en sorte que les soins de santé ne soient plus le monopole des médecins, mais soient plus proches de la population. A Cuba, les soins de santé restent une tâche de médecins, les infirmiers ne jouent qu'un rôle exécutif et la population n'est pas éduquée à prendre elle-même en charge des responsabilités médicales. Cette considération amène Werner à la conclusion que les soins de santé à Cuba, malgré leurs réalisations, sont restés un système dans lequel le peuple est encore dépendant. A vrai dire, non pas dépendant d'une classe de médecins élitistes qui en tirerait profit, mais dépendant de l'Etat qui notamment à travers les soins de santé, exerce un contrôle social sur la population.

2. Une deuxième critique fondamentale est que ce système cubain absorbe beaucoup d'argent. On peut se demander à ce propos si l' on n'aurait pas pu obtenir les mêmes résultats d'une façon différente et moins coûteuse et affecter l'argent à d'autres priorités. Car malgré le fait que les soins de santé soient ouvertement gratuits pour la population, il reste cependant que la population doit payer d'une manière ou d'une autre pour ces services.

Nous voulons ajouter à ces considérations critiques quelques réflexions:

1. Comme nous l'avons déjà mentionné précédemment, les améliorations spectaculaires dans la situation de la santé de la population sont principalement à attribuer aux profondes transformations socio-économiques qui ont été réalisées après la révolution. Une deuxième option importante que prit Cuba est et reste la priorité accordée aux soins de santé et la décision de rendre ceux-ci accessibles et gratuits pour toutes les couches de la population. C'est surtout grâce à ces règles que l'on a pu apporter une amélioration à la situation sanitaire. Dans ce cadre, la discussion sur le système de santé que l'on peut le mieux mettre en vigueur est d'un intérêt secondaire.

2. D'un point de vue historique, il faut comprendre que Cuba a basé le développement du système des soins de santé sur le modèle occidental. Les soins de santé à Cuba, avant la révolution, étaient déjà fondés sur celui-ci. Au lieu de le transformer radicalement, on l'a développé et perfectionné. Les liens étroits avec les pays de l'Est après la révolution ont entraîné l'adoption du système tchécoslovaque (développé dans une société déjà industrialisée).

3. On ne peut pas non plus perdre de vue l'attention que le système cubain a toujours porté aux mesures de prévention et à l'évolution qu'elles ont connues. Contrairement aux pays industrialisés - qui consacrent de plus en plus leur attention ces dernières années aux soins médicaux spécialisés (les soi-disant deuxième et troisième lignes) -, Cuba a opté avec évidence pour le renforcement de la médecine de première nécessité. Avec comme composante essentielle le programme «Medico de la Familia».

4. Lorsqu'un Etat prend de telles responsabilités pour la santé de la population, des tendances à la passivité et à la dépendance interviennent inévitablement. A Cuba, on a plusieurs fois incité la population à y prendre une participation active. En témoignent les grandes campagnes des premières années. Sans la participation du peuple, cela n'aurait pu être réalisé. En 1962, par exemple, 70.000 volontaires participèrent à la campagne de vaccination contre la poliomyélite. Le programme des médecins familiaux fut lui aussi mis sur pied avec la participation active de la population. Ce fut toujours avec du travail volontaire, pris sur le temps libre, que furent construits les centres de consultation et les locaux de l'équipe.

Il reste encore la question de savoir s'il est raisonnable pour un pays du tiers-monde comme Cuba d'investir beaucoup d'énergie et de moyens dans la recherche technologique de pointe. Pour cela, il faut tenir compte du fait que les besoins de santé de la population se transforment avec les années. Les nouvelles configurations des maladies de ces dernières années exigent une approche plus spécialisée. Il serait aussi illogique de s'occuper de l'amélioration du système de soins de première nécessité et de n'accorder aucune attention à celle des soins de santé spécialisés. Avec l'embargo économique imposé par les Etats-Unis auquel le pays est confronté depuis trente ans, il n'est pas si facile de bénéficier des développements du monde occidental. Les Etats-Unis refusent toujours d'entretenir des relations suivies avec Cuba, même sur le terrain médical. Et ils exercent aussi une pression sur les autres pays occidentaux et les multinationales pour qu'ils appliquent également cet embargo. Les Cubains étaient donc obligés de mettre sur pied leurs propres recherches s'ils voulaient réaliser leurs objectifs.

Enfin, l'objectif de Cuba est aussi de devenir une autorité en matière de soins de santé. Une autorité qui soit en mesure de se préoccuper de la connaissance médicale et de la technologie dont le tiers monde a besoin. C'est pour lui un devoir qu'il veut remplir à l'égard des autres pays du tiers monde.

## **Conclusion**

En un temps relativement court, Cuba est parvenu à améliorer très sensiblement la situation sanitaire de sa population. Une réalisation qui n'est pas seulement le résultat de l'extension de la structure sanitaire. Comme nous l'avons annoncé au début de cet article, les transformations socio-économiques intervenues depuis la révolution y ont contribué pour une part importante. Lorsqu'on se fixe comme but de mettre sur pied des soins de santé efficaces et gratuits, toute la société doit y collaborer. Grâce à son système socialiste, Cuba a atteint cet objectif.

## **Notes :**

(1) OMS: Organisation Mondiale de la Santé.

(2) L'espérance de vie: le nombre d'années, en moyenne, qu'un nouveau-né vivra tenant compte des risques de mortalité présents au moment de sa naissance.

(3) Mortalité maternelle: le nombre de cas de décès, sur base annuelle, dû à des causes de grossesse.

(4) Mortalité parmi les nourrissons : le nombre de cas de décès, sur une population de mille enfants né vivants, parmi les enfants de moins d'un an.

(5) Parasite: un organisme animal ou végétal qui se nourrit aux dépens d'un autre organisme (p. ex. l'être humain) sur lequel il a une influence néfaste.

(6) La plaidoirie de défense prononcée lors de son procès, après l'assaut de la caserne de Moncada par les révolutionnaires le 26 juillet 1953.

## Fédéralisme et mouvement ouvrier Réflexions sur la grève de 60-61

(Johnny Coopmans)

Cette année, il y a trente ans qu'a eu lieu la grève de 60-61. Après coup on peut dire que lorsqu'André Renard, en pleine grève, lance le mot d'ordre de fédéralisme, il détermine non seulement l'issue de la grève mais il est en quelque sorte à la base d'un mouvement de masse sur ce thème dans les années soixante. Au point que nous allons assister à la chute de plusieurs gouvernements sur des questions linguistiques: en 1966, VDB sur «Leuven Vlaams», en 1973, Eyskens I sur les Fourons, en 1974, Leburton sur Ibramco, en 1978, Tindemans sur le pacte d'Egmont et en 1987, Martens sur les Fourons à nouveau. Ensuite il y aura scission, l'un après l'autre de tous les partis traditionnels (Le PSC-CVP en 1967, le Parti Libéral en 1974 et le PSB en 1978); la régionalisation des syndicats et une réforme de l'Etat en plusieurs phases dont la plus importante, fut celle de 1988 qui affectera 40 % des masses budgétaires aux exécutifs régionaux et communautaires.

Des dizaines de milliers de travailleurs, principalement en Wallonie, se sont enthousiasmés pour le fédéralisme et les réformes de structures anti-capitalistes, bien que Renard même n'ait jamais utilisé le terme anti-capitaliste. «André Renard, en fait, va jouer sur l'ambiguïté du programme des réformes de structure. Il parle à certains moments de la nécessité de remédier aux déficiences du système capitaliste grâce aux réformes aménageant les structures de ce dernier. A d'autres moments, il n'hésite pas à parler de réformes devant ébranler le système et permettre à terme d'en abattre les structures. Cette ambiguïté permettra d'ailleurs, par la suite, à ceux qui polémiqueront sur ce thème, d'opposer le contenu néocapitaliste au contenu anticapitaliste de ces réformes, expressions qu'André Renard n'a cependant jamais utilisé.» (1)

Depuis 1988, le PS wallon est passé, selon les dires de son président Guy Spitaels «du fédéralisme revendiqué au fédéralisme assumé». Après trois ans, il est temps de voir s'il s'agit là d'un bouleversement à la Copernic, ou bien d'une fata morgana désastreuse, qui a dégoûté pour des générations les travailleurs de combats révolutionnaires.

### La pensée fédéraliste et les thèses marxistes-léninistes

1. Contrairement aux anarchistes qui caressent l'idée fédéraliste, les marxistes sont avant tout centralistes «Marx s'accorde avec Proudhon en ce sens que tous deux sont pour la «démolition» de la machine d'Etat actuelle. Cette similitude du marxisme avec l'anarchisme (avec Proudhon comme avec Bakounine), ni les opportunistes ni les kautskistes, ne veulent l'apercevoir, car sur ce point, ils sont éloignés du marxisme.

Marx est en désaccord et avec Proudhon et avec Bakounine précisément à propos du fédéralisme (sans parler de la dictature du prolétariat). Les principes du fédéralisme découlent des conceptions petites-bourgeoises de l'anarchisme. Marx est centraliste. Et, dans les passages cités de lui il n'existe pas la moindre dérogation au centralisme. Seuls des gens imbus d'une foi superstitieuse» petite-bourgeoise en l'Etat peuvent prendre la destruction gouvernementale bourgeoise pour la destruction du centralisme! » (2)

«Comme s'il avait prévu la possibilité d'une déformation de sa doctrine, Marx souligne à dessein que c'est commettre sciemment un faux que d'accuser la Commune d'avoir voulu détruire l'unité de la nation et supprimer le pouvoir central. » (3)

En Belgique les idées de Proudhon (4) ont eu une grande influence au 19ème siècle, au point que lors de la constitution de la 1ère Internationale, l'aile belge est proudhonienne (5). Vers la fin de la 1ère Internationale, lorsqu'en 1872, Marx affronte Bakounine, la section belge choisit l'aile anarchiste de l'Internationale (6). Lors des premières dizaines années d'existence du POB -un conglomérat de coopératives, syndicats et cercles d'intellectuels bourgeois éclairés- un combat dur fut mené contre les

syndicats «anarchistes» qui refusèrent de se grouper et de se reconnaître sur le plan parlementaire, dans le POB. Si dans les années trente le mouvement syndical socialiste était plus à droite encore que le Parti, par un effet de bascule, suite à la trahison fasciste de Henri de Man, Président du POB, l'aile anarcho-syndicaliste d'André Renard, plus à gauche, inspirera les statuts de la FGTB d'après guerre. Mais d'une certaine façon on peut dire que Renard, à la fin de sa vie, a fait aboutir le mouvement anarcho-syndicaliste à une formule réformiste la plus plate: le fédéralisme, dont le capitalisme s'accommode, le plus simplement du monde.

2. Les marxistes se réjouissent du progrès historique que constitue la formation de nations et pays indépendants centralisés, par rapport au morcellement féodal. C'est dans le cadre de ces états centralisateurs, que la lutte de classe peut se dérouler de la façon la plus claire et la plus résolue.

«Les marxistes sont, bien entendu, hostiles à la fédération et à la décentralisation pour cette simple raison que le développement du capitalisme exige que les Etats soient les plus grands et les plus centralisés possibles. Toutes conditions étant égales, le prolétariat conscient sera toujours partisan d'un Etat plus grand. Il luttera toujours contre le particularisme médiéval et verra toujours d'un oeil favorable se renforcer la cohésion économique de vastes territoires sur lesquels pourra se développer largement la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie.» Et encore: «Aussi longtemps et pour autant que diverses nations constituent un seul Etat, les marxistes ne préconiseront en aucun cas ni le principe fédératif, ni la décentralisation. Un grand Etat centralisé constitue un énorme progrès historique conduisant du morcellement moyenâgeux à la future unité socialiste du monde entier, et il n'y a pas, il ne peut y avoir d'autre voie vers le socialisme que celle passant par un tel Etat (indissolublement lié au capitalisme).» (7)

Le marxisme-léninisme reconnaît également l'existence de l'oppression nationale, exige l'égalité de traitement des nationalités et le droit à la séparation. «Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes signifie exclusivement leur droit à l'indépendance politique, à la libre séparation d'avec la nation qui les opprime. Concrètement, cette revendication de la démocratie politique signifie l'entière liberté de propagande en faveur de la séparation et la solution de ce problème par la voie d'un référendum au sein de la nation qui se sépare. Ainsi, cette revendication n'a pas du tout le même sens que celle de la séparation, du morcellement, de la formation de petits Etats. Elle n'est que l'expression conséquente de la lutte contre toute oppression nationale.» (8)

Mais s'il y a des nationalités opprimées en Belgique, il s'agit aujourd'hui essentiellement de la population immigrée, qui est privée de tout droit politique. Jusqu'aux années trente, un mouvement d'émancipation en Flandre luttait, à juste titre pour le droit de recevoir son enseignement, notamment universitaire dans sa propre langue. Mais dans la Belgique de 1991, il n'y a plus d'oppression nationale entre Flamands, Wallons et Bruxellois.

Si le fédéralisme ne se justifie pas en Belgique pour des causes d'oppression nationale, d'aucun le défendent comme un pas vers le socialisme.

Lénine insiste sur le fait que le capitalisme s'accommode de quelque réforme politique que ce soit. «La domination du capital financier, comme celle du capital en général, ne saurait être éliminée par quelque transformation que ce soit dans le domaine de la démocratie politique; or, l'autodétermination se rapporte entièrement à ce domaine.» (9). Et dans le même texte de fond, il oppose explicitement cette autodétermination de la réforme petite-bourgeoise du fédéralisme. «Reconnaître le droit à l'autodétermination n'équivaut pas à reconnaître le principe de la fédération. On peut être un adversaire résolu de ce principe et être partisan du centralisme démocratique, mais préférer la fédération à l'inégalité nationale, comme la seule voie menant au centralisme démocratique intégral.» (10).

Lénine est seulement pour le fédéralisme dans une situation d'inégalité nationale, comme la Flandre la connaissait avant la deuxième guerre mondiale. Mais même dans ce cas, Lénine considère le

fédéralisme uniquement comme un moyen, pour supprimer l'inégalité nationale et pour organiser ensuite plus fermement le centralisme démocratique au niveau de l'Etat.

On ne doit pas opposer fédéralisme et large autonomie locale, d'un côté et centralisme et bureaucratisme de l'autre. «Mais ce centralisme démocratique, Engels ne l'entend nullement au sens bureaucratique que lui donnent les idéologues bourgeois et petits-bourgeois, dont, parmi ces derniers, les anarchistes. Le centralisme, pour Engels, n'exclut pas du tout une large autonomie administrative locale qui, à condition que les «communes» et les régions défendent de leur plein gré l'unité de l'Etat, supprime incontestablement tout bureaucratisme et tout «commandement» par en haut.» C'est pourquoi Engels propose de formuler le programme sur l'autonomie de la façon suivante: «Administration autonome complète dans la province, le district et la commune par des fonctionnaires élus au suffrage universel. Suppression de toutes les autorités locales et provinciales nommées par l'Etat.»(11), (12).

3. Le fédéralisme serait plus démocratique que l'Etat centralisé. Lénine et Engels déjà bien avant lui-considère la création d'un stade intermédiaire entre le citoyen et l'Etat central, comme une entrave au démocratisme conséquent.

«Il importe éminemment de noter qu' Engels, faits en main, réfute, par un exemple d'une parfaite précision, le préjugé fort répandu, surtout parmi la démocratie petite-bourgeoise, selon lequel une république fédérative implique forcément plus de liberté qu'une république centralisée. Cela est faux. Les faits cités par Engels, relatifs à la République française centralisée de 1792-1798 et à la République fédérative suisse, réfutent, cette assertion. La république centralisée vraiment démocratique offrait PLUS de liberté que la République fédérative. Autrement dit le MAXIMUM de liberté locale, régionale ou autre connue de l'histoire a été assuré par la république CENTRALISEE, et non par la république fédérative.» Voici le passage de Engels auquel Lénine se réfère: «Deux points distinguent un Etat fédéral d'un Etat unitaire: c'est d'abord que chaque Etat fédéré, chaque canton possède sa propre législation civile et pénale, sa propre organisation judiciaire; c'est, ensuite, qu'à côté de la Chambre du peuple, il existe une Chambre des représentants des Etats, où chaque canton, petit ou grand, vote comme tel.» (11)

Le fédéralisme, promet une plus grande démocratie, grâce au jeu de contre-pouvoir, par rapport au pouvoir central, que jouerait la fédération. Les pouvoirs des uns seraient neutralisés par les pouvoirs des autres au profit des citoyens. C'est une capitulation petite-bourgeoise par rapport au problème de la destruction de l'Etat bourgeois. On veut le détruire progressivement, par bribes et morceaux, par un détour: la création d'un pouvoir intermédiaire. Le pouvoir au niveau national est présenté comme devenu dérisoire, l'Etat au niveau régional comme neutre, au service de toutes les classes de la nation.

Le premier Etat capitaliste à avoir pratiqué le fédéralisme fut les Etats-Unis. C'est la Convention de Philadelphie en 1787, qui, inspirée par Alexander Hamilton, adopta une constitution fédéraliste. D'abord ce fut un fédéralisme des bourgeois blancs. Après le massacre des populations indiennes autochtones et l'instauration de l'esclavage des Noirs, les Etats-Unis furent aussi le résultat d'une série d'annexions de peuples américains. Mais un spécialiste de ce fédéralisme américain devait avouer : «Or, longtemps, la doctrine classique du fédéralisme dualiste n'a été que la protection, plus ou moins hypocrite, du capitalisme libéral, défendu par les autorités judiciaires. Après la période initiale, il s'est beaucoup moins agi, au XIXe siècle, de maintenir l'équilibre idéal que la constitution avait prétendu établir entre la Fédération et les Etats membres, que d'interdire l'intervention de tout pouvoir public dans le domaine considéré comme devant être réservé à l'initiative privée, il s'agit donc pour la Cour suprême de s'opposer à la fois aux interventions économiques des Etats membres et du pouvoir fédéral.» (13). Il dit encore "Il y a bien parfois, au Sénat, des voix qui s'élèvent avec beaucoup de force, pour la défense des droits des Etats, mais tout le monde sait qu'il s'agit en réalité pour certains sénateurs de défendre les intérêts économiques, politiques ou idéologiques qui dominent dans leur Etat." (14)

4. Le fédéralisme est contraire à la nécessité de l'unité de la classe ouvrière dans la lutte contre ses ennemis de classe. La devise du capitalisme est: plus grande est la division des travailleurs, plus grande est l'union du capital international.

« Les capitalistes et les grands propriétaires veulent à tout prix diviser les ouvriers des différentes nations; mais pour leur part, les grands de ce monde vivent en parfaite intelligence, comme les actionnaires d'«affaires» qui «rapportent» des millions (...), qu'ils soient orthodoxes ou juifs, Russes ou Allemands, Polonais ou Ukrainiens, tous ceux qui possèdent un capital exploitent à qui mieux mieux les ouvriers de toutes les nations. Les ouvriers conscients sont pour l'unité complète des ouvriers de toutes les nations au sein de toutes les organisations ouvrières, qu'elles soient éducatives, syndicales, politiques, etc.» (15).

Lénine s'oppose à l'autonomie nationale culturelle parce qu'elle divise essentiellement le prolétariat des différentes nationalités. «Le défaut essentiel de ce programme, son défaut de principe, c'est qu'il s'efforce de mettre en pratique le nationalisme le plus raffiné et le plus absolu, poussé jusqu'à son terme: chaque citoyen se fait inscrire dans une nation ou une autre, et chaque nation forme un tout juridique, ayant tout pouvoir d'imposer des charges fiscales à ses membres, possédant un parlement national (diète) et des «secrétaires d'Etat» nationaux (ministres).» (16). «Les socialistes combattent les manifestations de toute espèce, grossières et subtiles, du nationalisme bourgeois. C'est précisément une des manifestations que le mot d'ordre d' "autonomie nationale culturelle", qui unit le prolétariat et la bourgeoisie d'une même nation, et divise le prolétariat des différentes nations.» (17)

Par ailleurs, l'autonomie culturelle, sous le régime capitaliste ne peut être que l'autonomie pour la culture bourgeoise. « Lénine, en effet, qualifiait le mot d'ordre de culture nationale sous la domination bourgeoise, de mot d'ordre réactionnaire. Mais pouvait-il autrement? Qu'est-ce que la culture nationale sous la domination de la bourgeoisie nationale? C'est une culture bourgeoise par son contenu et nationale dans sa forme, ayant pour but d'intoxiquer les masses du poison du nationalisme et d'affermir la domination de la bourgeoisie.» (18)

Face à la division, Lénine plaide pour la plus étroite union des travailleurs, aussi au niveau de leurs organisations diverses.

«Ainsi, tout l'ensemble des conditions économiques et politiques de Russie exige de la social-démocratie qu'elle pratique inconditionnellement la fusion des ouvriers de toutes nationalités au sein de toutes les organisations prolétariennes sans exception (politiques, syndicales, coopératives, éducatives, etc). Pas de fédération dans la structure du Parti, pas de constitution de groupes social-démocrates nationaux, mais unité des prolétaires de toutes les nations dans une localité donnée, propagande et agitation dans toutes les langues du prolétariat du lieu, lutte commune des ouvriers de toutes les nations contre tous les privilèges nationaux, quels qu'ils soient, autonomie des organisations locales et régionales du Parti.» (19)

Un exemple historique des dégâts que peuvent occasionner les idées anarchistes de morcellement est donné par Engels dans le cas de l'Espagne.

«Il faut ajouter que, depuis des années, les bakounistes avaient prêché que toute action révolutionnaire de haut en bas est funeste, que tout doit être organisé et exécuté de bas en haut. Et voilà que maintenant l'occasion s'offrait d'appliquer de bas en haut le célèbre principe de l'autonomie, au moins dans certaines villes! Il ne pouvait en être autrement: les ouvriers bakounistes mordirent à l'hameçon et tirèrent les marrons du feu pour les intransigeants, pour en être récompensés ensuite, comme toujours, par leurs alliés, à coups de pied et de balles de fusil. Quelle était donc la position des membres de l'Internationale bakouniste dans tout ce mouvement? Ils avaient aidé à lui donner le caractère du morcellement fédéraliste, ils avaient réalisé autant qu'il était possible leur idéal de l'anarchie. Ces mêmes bakounistes qui, peu de mois auparavant, à Cordoue, avaient déclaré que l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire était une trahison et une duperie des ouvriers, siégeaient à présent dans

tous les gouvernements révolutionnaires des villes d'Andalousie, mais partout en minorité, de telle sorte que les intransigeants pouvaient faire tout ce qu'ils voulaient. Mais non. Le fédéralisme des intransigeants et de leurs suiveurs bakounistes consistait justement en ce que chaque ville agisse de son propre chef, et déclare que ce qui importait avant tout n'était pas l'action commune avec les autres villes mais la séparation d'avec elles, ôtant ainsi toute possibilité d'attaque générale.» (20)

Un autre exemple historique est commenté par J. Staline, il s'agit des résultats de la politique d'autonomie nationale du Parti social-démocrate autrichien adoptée en 1897.» Après le congrès du parti de Brünn (1899), qui adopta l'autonomie nationale, le morcellement s'accrut encore. Enfin, les choses en sont arrivées au point qu'au lieu d'un parti international unique, il en existe maintenant six nationaux, dont le Parti social-démocrate tchèque qui ne veut même pas avoir affaire à la social-démocratie allemande. Mais aux Partis sont liés les syndicats. (...) les syndicats se sont également divisés par nationalités. Maintenant il n'est pas rare de voir les choses en venir au point que les ouvriers tchèques brisent la grève des ouvriers allemands ou participent aux élections municipales avec les bourgeois tchèques contre les ouvriers allemands.» (21), (22)

5. Lénine y voit une capitulation pour la lutte révolutionnaire du renversement de l'Etat capitaliste: «Une rêverie opportuniste de ceux qui ont perdu tout espoir de voir créer des institutions démocratiques conséquentes et qui cherchent une issue aux querelles nationales de la bourgeoisie dans un particularisme artificiel réunissant le prolétariat et la bourgeoisie de chaque nation sur certaines questions (les questions culturelles).» (23)

Le fédéralisme est une des multiples formes que l'Etat bourgeois peut prendre. L'économie capitaliste, avec ses lois de profit maximum, formation de monopoles, concurrence, peut s'adapter à toutes les formes d'Etat bourgeois: aussi bien au fédéralisme, qu'à l'unitarisme, aussi bien au fascisme, à la monarchie et à la république. Seules certaines fractions de la bourgeoisie veulent présenter le fédéralisme, comme une potion magique qui pourrait résoudre les questions essentielles. Mais c'est parce que les marxistes cherchent les meilleures conditions pour entamer la lutte pour la révolution socialiste, qu'ils préfèrent la république démocratique. Ils ne sont donc pas indifférents à ces différentes formes et choisissent celle qui garantit la plus grande liberté pour organiser la lutte de classe.

### **Socialisme ou collaboration de classe**

1. Le fédéralisme et la conception de l'Etat. Pour Spitaels, Président du Parti Socialiste, les compétences essentielles de l'Etat capitaliste restent nationales, ou seront transférées au niveau européen. «Dans chacun de nos Etats, le pouvoir central doit conserver ses responsabilités essentielles: les départements d'autorité, le cadre juridique de l'activité économique et de la vie privée, la sécurité sociale. Les entités doivent avoir de vastes attributions en matière de politique industrielle, d'infrastructures, de culture, d'éducation, d'énergie et d'agriculture par exemple. Par ailleurs, d'importantes compétences devraient être exercées au niveau supranational. Ceci concerne d'abord les matières que les Etats contrôlent de moins en moins: la politique macro-économique, la monnaie, la fiscalité, l'environnement. Le même raisonnement devrait être appliqué aux matières pour lesquelles les Etats nationaux ne disposent plus de ressources adéquates: la défense, le soutien aux technologies de pointe.» (24). En fait, par rapport à ce qui est transféré ou maintenu à d'autres niveaux, les pouvoirs politiques et économiques essentiels restent nationaux ou transnationaux. Rien n'est changé à leur caractère capitaliste.

La meilleure preuve que le fédéralisme n'a rien de socialiste est bien ce que Spitaels déclare: " Le fédéralisme est la forme d'organisation politique la plus répandue dans les Etats démocratiques. Bien évidemment, les Etats-Unis et la République Fédérale d'Allemagne constituent les illustrations les plus connues." (25)

Le fédéralisme tel qu'il est pratiqué en RFA, aux Etats-Unis, ne touche d'ailleurs en rien les fonctions essentielles de l'Etat central: la monnaie, la justice, l'appareil de répression.

2. Le fédéralisme n'est pas le progrès social. Le fédéralisme reste essentiellement une revendication jusqu'en 1988, lorsque 40 % du budget est transféré vers les régions. Par la suite, il a fallu l'assumer, c'est à dire faire accepter par la population laborieuse wallonne, une politique d'austérité, une rigueur dite «de gauche».

Il y a la démolition progressive des services publics par des pertes d'emplois et la dégradation du statut des agents. Pensez aux travailleurs de la Ville de Liège et aux enseignants. Dans ce dernier conflit, la Communauté a tenté de régler le problème du pouvoir d'achat, par l'octroi de chèques-repas. Cela prouve une volonté politique de démontage systématique de la sécurité sociale.

Ce qu'on est allé chercher chez les petits, on l'a donné aux gros. Un exemple assez significatif: de 1987 à 1989, les profits des entreprises ont augmenté de 32%, tandis que l'impôt perçu sur ces bénéficiaires n'a progressé que de 12,6%. **(26)**

3. Les fédéralistes prétendent que leur système est plus démocratique, qu'un système centralisé. Guy Spitaels, président du PS appelle le fédéralisme «une forme moderne de la démocratie». « L'instauration de structures fédérales constitue en effet un des meilleurs moyens de garantir l'efficacité de l'action publique. La supranationalité permet de renforcer l'Etat là où il est faible, c'est à dire là où les forces du marché le dépassent. La régionalisation permet de contrôler l'Etat là où il est fort, c'est à dire dans les rapports avec l'individu. L'idée fédérale entretient en réalité des rapports très étroits avec le principe même de la démocratie. Nous l'avons un peu oublié. Le partage du pouvoir est au coeur du fédéralisme.» **(27)**

Or on peut constater que depuis l'affaire des tueries du Brabant Wallon et des CCC, on a assisté à une concentration et coordination des forces de répression sans précédent en Belgique. Ce renforcement national cadre dans un renforcement au niveau européen, suite aux accords de Schengen. On peut difficilement parler d'affaiblissement des rapports de force de l'Etat envers les individus. Le contrôle du citoyen sur l'appareil de répression est quasi nul. Lors de la crise du Golfe, il y a même eu tentative d'interdire des manifestations qui défendent une autre opinion que celle du gouvernement belge.

4. Le fédéralisme comme courant politique apparaît plutôt comme un tremplin vers la collaboration de classe au niveau régional, voire sous-régional. Les forces vives (patronat, monde politique et syndical) s'unissent pour rafler des commandes, ou l'implantation de nouvelles usines du voisin. «(...) Le fédéralisme ne serait-il autre chose qu'un objectif en soi aux yeux de dirigeants politiques davantage attirés par la perspective élargie de nouvelles zones du pouvoir? Le pouvoir pour le pouvoir, mais pas pour un projet de société.» **(28)**

Fondamentalement, la réforme fédéraliste assure une «cohésion» de type nationaliste au sein de chaque région, afin de diviser les classes travailleuses du pays, en les rendant à chaque fois solidaires de «leurs» bourgeoisies locales. Elle permet à celle-ci d'assurer la compétitivité par une austérité moins contestée et plus efficace.

J.-M. Dehousse du Parti Socialiste a été le premier président de l'exécutif wallon, de 1981 à 1985. Il déclara: «Je suis prêt à m'allier avec le diable pour réussir La Wallonie!» **(29)** Un journaliste demanda en 1983 à Michel Vandestruck, alors directeur de la FN, et président de l'Union Wallonne des Entreprises: « Que répond l'UWE à M. Dehousse qui tend depuis quelque temps la main au secteur privé, dont-il découvre depuis quelque temps les mérites et l'efficacité? » Vandestruck répondit: «L'ouverture de M. Dehousse me paraît très intéressante.» **(30)**

5. Le fédéralisme amène la division de la classe ouvrière. Dès le début 1961, André Renard appelle à la scission du mouvement syndical: «Les structures unitaires, tant étatiques que syndicales, sont

l'obstacle et au socialisme et à l'expansion économique, les deux étant plus que jamais condition l'un de l'autre.» (31). Jean-Maurice Dehousse a formulé à merveille cette position en disant qu'il se sentait plus proche d'un patron wallon, que d'un syndicaliste flamand (32).

La voie fédéraliste a été un grand détour inutile et néfaste pour l'unité des travailleurs des différentes régions de notre pays. Récemment nous avons pu assister à un grand combat de la communauté éducative en Wallonie et à Bruxelles, tandis qu'en Flandre l'enseignement continuait à être donné paisiblement. Pourtant chacun sait que l'enseignement en Flandre connaît exactement les mêmes problèmes. Une grève nationale des enseignants aurait eu plus de poids et aurait pu forcer d'importantes décisions gouvernementales.

Le capitalisme belge et international se concentre de plus en plus. Toutes les décisions importantes pour l'économie du pays, que ce soit pour la Flandre, Bruxelles ou la Wallonie, sont prises dans des conseils d'administration de quelques grands holdings et multinationales. Que ce soit en Wallonie ou en Europe, c'est aux banques, holdings et multinationales, qu'il faut s'en prendre, ce que les dirigeants socialistes ne veulent manifestement pas. (33)

## 6. Fédéralisme et Europe 92.

Les compétences-clés, définies comme neutres par Guy Spitaels, bien qu'elles constituent les caractéristiques essentielles du pouvoir d'Etat capitaliste - c'est à dire la défense, la répression, la monnaie, la protection de la propriété privée - seront transférées plus tard à l'Europe des multinationales. Les socialistes reconnaissent que l'environnement européen, ne donnera aucune marge de manoeuvre sérieuse pour une politique progressiste. Le député PS Santkin, spécialiste en économie, le formule comme suit: «En outre, toute politique de relance s'inscrit dans le contexte mondial, qui se caractérise par une concurrence de plus en plus âpre sur les marchés extérieurs et un retour vers un protectionnisme des grands blocs économiques mondiaux. Enfin la politique de la région doit inévitablement s'inscrire dans un contexte européen (...) Par ailleurs, le capital de nombreuses entreprises wallones se trouve, surtout depuis la transformation de la Société Générale, sous le contrôle de firmes étrangères, notamment françaises, dont les centres stratégiques et de décision sont à l'étranger. De manière générale d'ailleurs, il nous faut tenir compte du fait que les logiques du profit et du dynamisme d'entreprise ne recouvrent pas toujours, bien entendu, la logique de reconversion et de remaillage du tissu industriel sur le même territoire.» (34)

Depuis la grève de 60-61, l'argument clé pour appuyer, dans le mouvement ouvrier et syndical, la revendication fédéraliste a toujours été que la Wallonie doit s'affranchir de la tutelle de droite du CVP flamand. Ensuite qu'elle pourrait mener sous direction socialiste, une politique progressiste. La direction du Parti Socialiste prône le fédéralisme, pour être «maître chez soi», pour avoir une meilleure prise sur l'utilisation des finances publiques. Mais Santkin fait un aveu: ce que le PS a récupéré du niveau national, lui glisse hors des mains vers l'Europe 92! Tout reste strictement dans le cadre de la logique du profit capitaliste.

## Notes :

- (1) J. Neuville, J. Yerna, Le choc de l'hiver 60-61, Pol-His, 1990, p. 55-56
- (2) V. Lénine, L'Etat et la Révolution, 1917, Edition du Progrès Moscou, p. 464 tome 25
- (3) V. Lénine, ibidem, p.465
- (4) Proudhon s'est converti au fédéralisme dans les années 1847-52 et sa première prise de position selon ce principe est de taille et concerne une question suisse. «En septembre 1845, les sept cantons catholiques de la Confédération avaient formé entre eux une ligue-le Sonderbund - pour protester contre une décision du Grand Conseil Fédéral. Celui-ci, violant les droits des cantons en matière de liberté religieuse, avait décidé l'expulsion des jésuites sur tout le territoire de la Suisse. En fait, il s'agissait d'un prétexte et le véritable enjeu se trouvait dans l'opposition entre les tenants des libertés ancestrales et ceux du radicalisme centralisateur, influencés par les idées françaises.» Le fédéralisme de P.J. Proudhon, Bernard Voyenne, Presses d'Europe, 1973, p. 93. Proudhon appuyait ici donc clairement des forces réactionnaires contre des forces progressistes.  
N'en déplaise au socialisme et syndicalisme belge, qui fut largement influencé par lui, Proudhon était un farouche adversaire des grèves. « La grève des ouvriers est illégale. Et ce n'est pas seulement le Code Pénal qui dit cela, c'est le système économique, c'est la nécessité de l'ordre établi. Que chaque ouvrier individuellement ait la libre disposition de sa personne et de ses bras, cela peut se tolérer: mais que les ouvriers entreprennent par des coalitions de faire violence au monopole, c'est ce que la société ne peut permettre.» Cité dans «Misère de la philosophie» K. Marx, 1847, Karl Marx, Oeuvres I, Bibliothèque de la Pléiade, Editions Gallimard, 1965,p. 132
- (5) G. Van Meir, De geschiedenis van de BSP, 1974, p. 11.
- (6) G. Van Meir, ibidem, p. 15.
- (7) V. Lénine, Notes critiques sur la question nationale, 1913, Editions du Progrès, p. 39, tome 20.
- (8) V. Lénine, La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, 1916, Editions du Progrès, Moscou, p. 158-159, tome 22.
- (9) V. Lénine, ibidem, p. 157.
- (10) V. Lénine, ibidem, p. 159.
- (11) V. Lénine, L'Etat et la Révolution, 1917, tome 25, p. 482-485.
- (12) N'en déplaise qu'il y ait le fédéralisme en Belgique, les bourgmestres sont encore toujours nommés par le Roi!
- (13) Mathiot et d'autres, Le Fédéralisme, P.U.F., 1956, p. 258.
- (14) Mathiot, ibidem, p. 274.
- (15) V. Lénine, La classe ouvrière et la question nationale, 1913, tome 19, p. 86.
- (16) V. Lénine, Notes critiques sur la question nationale, 1913, tome 20 p. 26-27.
- (17) V. Lénine, Projet de plate-forme pour le IV e Congrès, 1913, tome 19, p. 114.
- (18) J. Staline, A propos des déviations dans la question nationale, rapport du 27 juin 1930, dans «Le marxisme et la question nationale et coloniale», Editions Norman Béthune, Paris, 1974, p.336.
- (19) V. Lénine, Thèses sur la question nationale, 1913, p. 261.
- (20) F. Engels, Les bakounistes au travail, mémoire sur l'insurrection d'Espagne de l'été 1873.
- (21) J Staline, Le marxisme et la question nationale, 1913, dans « Le marxisme et la question nationale et coloniale, Editions Norman Béthune, Paris, 1974, p.61-62.
- (22) Ceux qui pensent que l'introduction du fédéralisme en Belgique est nécessaire pour mieux unir la classe ouvrière flamande et wallonne et que cette réforme ne provoquera jamais le fait de briser des grèves, ont tort. Dans les années quatre-vingts, lors de conflits importants à Sidmar, Cockerill- Sambre a repris des commandes, et Sidmar en a fait autant lors de grèves de Cockerill-Sambre!
- (23) V. Lénine, Thèses sur la question nationale, 1913, tome 19, p. 260.
- (24) G. Spitaels, Le projet Socialiste, début octobre 1990, p. 11.
- (25) G. Spitaels, ibidem, p. 11.
- (26) G. Spitaels, ibidem, p. 12.
- (27) Combat, 2.03.1961
- (28) J. Neuville, J. Yerna, Le choc de l'hiver 60-61,1990, p. 10.
- (29) La Cité 28 janvier 1983
- (30) La Libre Belgique 5 décembre 83

(31) Il faudrait analyser la politique d'aide aux entreprises privées de l'Exécutif wallon dans les années quatre-vingt avait été significativement différente, plus progressiste, que la politique d'aide aux entreprises wallonnes dans les années soixante ou soixante-dix.

(32) De Morgen 11 mai 85

(33) Le courant fédéraliste n'hésite pas à utiliser la démagogie. Dans la brochure de la FAR «Tournons la page» on parle de «colonisation de la Wallonie par la Flandre». Un dessin y représente une Flandre prospère, avec des usines qui accueillent une masse d'ouvriers; les camions (flamands) viennent chercher les matières premières dans une Wallonie transformée en «jardin de la Flandre» où l'on voit quelques paysans, bûcherons, vaches, carrières et lacs. Les produits «finis»: meubles, lait en boîtes, viande, quittent la Flandre pour être revendus en Wallonie. L'aveuglement fédéraliste produit les thèses ahurissantes suivantes, en récrivant l'histoire du mouvement wallon lors de la deuxième guerre mondiale: «Le 10 mai 1940, c'est pour le mouvement wallon la fin d'une période. Toute la structure d'avant-guerre va, du moins en apparence, disparaître. Il ne restera plus que des Wallons convaincus, prêts à résister, non seulement à l'occupant allemand, mais surtout à l'hégémonie flamande.» Marie-France Gihousse, Mouvements wallons de résistance, Institut Jules Destreé, 1984, p. 24.

(34) J. Santkin, Quelles options pour quelle Wallonie?» p. 34; rapport de la commission économique du congrès du PS wallon du 9 février 91, p. 34.

## Historique de «La grève de 60-61»

(Johnny Coopmans)

### Les travailleurs étaient au rendez-vous...

Il y a trente ans, à cheval sur les fêtes de fin d'année, s'est déroulé, ce que d'aucuns ont appelé «la grande grève» et qui a duré environ 5 semaines (du 19 décembre au 23 janvier). Le 16 janvier 1961 il y avait encore 264.382 grévistes (1). Le 28 décembre, le 5 et le 10 janvier le nombre des grévistes dépassait les 300.000. Autre signe de l'ampleur durant ces 5 semaines, 125.000 travailleurs à Anvers, 95.000 au Centre et 130.000 à Liège ont participé à des manifestations regroupant chaque fois plus de 5.000 participants.

Examinons les raisons de cette grève, la plus importante de l'après-guerre dans notre pays. Son objet c'est la protestation, le rejet de la loi unique. Cette loi «fourre-tout» - de là le nom «unique» - contient des mesures importantes de régression sociale, visant en premier lieu les agents des services publics. Le premier ministre Eyskens - père de l'actuel ministre des affaires extérieures - qui dirige à ce moment une équipe PSC-libéraux, annonce déjà une loi d'assainissement fin juillet 60, mais elle ne sera déposée, après un remaniement ministériel en septembre, que le 4 novembre au bureau de la Chambre.

### Mobilisations et démarrage

Déjà avant le dépôt du projet de loi, les agents communaux d'Anvers, en Front Commun des 3 syndicats, manifestent le 8 octobre. Le lundi 21 novembre, des arrêts de travail de 2 heures se déclenchent dans le bassin liégeois. 50.000 personnes assistent aux différents meetings avec des orateurs de l'Action commune PSB-FGTB (chaque fois un orateur socialiste et un syndicaliste). Le 14 décembre, des débrayages ont lieu dans tous les centres industriels du pays.

Le 16 décembre se tient un comité national de la FGTB, où s'affrontent 2 motions. «La première de la régionale FGTB de Liège, présentée par André Renard, prévoit le principe d'une grève générale contre la loi unique. Elle propose une première grève de 24 heures de préparation entre le premier et le 15 janvier. La deuxième, de la Centrale Générale du Bâtiment, présentée par Dore Smets, ne retient qu'une journée de lutte nationale à fixer par le bureau national de la FGTB. Résultat du vote: 496.487 voix pour la motion Smets, 475.823 contre et 53.112 abstentions de la Régionale de Bruxelles. La Centrale Générale et la CGSP expriment toutefois un vote quasi unanime. La première pour, la deuxième contre. Sans clivage linguistique! » (2). Mais la motion Smets proche de la volonté de la direction du PSB de cantonner la lutte essentiellement sur le plan parlementaire, et celle de Renard, partisan de l'action directe dans la rue, se font doubler par la volonté de lutte extraordinaire dont fait preuve la classe ouvrière.

Le lundi 19 décembre, la veille du débat sur le projet de loi à la Chambre, la grève est déclenchée à Charleroi, sous initiative des communistes de l'usine des ACEC et dirigée par son front commun syndical. En région liégeoise ce sont les sidérurgistes de l'Espérance-Longdoz et de Cockerill-Ougrée (les Ateliers Centraux) qui mettent le feu aux poudres. Mais sous pression de la Fédération des Métallurgistes, qui en appellent à la discipline syndicale, les délégués syndicaux tentent en vain de limiter le mouvement. Les jours qui suivent, le mouvement se généralise et du secteur publics ce sont surtout les agents communaux, les cheminots et les enseignants qui vont se distinguer. «La décision tombe: les régionales, sans distinction entre Flamands, Wallons et Bruxellois, décident de la grève générale au finish dès le 20 décembre 1960, date à laquelle le Parlement entamera ses discussions sur la loi unique. Les délégués du Hainaut, Charleroi en tête, de Liège, de Gand et d'Anvers sont très décidés. Ils le prouveront par la suite.» (3). Les 33.000 grévistes de la première heure seront devenus 320.000 le 28 décembre.

La reprise en main syndicale est immédiate et les travailleurs en lutte n'arrivent quasiment pas à créer des comités de grèves souverains, voire à déclencher des occupations d'usine, qui auraient permis d'associer plus activement les centaines de milliers de grévistes. Il faudra attendre une semaine avant de voir les premières grandes manifestations.

### **Manifestations, répression, divisions...**

Dans tous les centres industriels se déroulent à partir du 27 décembre d'importantes manifestations. Face à cette mise en deuxième vitesse du mouvement, le gouvernement ordonne l'intervention musclée des forces de l'ordre. A Gand ont lieu le mercredi 28 décembre, les premiers heurts sérieux provoqués par la gendarmerie. En réaction, la grève générale est décrétée par la régionale FGTB d'Anvers et une manifestation est organisée le 29, rassemblant 30.000 personnes. Ce fait ne doit pas cacher que la direction de cette régionale a mis de nombreux bâtons dans les roues des grévistes. Son chef de file, Louis Major, représente clairement le courant de droite pro-PSBiste de la FGTB. Si le port d'Anvers est paralysé par l'action des communaux dès le démarrage de la grève, les dockers - un bataillon de choc de la grève à Anvers - doivent lutter jusqu'au 29 décembre pour faire reconnaître leur grève (4).

1. La direction du PSB tente entre-temps d'utiliser le mouvement en cours pour provoquer la chute du gouvernement PSC-libéraux et obtenir des nouvelles élections. La FGTB ne se distancie aucunement de cette tactique, ce qui donne le prétexte rêvé à l'appareil CSC de se séparer du mouvement en le déclarant manipulé politiquement. Ce prétexte cache mal le fait qu'elle s'est cantonnée dès le départ à amender le projet de loi, jamais en exigeant le retrait pur et simple. Elle a donc protégé la politique gouvernementale du PSC. Pour unir un maximum de forces syndicales et ouvrières on aurait dû poser un programme rejetant la loi unique et proposant une véritable alternative anticapitaliste, et ce devant n'importe quel gouvernement. C'est la conclusion essentielle à tirer du fait que le gouvernement va démissionner après la grève et que le nouveau gouvernement travailliste «PSC-PSB», va appliquer quand même l'essentiel de la loi unique, mais «saucissonnée».

Du côté chrétien, les choses ne sont pourtant pas simples. A la base pas mal de travailleurs chrétiens ont participé au mouvement et ont été entraînés dans la lutte aux moments forts de la grève. L'intervention que le Cardinal Van Roey le 23 décembre, dicta à la direction de la CSC, en fournit la preuve: «Que les organisations professionnelles et les syndicats, au lieu d'inciter ou de collaborer à la grève, ramènent leurs affiliés dans le droit chemin et à une meilleure compréhension de l'intérêt de tous» (5).

Le week-end du 2 et 3 janvier les arrestations se multiplient, mais sur le plan de la grève, c'est la dérive fédéraliste d'André Renard, un des meneurs de premier plan de la grève, qui occupe l'avant-scène...

Lors de la 3ème semaine, les cris de «Marche sur Bruxelles» se multiplient lors des rassemblements de foule. C'est la menace d'une telle marche qui a obligé le Roi Léopold III à abdiquer en 1950. Mais André Renard, le dirigeant sans conteste de la gauche syndicale au niveau de l'appareil, refuse. Il propose de préparer l'abandon de l'outil, mot d'ordre qui n'a pas été mis en pratique par la suite. Ce mot d'ordre signifie que le service de garde de l'outil est supprimé avec comme conséquence la destruction d'outils de production tels des mines ou des haut-fourneaux.

Mais sa tactique et sa propagande de fond deviennent le fédéralisme. Dès avant la grève, le 17 novembre à Namur, Renard et d'autres constituent une fraction de secrétaires et permanents wallons à l'intérieur de la FGTB. Ce groupe reprenait une bonne partie de l'aile combative en Wallonie, mais excluait les syndicalistes combattifs flamands, qui se battaient dans des conditions beaucoup plus difficiles. Par rapport au PSB, ce groupe, principalement composé de socialistes, voulait faire pression sur le PSB pour qu'il applique son programme de 1959. Dans cette année le PSB avait repris les thèses syndicales des congrès de 54 et de 56 de la FGTB.

Le 17 novembre, cette officieuse Interrégionale wallonne de la FGTB décide d'éditer, à partir du 5 janvier 61, un hebdomadaire du combat wallon, intitulé «Combat». Le premier numéro sort effectivement à cette date, en pleine grève, et Renard y lance la diversion fédéraliste. Deux jours avant, le mardi 3 janvier à Yvoz-Ramet, lors d'un meeting, il la formule ainsi: «Le corps électoral socialiste représente 60% des électeurs en Wallonie. Si demain, le fédéralisme est instauré, nous pourrions avoir un gouvernement du peuple et pour le peuple. On veut punir les Wallons parce qu'ils sont socialistes» (6).

Ce programme consacre par son contenu et de fait l'isolement des travailleurs socialistes combattifs. En se limitant aux forces socialistes, on pousse les travailleurs chrétiens dans les bras du PSC-CVP; en se limitant à la Wallonie on lâche les syndicalistes combattifs flamands. Enfin, Renard était partisan, lors du conflit, de l'action commune exclusive PSB-FGTB. Lors du congrès régional de la FGTB de Liège le 22 décembre, la proposition d'action commune avec le PCB est rejetée à l'unanimité moins 16 voix et 2 abstentions (7).

### **La répression s'aggrave, la grève s'essouffle**

Le premier mort tombe à Bruxelles lors de la manifestation du 30 décembre. Des incidents graves le 6 janvier aux Guillemins et le 16 janvier à Chênée, en région liégeoise, provoqueront la mort de 3 grévistes.

Pour la première fois le 4 janvier, le journal socialiste «Le Peuple» condamne les émeutes. Le bureau du PSB en fait de même le 9 janvier. Les appels au calme et à la dignité deviennent un leitmotiv de toutes les déclarations et discours des dirigeants socialistes, communistes et syndicaux.

Le débat à la Chambre est arrêté le 23 décembre et reprend le 3 janvier. Toute l'attention des grévistes est attirée sur ce qui se passe au parlement. Le mardi 10 janvier la direction du PSB, par la voix d'Achille Van Acker, tend la perche au gouvernement: «Je comprends très bien que le gouvernement fasse le nécessaire pour le maintien de l'ordre. J'aurais fait de même.» (8). Ensuite il propose un amendement technique au projet de loi, que le premier ministre accepte.

A l'insistance du groupe Renard, les mandataires PSB de Wallonie mettent leur mandat à la disposition du parti le 13 janvier. Ils écrivent en même temps une adresse au roi, qui est une véritable profession de foi fédéraliste. Mais le bureau du PSB refuse leurs démission. Le même jour la loi unique est adoptée par la Chambre majorité contre opposition (6 libéraux votent non et 1 PSC s'abstient).

Sauf à Liège et à Charleroi, où le mot d'ordre de grève générale est encore maintenu, dans la semaine précédant le 23 janvier, la rentrée se généralise dans le reste du pays au cours du week-end du 14 et 15.

### **Le manque d'alternative...**

Le Parti Communiste donne lors de cette grève, qu'il avait préparé depuis des mois, sa dernière preuve de militantisme en faveur de la grève générale. Mais il n'a su imposer aucune direction politique propre aux événements. Il est resté essentiellement à la remorque de la politique du PSB. L'action n'a pas été dirigée contre les véritables responsables de la régression sociale les banques, holdings et multinationales. Aucun mot d'ordre pour faire payer les riches - et certainement pas la revendication d'exproprier les gros actionnaires - n'a été popularisé. Le PC s'était opposé au mot d'ordre du fédéralisme pour des raisons tactiques. «Les communistes auraient voulu que le but initial de la grève, le retrait de la loi «unique», fût maintenu jusqu'au bout sans adjonction d'autres objectifs, en occurrence le fédéralisme. Tout en appuyant cette revendication, puisqu'ils allaient s'associer, après la grève, à la formation du MPW, ils ne la jugèrent pas opportune au moment où elle fut lancée. Eurent-ils raison?» (9). Mais aujourd'hui la capitulation pour le mot d'ordre du PS est totale: «C'est à ce moment qu'André Renard fait, fort opportunément, preuve d'imagination et donne un second souffle à

la grève: il ressort le vieux rêve du fédéralisme et des réformes de structure anti-capitalistes. Je partageais entièrement ses options, cela va sans dire.» (10). Les centaines de milliers de grévistes ont été bercés dans l'illusion du caractère anti-capitaliste du fédéralisme. Déjà avant la grève, Robert Moreau, de l'aile fédéraliste de la FGTB wallonne avait dépeint le paradis terrestre de la façon suivante: "Quels que soient les sentiments de solidarité qui nous lient à nos amis flamands et l'estime que nous portons à leur action combien difficile, nous ne pouvons pas nous empêcher de penser que dans une Wallonie autonome, il y a longtemps que nous aurions réalisé les objectifs que nous poursuivons. " (11).

Lors d'une prochaine grève générale, qui est aussi inévitable que nécessaire, il faudra unir, travailleurs flamands, wallons et immigrés, syndiqués FGTB, et CSC, communistes et révolutionnaires, pour s'en prendre aux véritables responsables du gâchis de la crise et du régime capitaliste: les banques, les holdings et les multinationales.

### *Annexe*

Contenu de la loi unique et nécessité d'un programme vraiment anti-capitaliste. Une loi avec VII titres  
Titre I: prolongement des lois Eyskens de juillet 1959, lois d'expansion économique prévoyant des aides de l'Etat aux investissements privés.

Titre II: renforcement des possibilités d'action de l'Onem

Titre III: assurance chômage. Instauration de 2 périodes dans le chômage, prise en compte du revenu du ménage (300 millions); renforcement du contrôle avec libre accès des contrôleurs au domicile privé.

Assurance maladie: contrôle plus sévère de l'incapacité de travail (Contrôle médical).

Titre IV: statut pécuniaire dans les administrations communales

Titre V: retenus sur Caisse des Veuves et Orphelins (300 millions), pensions amputées lors de demande anticipée après 20 ans de service.

Titre VI: sur dommages de guerre

Titre VII: Fiscalité. Impôt TVA (5 milliards de rentrées pour l'Etat), impôts communaux augmentés à 10%. Voir également note (12)

### **L'importance d'un vrai programme anti-capitaliste**

Les rapports des congrès de 54 et de 56 de la FGTB ont été repris par le PSB en 1959 lorsqu'il était dans l'opposition. «A première vue, on y trouve un curieux mélange d'anticapitalisme, partant des intérêts ouvriers et démocratiques et de critiques sur le manque de dynamisme des structures capitalistes nationales» (13)

La critique principale à l'encontre des groupes financiers est leur manque de dynamisme. Pour améliorer la position de l'économie belge, il faut augmenter la productivité, accorder des aides de l'Etat aux investissements et faire des travaux publics. Pour rendre l'énergie bon marché il faudrait nationaliser ce secteur et supprimer sa trop grosse dispersion en petites unités. Nationaliser peut-être mais «s'il y en a de plus efficaces, qu'on nous en fasse la démonstration et nous saurons abandonner une formule imparfaite pour une autre, plus adéquate» (14). C'est ce qu'on fait les patrons électriciens en proposant un comité de contrôle sur le secteur électrique, qui n'a qu'un seul mérite à son actif: de 40

entreprises en 1950 il n'en reste plus qu'une aujourd'hui. Les bénéfices de ce secteur sont énormes les dernières années. **(15)**

Le rapport de 1956 traite du thème des holdings. Ils doivent se soumettre à la planification de l'ensemble exercée par les pouvoirs publics. De là sont nées les lois d'expansion économique, revendiquées par le mémorandum PSB-FGTB: 60 milliards dans l'industrie privée, lors de la seule période 1961-66.

Le rapport reconnaît «qu'il faut se rendre compte qu'il existe dans cette Belgique démocratique, une véritable dictature qui est celle de quelques dizaines de personnes. Il faut que cette dictature cesse.» **(16)**.

Mais lorsque le PSB formule son programme de gouvernement en début 61, «ce n'était pas pour les quelques intonations anticapitalistes, mais pour le noyau rationnel des réformes de structures, qui devaient rendre plus compétitif le capitalisme belge» **(17)**.

Entre-temps le renforcement du pouvoir des holdings, banques et multinationales a prouvé, qu'il n'a servi à rien de «contrôler» les holdings, mais qu'il faut en exproprier les gros actionnaires, si on veut mettre l'économie au service des intérêts des classes laborieuses du pays.

#### **Notes :**

- (1) V. Féaux, Cinq semaines de lutte sociale, Ed. Institut de Sociologie ULB, Bruxelles, 1963, p. 174.
- (2) G. Debunne, (ancien secrétaire général de la CGSP), La grève du siècle, brochure de la CMB du Hainaut, décembre 1990, p. 19.
- (3) G. Debunne, ibidem, p 18-19.
- (4) R. Deprez, La grande grève, Ed. Fondation J. Jacquemotte, 1963, p. 159.
- (5) R. Deprez, Déclaration du cardinal Van Roey, p. 320.
- (6) Combat du 5 janvier 1961.
- (7) R. Deprez, La grande grève, 1963, p. 123
- (8) Annales parlementaires, mardi 10 janvier 1961, p.27.
- (9) C. Renard, Cahiers Marxistes, 1991, p. 92.
- (10) R. Dussart, Cahiers marxistes, 1991, p. 43.
- (11) R. Moreau, Combat syndical et conscience wallonne, 1983, cité un discours de sa part le 17 mai 1960, p. 99.
- (12) R. Deprez, La grande grève, 1963, p. 27-32.
- (13) Cottenier e.a., La Société Générale de 1822-1992, EPO, Bruxelles, 1989, p. 137.
- (14) A. Renard, Rapport FGTB, 1954, p 7
- (15) Dans le secteur de l'énergie de 1978 à 1989 les trois monopoles de l'électricité ont fait respectivement: Intercom: 85.797 milliards, Ebes: 64.356 milliards et Unerg: 29.557 milliards de FB bénéfices nets. Dans le secteur du pétrole Petrofina à elle toute seule a amassé 170.979 milliards de bénéfice net. Tableau Solidaire, n° 39, 17 octobre 1990 sur base de Trends, TOP 5000.
- (16) Rapport FGTB, 1956, p. 224.
- (17) J. Cottenier, La Société Générale de 1822-1992, EPO, Bruxelles, 1989, p. 138.

## **Tien An Men 1989 : de la dérive révisionniste à l'émeute contre-révolutionnaire**

*(Ludo Martens)*

Six mois avant Timisoara, il y a eu Tien An Men. Les médias du monde «libre» qui ont dévoilé leur physionomie macabre lors de la mise en scène du «charnier des 4.630 cadavres horriblement mutilés» à Timisoara, avaient déjà fait la démonstration de leur rôle politique essentiel, au service de la contre-révolution, lors des événements de la place Tien An Men, en mai et juin 1989. La nuit de l'intervention de l'Armée rouge, la TV nous a montré des images de chars chinois écrasant des centaines d'étudiants paisibles sur la place Tien An Men. Le 5 juin, Amnesty International, habile machine à mensonges lorsqu'il s'agit de combattre des pays socialistes et nationalistes, a fait état de 1.300 morts au moins, certains étudiants ayant été écrasés par des tankistes sanguinaires, alors qu'ils dormaient paisiblement dans leurs tentes.

Le dimanche 5 juin, un ouvrier communiste d'une grande usine de l'automobile avait enregistré les images du JT en vidéo. «Cette nuit, j'ai repassé ces images au moins vingt fois. J'étais arrivé à la conclusion que les commentaires des journalistes étaient mensongers et qu'on n'avait vu, sur ces images, aucune personne écrasée par les chars.» Plus tard, Amnesty International reconnaîtra «s'être trompé». Mais combien de gens, traumatisés par la vérité sur le communisme chinois «qui écrase impitoyablement ses étudiants pacifistes sous les chenilles de ses chars», vérité transmise par ces courageux défenseurs des droits de l'homme d'Amnesty, ont pris connaissance de ce démenti?

Un an après les événements de Tien An Men, nous disposons d'assez d'informations fiables pour en faire une analyse de classe objective. Mais pour comprendre les intérêts politiques et économiques, défendus par le «mouvement démocratique» d'avril-juin 1989 à Beijing, il faut d'abord prendre connaissance de trois phénomènes négatifs qui se sont développés en Chine entre 1979 et cette année prédestinée de 1989.

### **La montée du capitalisme et du révisionnisme en Chine**

#### **Economie: le retour des patrons**

Parlons d'abord du domaine économique. Les dix années de réformes de Deng Xiaoping ont apporté un progrès matériel indéniable. Mais elles ont aussi élargi l'influence du capitalisme et de l'impérialisme en Chine, elles ont renforcé la base économique de nouvelles classes sociales aspirant à une contre-révolution. La libéralisation et le déchaînement des forces du marché ont propulsé des forces économiques opposées au socialisme qui, tôt ou tard, devaient s'élancer dans une lutte pour le pouvoir. C'est ce qu'elles ont fait lors du soi-disant «mouvement pour la démocratie» sur la place Tien An Men.

#### *L'entrée de l'impérialisme*

D'après *Beijing Information*, la Chine avait signé, à la fin de 1988, 16.325 accords d'importation de capitaux étrangers pour un montant total de 79,2 milliards de dollars. De ce montant, elle a déjà reçu des prêts pour une somme de 33 milliards et des investissements directs pour 11,5 milliards de dollars. Les plus grands investisseurs étrangers sont Hong-Kong avec 8 milliards de dollars, le Japon avec 2 milliards et les Etats-Unis avec 1,7 milliard (1).

Avec les investissements étrangers, les conceptions économiques du monde impérialiste ont pénétré la Chine. Ainsi, le 12 septembre 1988, Zhao Zhiyang a accueilli Milton Friedman et il a loué ses idées économiques. Lee Iaccoca, le président de Chrysler, a donné des conférences sur l'esprit d'entreprise, au palais de l'Assemblée du Peuple (2). D'après *l'Agence Chine nouvelle*, la Commission des réformes

du système économique a déclaré, fin 1988: «*Dans le cadre de la réforme économique de la Chine, il n'existe rien qui ne soit ouvert à la participation étrangère, pas même l'étude de la transformation du système économique*». Au cours de la même année, la Commission a écouté les conseils de 1.500 spécialistes étrangers et elle en a conclu qu'elle pouvait «*beaucoup apprendre du développement économique de l'Occident*». Elle avait notamment invité en Chine des spécialistes occidentaux dans le domaine des finances, de la gestion des entreprises, de la formation des prix, de la politique des investissements et du contrôle de l'inflation. Leurs opinions «*ont apporté une contribution positive aussi bien pratique que théorique à la réforme économique*» (3).

#### *L'influence idéologique de l'Occident*

Ces dix dernières années, plusieurs dizaines de milliers d'étudiants chinois ont fait des études aux Etats-Unis. Le Parti communiste chinois a propagé le culte des réalisations technologiques des Etats-Unis et de la société de consommation américaine. Les conséquences néfastes ne se sont pas fait attendre.

Des centaines de milliers d'intellectuels ont commencé à écouter les radios impérialistes, la Voix de l'Amérique et la BBC.

Un journal proche du gouvernement américain a écrit, à propos des manifestations de Beijing: «*Des participants au mouvement étudiant communiquaient avec leurs collègues d'Amérique du Nord et d'Europe par téléphone, par télex et par courrier électronique sur réseaux informatiques. Le nombre des appels téléphoniques entre les Etats-Unis et la Chine a triplé au cours du mois de mai*» (4).

Shaomin Li, ancien garde rouge et ancien étudiant de Beijing, docteur de l'université de Princeton aux Etats-Unis, travaille maintenant pour AT&T. Sa position est assez représentative de celle de nombreux Chinois qui ont étudié en Occident. «*Beaucoup d'intellectuels chinois, y compris moi-même, en sommes arrivés à considérer Taiwan comme un modèle pour la restructuration socio-économique de la Chine. (...) La propriété privée et le marché libre sont les fondements de la liberté politique. (...) Des institutions capitalistes apportent prospérité et liberté; des institutions communistes, pauvreté et chaos. (...) Avec Taiwan comme exemple, les Chinois de la République populaire ont une plus grande chance que les citoyens des autres pays communistes de rejeter la doctrine marxiste et de réussir les réformes. C'est pour cette raison que Milton Friedman disait: "Je suis plus optimiste en ce qui concerne la Chine que l'Union soviétique. Les Chinois ont cette grande ressource des Chinois d'outre-mer. Le succès de ces Chinois à Hong-Kong, Singapour, Taiwan, a produit à l'intérieur de la Chine une incitation que les exemples de la Pologne, de la Hongrie, de la Yougoslavie ne peuvent pas produire en Union soviétique"*». Suivant une enquête, réalisée par Shaomin Li parmi 607 étudiants chinois aux Etats-Unis, 90% d'entre eux se prononçaient pour la suppression de la référence au marxisme-léninisme et à la direction du Parti communiste dans la constitution, 86% affirmaient que la Chine devait s'inspirer de l'expérience de Taïwan, 60% étaient favorables à une économie libérale de type taiwanais (5).

#### *Le développement d'une bourgeoisie en Chine*

La politique, raisonnable, d'un développement limité d'un secteur capitaliste en Chine, a dérapé et a débouché sur un déferlement sauvage d'entreprises capitalistes. D'après les statistiques officielles, au cours de l'année 1988, 22% des investissements en biens immobiliers ont été réalisés dans le secteur privé pour un montant de 100 milliards de yuans, soit une augmentation de 25% par rapport à l'année précédente. La valeur de la production industrielle du secteur privé a connu une hausse de 46% au cours de cette année-là, la production des entreprises rurales, souvent très proches des entreprises privées, s'est accrue de 35% (6).

Le *Far Eastern Economie Review* estime qu'en 1988, 37% de la production industrielle a été réalisée par les secteurs de propriété privée et collective, pourcentage qui devrait passer à 50% en 1993 (7).

L'hebdomadaire *Business Week*, pour sa part, saluait, au moment où se développait le mouvement de Beijing, «l'émergence d'une nouvelle Chine d'entrepreneurs prospères.(...) Les entreprises privées utilisent des moyens non autorisés pour réunir des fonds. (...) La Chine nouvelle est en train d'étouffer la Chine traditionnelle dans le domaine des capitaux» (8).

*Les forces économiques derrière le «mouvement démocratique»*

L'impérialisme et le capitalisme, bien présents en Chine dans le secteur économique, ont soutenu le mouvement soi-disant démocratique des étudiants et les «réformateurs» de l'entourage de Zhao Ziyang, dans le but de se créer une force politique légale. En mai 89, *Business Week* écrivait: «Beaucoup d'hommes d'affaires étrangers en Chine apportent leur soutien aux réformateurs dans l'idée qu'une plus grande liberté politique ne peut que renforcer, à long terme, le commerce» (9). Le quotidien britannique *The Guardian* précisait: «Il est intéressant de noter qu'un certain soutien aux points de vue pro-démocratiques vient des entrepreneurs nouveaux-riches» (10). Le *Far Eastern Economic Review*, notait, toujours à cette même époque de mai 1989: «Le monde des affaires de Hong-Kong sympathise avec les demandes des étudiants pour des réformes et pour plus de démocratie. Les magnats de Hong-Kong Li Kashing, Sir Y.K. Pao et Stanley Ho ont publiquement exprimé leur soutien. La pression pour une politique ouverte pourrait, selon certains, être très positive pour l'avenir du capitalisme en Chine» (11).

### **Politique: l'éloge de la démocratie bourgeoise**

Le deuxième phénomène qui a marqué l'évolution de la Chine entre 1979 et 1989 se situe dans le domaine politique où l'on a assisté à l'émergence d'une nouvelle force politique contre-révolutionnaire.

Dès que la Chine a prôné le développement d'un secteur capitaliste et l'introduction des multinationales, on a vu apparaître, dans le domaine politique, les premières forces anti-socialistes. En 1979, Beijing a eu son «mur de la démocratie» où s'affichaient toutes sortes de tendances anticommunistes. Le 9 mars 1979, un journal mural célèbre annonçait: «Nous luttons pour que la Chine connaisse de véritables droits de l'homme et une vraie démocratie», déployant ainsi les bannières sous lesquelles les anticommunistes allaient marcher durant la décennie à venir. En effet, les mots "droits de l'homme" et "démocratie" servent à couvrir la marchandise idéologique que l'impérialisme met en vente. Voici les points essentiels du programme que prônait ce même journal mural. D'abord: «Nous préconisons l'étude de la culture et de la civilisation inspirée par l'esprit du Christ, nous proposons de prendre exemple sur les systèmes démocratiques fondés sur les enseignements du christianisme». Ensuite: «Nous réclamons l'abandon des notions périmées de la pensée Mao Zedong, la révision des principes du marxisme qui ne s'accordent plus avec la réalité et l'abolition de la lutte des classes». Troisièmement: «Nous demandons que le Parti communiste, qui était la propriété de Mao Zedong, redevienne le parti du peuple tout entier». Et finalement: «Nous appelons le Parti communiste chinois et le Kuomintang à collaborer à nouveau dans le cadre des nouvelles conditions historiques» (12).

*Wei Jing-sheng, le petit Le Pen chinois*

Wei Jing-sheng est l'homme qui, en 78-79, défendait avec le plus de vigueur les conceptions politiques de l'impérialisme. Il s'est taillé une certaine réputation auprès de la droite occidentale en affirmant que la Chine a besoin d'une cinquième modernisation: la démocratie. Ce que cache le mot «démocratie» devient clair dès qu'on se donne la peine de regarder le programme de Wei.

Voici ses thèses: «Les démocraties bourgeoises d'Occident permettent aux citoyens d'exprimer leur volonté grâce aux élections et de décider ainsi du futur de leur pays. (...) C'est pourquoi aucun politicien bourgeois ne peut ignorer les opinions de la population sur quelque sujet que ce soit. (...) La base économique sur laquelle reposent les gouvernements démocratiques est le système de la libre entreprise. (...) En Occident, les travailleurs ont même obtenu d'envoyer des délégués ouvriers dans les

*conseils d'administration et ils y occupent la moitié des sièges. (...) Dans la rivalité qui oppose le capital au travail, les travailleurs sont, en effet, en meilleure position dans un système où la majorité peut décider de la politique. (...) J'appelle tous ceux qui pensent ainsi, à se ranger derrière le drapeau de la démocratie. Le socialisme marxiste est, sans exception, un système social dictatorial antidémocratique. (...) Nous devons concentrer notre haine sur ce système criminel qui traite le peuple si scandaleusement» (13).*

### *Les étudiants contre le socialisme*

Ces idées contre-révolutionnaires, défendues en 1979 par Wei et un petit cercle d'amoureux de l'impérialisme, ont trouvé un écho grandissant parmi les intellectuels au cours des années suivantes. Les causes en sont multiples. Le Parti communiste a pratiquement cessé l'éducation marxiste-léniniste parmi les étudiants. Il n'a plus mené la lutte contre les conceptions politiques de l'impérialisme. Le libéralisme, la corruption et l'enrichissement illégal se sont répandus dans certaines fractions du Parti.

Lorsque, en 1985-1986, un mouvement étudiant se développa dans les grandes villes chinoises, «*les émissions de la Voix de l'Amérique y jouèrent un rôle déterminant*», comme le dira un journaliste américain expulsé de Chine pour activités d'espionnage (14). A l'occasion de ces premières actions étudiantes, le professeur Fang Lizhi déclara que la Chine devait abandonner le marxisme comme de vieilles fripes que l'on jette. Wang Ruowang exigea une «*réévaluation complète du désastre créé par Mao Zedong*». Liu Binyan dénonça «*la dictature féodale-fasciste*» du Parti communiste et affirma que le capitalisme était supérieur au socialisme (15). Ces idées trouvèrent un large écho dans la fraction des étudiants et des intellectuels qui prenait modèle sur l'élite intellectuelle des pays impérialistes et néo-coloniaux.

Au cours des années 1987 et 1988, ces éléments, nourris quotidiennement des émissions de la Voix de l'Amérique, purent largement répandre leurs idées dans les universités: le Parti n'y menait aucun travail politique digne de ce nom.

Au cours de l'année 1988, les noyaux contre-révolutionnaires préparèrent des actions de masse pour célébrer les trois anniversaires qui devaient émailler l'année suivante: le 70ème anniversaire du mouvement du 4 mai 1919, le 200ème anniversaire de la révolution française et le 40ème anniversaire de la révolution chinoise. Ainsi, le 6 janvier 1989, Fang Lizhi écrivit une lettre à Deng Xiaoping dans laquelle il mentionnait ces trois dates et demandait que ces événements soient célébrés par la libération de Wei Jing-sheng, indiquant ainsi clairement la plate-forme politique sur laquelle il comptait agir. En écho à Fang, 33 intellectuels reprirent dans une lettre ouverte la revendication de la libération de Wei. Parmi les signataires, Su Shaozhi, qui fut, jusqu'en 1987, directeur de l'Institut de marxisme-léninisme et de la pensée Mao Zedong. Début mars 1989, quarante-deux personnalités des milieux scientifiques et académiques, dont plusieurs membres de l'Assemblée populaire, signèrent à leur tour une lettre ouverte exigeant la libération de Wei. Cette vague de lettres, axée sur Wei et ses idées politiques, suscita beaucoup de discussions parmi les étudiants. C'est ainsi que fut entamée la préparation politique de la contestation d'avril-mai 89.

### **Le Parti au bord de la scission**

Un troisième phénomène a été déterminant dans l'émergence du mouvement de Beijing: la division interne du Parti communiste chinois et l'émergence d'une aile révisionniste très influente.

### *Hu et Zhao, le duo révisionniste*

Hu Yaobang, devenu secrétaire général du Parti en 1982, a été le représentant le plus marquant de ce courant. En 1981, son groupe a dénoncé «*la théorie selon laquelle les classes et la lutte de classe existent pendant toute la période socialiste et que la bourgeoisie est à l'intérieur du Parti communiste*» (16). Quatre années plus tard, Hu déclarait: «*Nous avons pris la décision de ne plus utiliser à partir de*

*maintenant l'expression d'élément anti-parti et anti-socialiste» (17). Par ces thèses, Hu assurait la tranquillité aux éléments pourris, aux bureaucrates, aux corrompus et aux révisionnistes. En 1988, Hu fut remplacé par un de ses complices dans la fraction révisionniste, Zhao Zhiyang.*

Pour marquer la couleur, *Beijing Information* écrivait en 1988: «*Khrouchtchev connaît un léger regain de popularité en Chine*». Et: «*Staline a été un dictateur et absolument pas un révolutionnaire*». On se hâta de traduire en chinois la littérature antistalinienne, produite ces dernières années en URSS, dont *Les mémoires de la maîtresse de Staline*, oeuvre scientifique s'il en est. Quand certains se mettent à conspuer Staline, on a intérêt à tendre l'oreille au véritable message qu'ils veulent faire passer.

Ainsi, le professeur Lu Congming, de l'Ecole du Parti relevant du Comité Central, prétendait que «*la nature de notre époque change au fur et à mesure du passage de l'étape impérialiste à celle du capitalisme social*» (18). Et voilà le danger de l'impérialisme éliminé, aussi bien pour le tiers monde que pour la Chine! Et Lu de poursuivre: «*Le capitalisme développé peut produire des éléments de socialisme et passer au socialisme d'une manière pacifique. (...) L'économie socialiste et l'économie capitaliste sont toutes deux des économies de marché socialisées. (...) Le capitalisme contemporain est un bon modèle de marché socialisé*». Quand nous entendons des âneries pareilles, nous comprenons la fureur de Mao Zedong, qui, lors de la révolution culturelle, critiquait le «*ramassis de révisionnistes contre-révolutionnaires*» (19). Ce professeur Lu s'est ensuite lancé dans un panégyrique du capitalisme. «*On y voit un changement de la propriété des moyens de production, la propriété sociale remplace la propriété privée. Par ailleurs, on assiste à la participation des ouvriers à la gestion de leur entreprise. Le macro-contrôle de l'Etat sur l'économie est en fait le début de l'économie planifiée. La nouvelle répartition des revenus par le gouvernement et le développement de la sécurité sociale contribuent à affaiblir la différence entre les riches et les pauvres*». Ce révisionniste présente le capitalisme comme une société qui a déjà réalisé les promesses du socialisme; ensuite, il prône, pour la Chine, une politique capitaliste comme le meilleur moyen de développer le socialisme... Eton se rend compte de la parenté idéologique entre un monsieur Wei, toujours en prison, et un monsieur Lu, qui enseigne aux cadres supérieurs du Parti!

Mais la chose devient plus grave encore quand la même orientation politique est exprimée par Zhao Zhiyang qui affirme, en juillet 1988: «*Le Parti communiste chinois va travailler de concert avec le Kuomintang de Chine pour la réunification dans les plus brefs délais. Les deux rives du détroit (c'est-à-dire la Chine et Taiwan) ont énormément de choses en commun du point de vue politique, économique, culturel et des traditions. Sur les deux rives, on souhaite la coopération, le développement conjoint de l'économie nationale, une amélioration du niveau de vie et une Chine prospère, puissante et moderne*» (20). Cette conception de la convergence entre la Chine socialiste et Taiwan, le royaume des multinationales et du capitalisme sauvage, montre la justesse de la remarque de Milton Friedman: les grands capitalistes chinois de Taiwan, Hong-Kong et Singapour poussent le continent vers la restauration capitaliste.

### *L'affrontement au sein du Parti*

Pour comprendre l'affrontement politique de mai-juin 1989 sur la place Tien An Men, il faut savoir qu'en janvier 1987, s'est déclenchée une première lutte importante au sein du Parti communiste chinois. Le mouvement étudiant de l'année 1986, directement inspiré et dirigé par Fang Lizhi, avait attaqué les bases mêmes du socialisme en Chine. Deng Xiaoping, qui, jusque là, avait fermement suivi le révisionniste Hu Yaobang, change alors d'optique. Le 28 septembre 1986, il déclare: «*A Hong-Kong et à Taiwan, des courants d'opinion cherchent à lutter contre les quatre principes fondamentaux (le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Zedong, la voie socialiste, la dictature populaire et la direction du Parti communiste) et à prôner la voie capitaliste pour donner l'impression que c'est de cette façon que nous parviendrons à la modernisation du pays. En fait, cette libéralisation revient simplement à nous conduire sur la voie capitaliste*» (21). Le 19 janvier 1988, Po Yipo présente, au bureau politique, un rapport critiquant le travail de Hu Yaobang. «*Hu Yaobang, y lisons-nous, a encouragé les éléments actifs qui prônaient la libéralisation bourgeoise et a adopté une attitude de*

*compréhension et de protection à leur égard. Tout cela a directement conduit à ce qu'on nous demande de supprimer les quatre principes fondamentaux, à ce qu'on procède à une occidentalisation intégrale et à ce que l'on pratique un système politique et une économie capitalistes» (22).*

La chute de Hu Yaobang affaiblit le noyau révisionniste à la tête du Parti. Cependant, Deng Xiaoping fait nommer un autre représentant de ce même courant, Zhao Zhiyang, comme nouveau secrétaire général.

Mais au cours de la lutte qui conduit à la chute de Hu, les positions de la gauche du Parti reçoivent un écho grandissant. Chen Yun déclare: *«La source de la libéralisation bourgeoise se trouve dans le secteur économique. Une économie planifiée est socialiste, une économie marchande est capitaliste et promouvoir une économie marchande revient à promouvoir le capitalisme et c'est la cause fondamentale de la libéralisation» (23).* En dénonçant la voie capitaliste, Chen Yun critique aussi la corruption qui l'accompagne: *«Les dirigeants du Parti doivent donner l'exemple au peuple. Ils doivent être à la tête de la lutte pour éliminer la corruption de la classe capitaliste et les tendances malsaines qui en proviennent. Beaucoup d'entreprises sont dirigées par des parents proches de hauts cadres. Ils posent un problème très grave» (24).*

En 1988, Zhao Zhiyang, le nouveau secrétaire général, continue de protéger les groupes révisionnistes mis en place par Hu Yaobang à la tête de certaines institutions du Parti et il leur permet même d'étendre leur influence. En 1986 déjà, le collaborateur le plus proche de Zhao, Bao Tong, avait autorisé la création à Beijing du *Fonds pour la réforme et l'ouverture de la Chine*, financé par Georges Soros, un grand homme d'affaires américain (25). L'entourage de Zhao Zhiyang défend le point de vue suivant, exprimé par des intellectuels chinois rentrés des Etats-Unis: *«Nous croyons qu'un changement du système de la propriété d'Etat n'est pas seulement une nécessité historique, mais qu'il est aussi pratiquement réalisable. Notre plan est le suivant: organiser un programme global de privatisation du système de la propriété d'Etat» (26).* En novembre 1988, Li Yining, professeur à l'université de Beijing et proche collaborateur de Zhao, renchérit: *«Le but ultime est la création de marchés bien rodés, de type capitaliste, pour les marchandises, les finances, le travail et l'habitat» (27).* Cette position est confirmée par un autre collaborateur de Zhao, Chen Yi-zi: *«Zhao était convaincu qu'une économie planifiée de type stalinien ne pouvait marcher en Chine et qu'il fallait une économie de marché» (28).*

Un dernier point est intéressant à noter. Au moment des manifestations estudiantines, un journal de Hong-Kong écrit : *«Zhao a demandé à une commission de préparer une proposition de réforme politique qui inclut des idées pour une concurrence multipartite et une presse indépendante» (29).* Le multipartisme en Chine signifie avant tout la légalisation du Kuomintang, le parti fasciste au pouvoir à Taiwan. Quant à la presse «indépendante», elle dépendra complètement des milieux financiers de Taiwan, de Hong-Kong et des Etats-Unis. Mais avec son option pour le multipartisme, Zhao est acclamé à l'Ouest comme un démocrate. Et pourtant, c'est précisément le groupe de Zhao Zhiyang qui avait réclamé, fin 88-début 89, un «nouvel autoritarisme» pour mener à bien les réformes capitalistes. On rapporte que le 6 mars, Zhao lui-même aurait dit à Deng Xiaoping: *«Un pays sous-développé qui veut se moderniser doit passer par un certain processus au cours duquel il a besoin de l'impulsion d'un gouvernement fort, autoritaire» (30).* En clair: pour faire avaler la démocratie bourgeoise et la liberté du marché, il faut un gouvernement autoritaire capable de briser les résistances à la restauration capitaliste.

Fin décembre 1988, la lutte entre les révisionnistes et les marxistes-léninistes connaît une deuxième flambée. Un proche de Zhao Zhiyang réunit trois cents intellectuels à un séminaire au cours duquel des «réformateurs» célèbres du Parti communiste, tels Yan Jiaqi et Su Shaozhi, prennent la parole pour dénoncer les campagnes passées contre le libéralisme bourgeois. Les textes, défendant avec le plus de véhémence le capitalisme, sont publiés ultérieurement dans le *World Economic Herald de Shanghai*. Dans son éditorial, le journal précise: *«Il faut courageusement tirer des leçons des formes démocratiques modernes qui ont été développées dans le capitalisme occidental» (31).* Cette agitation

droitière de la part des intellectuels réformateurs du Parti, influence directement les milieux étudiants de la capitale.

Chen Yun déclare à ce moment que *«tout le front idéologique est occupé par la bourgeoisie, il ne reste plus rien de prolétarien»*. Wang Zhen et Po Yipo insistent à trois reprises auprès de Deng Xiaoping pour que Zhao Zhiyang soit remplacé au poste secrétaire général. Au mois de mars 1989, Li Sien-nien se rend chez Deng pour insister à son tour sur la nécessité de cette démission qui pourrait avoir lieu lors du quatrième plénum prévu pour les prochaines semaines (32). C'est au milieu de ces luttes à l'intérieur du Parti communiste que se déclenche, en avril, le mouvement étudiant.

### **Ce que voulaient réellement les étudiants de Beijing**

Nos médias nous ont appris que les étudiants de Beijing manifestaient pour des revendications démocratiques et contre la corruption. Ils ne voulaient nullement renverser le régime socialiste. Pour preuve, ils chantaient même l'Internationale. Peut-il y avoir confirmation plus éclatante que, sous le socialisme, la démocratie est impossible? Une clique de gérontocrates tyranniques, se sentant dépassés, a écrasé dans un bain de sang, un mouvement fait de gentillesse et de naïveté.

Toute la droite, du PSC au Vlaams Blok, nous a présenté cette version. Les trotskistes ont déployé une activité fébrile, après la répression du mouvement pro-impérialiste, pour amener la gauche belge à soutenir «les étudiants». Ils ont soumis à des centaines de progressistes une pétition qui disait que les étudiants *«exigeaient en fait une démocratisation du socialisme»* et qui déclarait: *« le prétexte que la contre-révolution dresse la tête est inacceptable»* (33). Nous affirmons d'emblée qu'en agissant de la sorte, les trotskistes se sont comportés comme de véritables agents de l'impérialisme américain et du fascisme taiwanais. Le lecteur jugera si cette accusation est bien fondée ou non.

### **Une révolution contre le socialisme**

Quel était le caractère et la nature du mouvement de Beijing?

Quelques heures après l'intervention de l'armée, le 4 juin 1989, Shaw Yuming, porte-parole du gouvernement de Taiwan, déclare: *«Bien que certaines personnes croient que ce mouvement étudiant est seulement une lutte au sein du système et pas un mouvement révolutionnaire dirigé contre le Parti communiste, pas un mouvement en dehors du système, nous devons souligner ceci: si l'on examine bien les choses, nous voyons que leur slogan «la démocratie ou la mort» et l'érection de la statue de la «déesse de la liberté» sur la place Tien An Men, prouvent de façon évidente qu'ils luttent pour une démocratie de style occidental.»* (34) Deux semaines plus tard, le porte-parole du gouvernement de Taiwan dit à un journaliste japonais: *«Monsieur Yuan Mu, le porte-parole du gouvernement de Beijing, a affirmé que les manifestants cherchaient à renverser le régime socialiste. (...). Il disait la vérité. Certaines personnes, comme Fang Lizhi et d'autres intellectuels, sont parfaitement conscientes de ce qu'elles demandent. Mais beaucoup de personnes demandaient seulement quelques changements; ils ne connaissaient pas les implications logiques de ce qu'ils réclamaient. (...). Dans une révolution, il y a des chefs et il y a des suiveurs. Les chefs savent ce qu'ils veulent mais les suiveurs n'ont qu'une idée vague de ce qu'ils font. Beaucoup de personnes sur la place Tien An Men pensaient qu'ils demandaient seulement quelques changements, mais ils ne savaient pas qu'il s'agissait en fait d'une révolution pour sortir du système.»* (35)

Ainsi donc, pour une fois, le Parti communiste chinois et le parti fasciste taiwanais sont d'accord sur un point, mais d'importance: le mouvement «démocratique» de Beijing avait bel et bien un caractère contre-révolutionnaire.

### **Le programme de Fang Lizhi**

Pour juger si cette estimation est bien fondée, il nous importe d'examiner, en toute objectivité, quel était le programme politique avancé par le noyau dirigeant de la place Tien An Men.

Le mouvement, prévu originellement pour le 4 mai 1989, a été préparé pendant toute l'année 1988. Au début de l'année 89, Fang Lizhi, le père spirituel incontesté du mouvement, fait une tournée des capitales occidentales afin d'obtenir du soutien pour le mouvement imminent.

Dans Libération du 17 janvier 89, Fang Lizhi publie un article intitulé «*La Chine a besoin de démocratie*», mot d'ordre repris par après par le mouvement étudiant de Beijing. Dénigrant quarante années de construction socialiste, Fang Lizhi déclare: «*La logique ne mène qu'à une conclusion: que les désillusions des 40 dernières années doivent être attribuées au système social lui-même (...). Le socialisme, dans sa mouture Lénine-Staline-Mao, a été tout à fait discrédité.*» Partisan de l'in traduction des lois du capitalisme en Chine, il ajoute: «*Est-ce qu'une économie libre peut être compatible avec la forme spécifiquement chinoise de gouvernement dictatorial? Un regard sur la Chine de 1988 prouve qu'en gros la réponse à cette question est non. D'abord la Chine diffère d'autres pays en ce que son système de dictature est incapable d'accepter une économie entièrement libre. Et ceci parce que la dictature socialiste est intimement liée à un système de "propriété collective" et son idéologie est fondamentalement antithétique du type de droits de propriété requis par une économie libre.*»

Fang Lizhi poursuit en précisant qu'il comprend le mot d'ordre "liberté de presse" comme la liberté d'expression pour la classe montante des capitalistes chinois: «*l'éditeur d'un journal de Canton a récemment écrit que la fonction de son journal est déparier, non au nom du PCC, mais au nom d'une classe moyenne émergente de Canton.*»

Et pour conclure son article, Fang Lizhi précise la tactique à suivre, largement inspirée des expériences polonaise et hongroise: «*La démocratie est plus qu'un slogan: elle exerce une pression qui lui est propre. Le but de cette pression est d'obliger les autorités, graduellement et à travers des moyens non violents, à accepter des changements vers la démocratie politique et l'économie libre.*» (36)

Dès que le soi-disant mouvement pour la démocratie a été lancé à Beijing, ses différents porte-parole, lorsqu'ils traitaient des perspectives économiques et politiques de la Chine, n'ont fait que reprendre ces orientations.

Cette déclaration-programme de Fang Lizhi révèle toute sa portée lorsque l'on examine, parallèlement, la politique déclarée de Taiwan vis-à-vis du continent. Récemment, le Premier ministre taiwanais, M. Lee Huan, exposait, devant son gouvernement, la ligne de conduite. Selon M. Lee Huan, Taiwan «*était seulement engagée dans une "offensive politique" sur le continent, car une offensive militaire exigerait des sacrifices trop grands et causerait trop de dommages.*» (37) Et dans les documents de base du Kuomintang, on trouve les lignes directrices suivantes: «*Poursuivre activement le travail idéologique sur le continent afin de contrer la stratégie du Parti communiste. Eliminer la dictature marxiste-léniniste sur le continent. Détruire le système à valeur unique du communisme chinois. Permettre la propriété privée de la terre et le développement de l'entreprise privée.*» (38)

### **La Fédération pour la démocratie et le Kuomintang: les concordances**

Trois mois après la répression du mouvement, ses principaux dirigeants se retrouvent à Paris pour y créer la *Fédération pour la Démocratie en Chine*. Elle élit à sa direction Yan Jiaqi, principal dirigeant des intellectuels de la place Tien An Men, un proche de Zhao Zhiyang, Wuer Kaixi, le principal dirigeant étudiant, et Wan Runnan, un des plus grands capitalistes privés de la République Populaire.

Le programme adopté par la Fédération ne se distingue en rien de celui poursuivi par le Kuomintang. La Fédération des «*démocrates*» dénonce le Parti communiste qui a créé «*un système ou le totalitarisme stalinien se mêle au despotisme oriental*». Il affirme que «*la tolérance du peuple chinois*

*envers la dictature du Parti communiste a atteint sa limite extrême*». Ses objectifs principaux sont formulées ainsi: «*développer l'économie d'initiative privée et mettre fin à la dictature d'un seul parti*». **(39)**

Au moment où ce programme a été publié, le parallélisme entre la politique des fascistes taiwanais et les dirigeants du mouvement de Tien An Men aurait dû alarmer tous les progressistes et anti-impérialistes. Depuis lors, les options de ces deux groupes anticommunistes se sont encore rapprochées.

D'abord, le *Kuomintang* et la *Fédération pour la Démocratie* veulent tous deux renverser le Parti communiste, en prenant appui sur les forces de la grande bourgeoisie chinoise de Taiwan, des Etats-Unis, de Hong-Kong et de Singapour.

Devant un auditoire de San Fransisco, Shaw Yuming, directeur général de l'information du gouvernement taiwanais déclare: «*Le gouvernement de la République de Chine (Taiwan) a suivi de près le mouvement étudiant depuis le début et il a étudié diverses contre-stratégies. Cependant, pour ne pas fournir aux communistes chinois un prétexte pour supprimer le mouvement, nous avons dû adopter une attitude extrêmement prudente (...). C'est notre espoir d'utiliser le modèle de développement de Taiwan comme base pour notre objectif: la réunification éventuelle de la Chine sous un système libre et démocratique. (...) Les Chinois du continent, de Taiwan, de Hong-Kong, de Macao, des Etats-Unis, du Canada, d'Europe et de la région Asie-Pacifique sont tous arrivés à un consensus après le massacre de Tien An Men, en vue notamment de mettre fin à la tyrannie des communistes chinois.*» **(40)**

Cette orientation politique taiwanaise, est reprise pratiquement mot à mot par le porte-parole des intellectuels du mouvement de Beijing, Yan Jiaqi. Le 28 juillet 1989, à l'occasion de la première session du *Congrès des Etudiants Chinois aux Etats-Unis*, à Chicago, il déclare: «*Des contributions doivent venir des Chinois d'outre-mer. Les communistes chinois peuvent contrôler le peuple avec des chars, mais ils ne peuvent pas supprimer l'entreprise privée en dehors de la Chine. La démocratie dépend de l'expansion économique. Le fait que Taiwan ait un gouvernement démocratique sous la direction de la République de Chine nous est le bienvenu. Il n'est pas tellement important que la Chine soit aujourd'hui divisée entre forces socialistes et capitalistes, mais il est important que les unes sont dictatoriales et les autres démocratiques. Pour nous, quiconque s'aligne sur une dictature est notre ennemi et quiconque s'oppose à la dictature est notre ami. Le peuple de Taiwan tient haut le drapeau démocratique. Cela, me semble-t-il, est la base fondamentale pour la réunification de Taiwan et de la Chine continentale.* » **(41)**

Deuxième concordance: le *Kuomintang* et la *Fédération pour la Démocratie* dénigrent tous deux l'expérience socialiste de la Chine depuis la libération en 1949. A la question du journaliste: «*Les Chinois idéalisent beaucoup les premières années du communisme, êtes-vous d'accord?*» Yan Jiaqi répond: «*Pas du tout! Le début des années 50 est l'époque où le PCC installait les bases de son pouvoir, où il pourchassait les partisans du Kuomintang de Tchang Kaichek, déposait les capitalistes sans le faire au grand jour et, dans les campagnes, donnait les terres aux paysans en expropriant les propriétaires fonciers. C'est l'époque où le PCC entamait sa première campagne contre les intellectuels et tous les gens qui pensaient différemment.*» **(42)** Son argumentation est calquée sur les thèses des fascistes du Kuomintang qui prétendent que, dès son arrivée au pouvoir, le Parti communiste a suivi une politique «criminelle».

Troisième concordance: tout le discours du *Kuomintang*, comme celui de la *Fédération pour la Démocratie*, est axé sur une idée centrale: l'entreprise privée, le capitalisme sauvage.

Le secrétaire général de la *Fédération pour la Démocratie en Chine* n'est autre que le millionnaire Wan Runnan, ex-pdg de la société d'équipements électroniques Stone, l'une des plus importantes entreprises privées de Chine. Elle faisait des bénéfices de l'ordre de 50 millions de dollars par an. En

février 1990, Wan Runnan livre ses impressions à la revue «Bulletin de Sinologie», éditée à Hong-Kong. La revue rapporte l'entrevue comme suit: «*Wan Runnan pense que la dictature du parti unique constitue un frein pour le développement économique. Il préconise l'instauration en économie d'un système de propriété privée, en politique d'un système pluraliste.*» (43) Devant la City University de New-York, Wan Runnan déclare: «*Une solution simple aux problèmes de la Chine consiste à privatiser la propriété, rendant ainsi possible l'émergence d'une classe moyenne.*» (44) Yan Jiaqi confirme cette option en précisant qu'une économie socialiste est la base du totalitarisme, idée chère à Fang Lizhi. «*Tant que la Chine n'adopte pas un système de droit de propriété en économie, elle est condamnée au totalitarisme et au contrôle de la pensée.*» (45)

### **Les pèlerins pour Taiwan**

Récemment, une stratégie en quatre phases a été exposée par la *Fédération pour la Démocratie en Chine* par la voix de son président, Yan Jiaqi. Première phase: la chute de Li Peng. Deuxième phase: révision du jugement sur la nature du mouvement de Beijing. Troisième phase: retour des dissidents, révision de la constitution dans le sens d'un système pluraliste comme celui de la Pologne, de la Hongrie et de l'Union soviétique. Quatrième phase: établissement d'un système fédéral et élections multipartites avec le Parti communiste, le Kuomintang et l'Alliance démocratique. (46) Là au moins, le but est clairement affiché: le retour du vieux parti fasciste et l'arrivée d'un nouveau parti créé aux Etats-Unis par des agents chinois de la CIA.

Lorsque nous avons affirmé, quelques mois après la répression du mouvement pro-impérialiste de Beijing, que celui-ci était effectivement dirigé par des contre-révolutionnaires et qu'il visait à établir le régime de Taiwan en Chine, les trotskistes ont joué à l'indignation. Mandel a eu le culot d'écrire: «*La victoire des étudiants aurait renforcé la base du socialisme en Chine. Leur écrasement dans le sang par une clique de despotes militaires, a porté un coup rude au socialisme.*» (47) Or, nous n'avons pas dû attendre une année, avant de voir tous les protagonistes du mouvement soi-disant démocratique jeter le masque et se montrer ouvertement comme des agents de Taiwan et des Etats-Unis. Et du coup, on voit clairement de quelles forces monsieur Mandel se fait l'avocat.

Yan Jiaqi, le penseur du mouvement «démocratique», est allé à Taiwan, le 8 mai 1990, pour y déclarer. «*Pour la démocratisation de la Chine continentale, l'expérience de Taiwan a une grande valeur de référence.*» (48)

Le deuxième héros de la place Tien An Men était Wuer Kaixi. Le 29 janvier, il a demandé un entretien avec John Chang, le directeur du département des Affaires chinoise du Kuomintang, c'est-à-dire le chef de l'espionnage taiwanais en République Populaire. Notre démocrate a déclaré au fasciste: «*La communication entre les Chinois anticommunistes est le premier pas vers l'unité.*» (49)

Su Hsiao-kang, le célèbre écrivain, l'auteur du script du téléfilm «Eloge de la Rivière», est arrivé à Taiwan, début janvier, en compagnie de quatre autres écrivains, militants de la place Tien An Men. Il y a dénoncé «*le totalitarisme du type stalinien imposé par Mao Zedong*». Selon la presse taiwanaise, «*il a critiqué Taiwan d'être "un peu trop mou" dans sa réponse au mouvement démocratique sur le continent*». Toujours selon la presse du Kuomintang: «*Su disait que certains membres de la Fédération pour la Démocratie en Chine croient que "l'action sanglante et la guerre civile sont inévitables dans le combat pour la démocratie."* » (50)

Yueh Wu, dirigeant du *Syndicat Ouvrier Indépendant* de Beijing, très bien côté chez nos trotskistes, est arrivé le 16 janvier à Taiwan, à l'invitation de la...World Anti-Communist League! (51)

Au mois de janvier, tous les dirigeants de la Fédération, conduits par le secrétaire général Wan Runnan, ainsi que cinquante étudiants et écrivains du mouvement de Tien An Men, ont été invités à Taiwan. Un cadre du Kuomintang déclarait: «*C'est maintenant un secret public que tous les groupes importants du mouvement démocratique reçoivent la majeure partie de leurs fonds de Taiwan.*» (52)

Ces informations peuvent donner des frissons à tous ceux qui ont cru, à un moment ou un autre, que les étudiants de Tien An Men étaient des jeunes naïfs, politiquement vierges. Or, les preuves sont là: pour toute la direction de ce mouvement, la «liberté», c'est la liberté de l'entreprise capitaliste et de l'exploitation, la «démocratie» et le multipartisme, c'est le retour du parti fasciste du Kuomintang et de ses escadrons de la mort sur le continent chinois. La grande campagne anticommuniste qu'Amnesty International a lancée en mai 1990 avait pour thème: *«L'année passée, le printemps plein d'espoir fleurissait en Chine»*. (53) C'est un mot d'ordre clairement politique qui reprend la version répandue par les stratèges de l'impérialisme: le mouvement pour la démocratie était un printemps plein d'espoir. Or, si Amnesty International veut faire de la politique (et elle le fait avec un grand raffinement), elle ne peut pas empêcher un débat ouvert dans ses rangs sur l'analyse de ce mouvement. Et une analyse objective mène à une conclusion incontestable: ce mouvement visait au rétablissement de la domination néo-coloniale sur la Chine et à la renaissance de la domination fasciste du Kuomintang. Et c'est cette orientation que défend Amnesty International - Belgique, sous prétexte de «ne pas faire de politique».

### **Leur «pacifisme» était un mensonge: en voici les preuves**

Hu Yaobang meurt le 15 avril 1989. La droite parmi les étudiants de Beijing en profite pour exiger que la tendance de Hu, dont l'orientation libérale et pro-impérialiste est bien connue, ait la direction absolue du Parti et que les derniers représentants de la ligne marxiste-léniniste soient éliminés. La première exigence de cette droite est la réévaluation des mérites de Hu Yaobang, critiqué en 1987, et la réhabilitation politique de tous ses partisans exclus du Parti, dont le principal est Fang Lizhi, le célèbre zélateur de l'impérialisme américain et du régime de Taïwan. Le 24 avril, ce noyau étudiant annonce la formation d'un *Comité préparatoire pour la Fédération Nationale des Etudiants* et son soutien tapageur à Solidarnosc indique son intention de constituer un centre politique légal capable de rallier toutes les forces anticommunistes. (54)

En réplique, le Bureau politique du Parti communiste dénonce le 26 avril, *«une conspiration organisée»* et *«une agitation qui vise à rejeter la direction du Parti communiste et le système socialiste»*.

Le 2 mai, le noyau des étudiants soumet une pétition au Parti dans laquelle il affirme répondre à l'offre de dialogue faite par le gouvernement. Quand on y regarde de près, on constate que ces gens ne cherchent nullement le dialogue, mais l'affrontement et que leur but ultime est effectivement le renversement du Parti communiste. Dans le premier point, ils exigent *«l'égalité absolue»* des deux parties, les étudiants et les autorités nationales, avec la présence des plus hauts responsables du Parti et de l'Etat. Les étudiants doivent être représentés par la *Fédération autonome des Etudiants*, ce qui implique la reconnaissance officielle des organisations antisocialistes. Le noyau exige en plus que le dialogue soit intégralement transmis par la TV, facilitant ainsi l'implantation de l'organisation anticommuniste dans le pays tout entier. (55)

Saisissant parfaitement le sens politique de cette tactique, une revue du gouvernement américain déclare: *«Si cette demande avait été accordée, les étudiants auraient obtenu la légalisation de la première organisation politique complètement indépendante de l'histoire de la République Populaire et la négation de fait des quatre principes fondamentaux de Deng Xiaoping.»* (56)

### **Zhao Zhiyang rejoint la contre-révolution**

Un premier grand tournant dans les événements se produit le 4 mai, avec le discours de Zhao Zhiyang, à son retour de Pyongyang. Devant les membres de la Banque asiatique du Développement, Zhao présente une évaluation positive du mouvement étudiant en cours et désavoue ceux qui considèrent que ce mouvement est dirigé par des forces antisocialistes.

Une revue du gouvernement américain a fait, par après, l'analyse suivante de l'intervention de Zhao: «*Malgré la dimension énorme des manifestations, elles ne constituaient pas encore une rébellion populaire. Elles ne le sont devenues qu'au moment où les manifestants ont vu qu'ils avaient la sympathie clairement affichée d'une aile du Parti et de l'appareil gouvernemental et qu'ils aidaient cette fraction dans son combat contre les conservateurs. Ce processus a commencé après le discours du 4 mai de Zhao.*» (57)

Beaucoup de membres du Parti communiste sont désorientés devant ces deux appréciations complètement contradictoires du mouvement étudiant, toutes deux provenant de la direction du Parti. Zhao donne immédiatement des instructions à tous les médias pour qu'ils soutiennent le mouvement en cours. Grâce aux médias, le mouvement étudiant se transforme en mouvement populaire. Après la déclaration de la loi martiale, le 20 mai, et ceci jusqu'au 25 mai, la presse, la radio et la TV appellent la population à s'opposer à l'entrée de l'armée à Beijing. (58)

C'est à ce moment aussi que, dans la confusion politique générale, des forces de gauche authentiques, des gens qui critiquent les réformes de Deng Xiaoping à partir des positions de Mao Zedong et de Zhou Enlai, s'engagent dans le mouvement. Dès lors, les manifestants poursuivent des buts diamétralement opposés, certains voulant en retourner aux principes socialistes des années de Mao, d'autres espérant pousser les réformes jusqu'à l'introduction de l'économie de marché. Ces derniers ont gardé à tout moment la direction politique du mouvement dans son ensemble.

### **La droite à l'assaut du pouvoir**

Le 17 mai déjà, Yan Jiaqi, un des principaux dirigeants du mouvement et proche collaborateur de Zhao, publie le *Manifeste du 17 Mai*. Il y apporte son soutien à Zhao Zhiyang contre «l'empereur» Deng Xiaoping et contre «le gouvernement sous le contrôle absolu d'un dictateur». Yan écrit: «*A bas l'éditorial du 26 avril! A bas la dictature! Vive l'esprit d'opposition à la tyrannie!*» Son manifeste est publié le lendemain par la presse de Taïwan. (59) Dès ce jour, le noyau dirigeant du mouvement vise ouvertement l'élimination de la gauche marxiste du gouvernement.

On lit dans une déclaration de la direction à Tien An Men, le 21 mai: Nous ne sommes pas le «*genre de personnes à chercher un compromis avec un gouvernement qui traite ce mouvement patriotique de façon erronée*». Si le gouvernement ne s'en va pas, alors «*les troubles ne connaîtront jamais de fin*». (60) Ce même 21 mai, Yan Jiaqi exige dans une déclaration le renversement du premier ministre Li Peng, du président de la République Yang Shangkung et de l'autorité militaire supérieure, Deng Xiaoping. Yan réclame leur expulsion du Parti et leur mise en accusation devant le tribunal. (61)

Mais fin mai 1989, la grande majorité du comité central du Parti se rallie à Deng Xiaoping et Li Peng contre la fraction procapitaliste de Zhao Zhiyang. (62)

Le 1 juin, le quartier général des étudiants à Tien An Men exige la fin de la loi martiale et le retrait des troupes. Annonçant la violence à venir, il affirme: «*Si ces revendications ne sont pas acceptées, les étudiants sont préparés à sacrifier leur vie.*» (63)

Le mouvement est clairement en perte de vitesse. Mais le noyau dur ne pense nullement à céder. Au contraire, des actions de désespoir se préparent. Les étudiants décident de continuer à occuper la place Tien An Men jusqu'à la session de l'Assemblée nationale du 20 juin. C'est-à-dire qu'ils comptent maintenir, indéfiniment, au coeur même de la capitale, une agitation qui dure depuis six semaines. Une nouvelle flambée de protestations est toujours possible à Beijing. Des troubles se manifestent déjà dans les provinces. Une revue du gouvernement américain, qui constate le déclin du mouvement, écrit: «*En raison du flot de soutien financier en provenance du secteur privé chinois et des sympathisants d'outre-mer et du renfort par des recrues arrivant dans la capitale, il était difficile d'amener le mouvement à se dissoudre lui-même.*» (64)

Après une campagne d'information de deux semaines, au cours de laquelle les autorités n'ont pas essayé d'appliquer la loi martiale, elles décident de faire dégager la place par l'armée et les forces de l'ordre. Le 2 juin, elles envoient des soldats sans armes pour amener les étudiants à partir. Ce n'est nullement une «provocation», comme le dit la presse anticomuniste. L'envoi de soldats sans armes correspond parfaitement à la phase du déclin du mouvement et à la volonté du Parti de mettre fin aux désordres sans violence, politique pratiquée avec constance depuis déjà six semaines et absolument inconcevable dans n'importe quel pays impérialiste. Ce 2 juin, les soldats sans armes ont été attaqués, battus et faits prisonniers par des étudiants et des éléments déclassés.

### **Ils ont préparé systématiquement la violence**

S'il est incontestable que la grande majorité des étudiants ne voulaient pas de la violence, il est tout aussi clair que la direction du mouvement a, dès le début et de façon méthodique, préparé les esprits à l'affrontement et à la violence.

Le 21 avril 1989 déjà, un appel à la grève est affiché à l'université de Beida. *«Nous voulons faire progresser la démocratie par la sincérité de notre sacrifice, peu importe la répression, nous escaladerons des montagnes de lames tranchantes, nous plongerons dans des océans de feu!» (65)* C'est un langage qui crie le sang.

Un autre journal mural du 23 avril reprend textuellement la propagande de Taiwan: *«La démocratie et la liberté. C'est le but de notre grève. La lutte est inévitable, il faut l'accepter sans crainte. Il y aura des victimes; mais le sacrifice en vaut la peine. La douleur qui naît de l'esclavage, peut-on l'accepter? Nous naissons libres, eux, ils veulent faire de nous des esclaves.» (66)* C'est une tactique mise au point depuis longtemps par la CIA pour la lutte dans les pays socialistes: éviter aussi longtemps que possible l'affrontement direct avec les organes de la dictature du prolétariat; gagner une large influence parmi les masses hésitantes en proclamant sa volonté de pacifisme; préparer psychologiquement l'affrontement inévitable, puis, finalement faire ressortir que les autorités ont déclenché l'agression et que les manifestants se trouvaient en état de légitime défense.

Le 13 mai, les dirigeants décident de dramatiser la lutte en entamant une grève de la faim de 3.000 étudiants. Préparant l'affrontement, ils parlent de plus en plus souvent de la mort. Dans *La pétition de la grève de la faim*, les étudiants de l'université de Beijing parlent du *«moment crucial de vie ou de mort, qui décidera de la survie ou de l'effondrement de la nation. La mort n'est certainement pas notre but. Mais si la mort d'une personne peut rendre meilleure la vie de beaucoup d'autres, si elle peut rendre notre nation prospère et grande, alors nous n'avons pas le droit d'agir lâchement.» (67)* Un professeur chinois d'anglais explique à un journaliste de Libération la tactique suivie par le mouvement. *«La direction du Parti communiste doit d'abord reconnaître l'association étudiante et la légitimité de notre mouvement. Mais ce ne sont là que nos premières exigences. Ils doivent laisser la place. Et s'ils s'avisent d'utiliser la violence, il se passera en Chine ce qui s'est passé en France en 1789, la prise de la Bastille.» (68)*

Le 22 mai, les étudiants de la place Tien An Men font encore monter la température. *«Li Peng et Yang Shangkun ont fait un coup d'Etat contre-révolutionnaire. Ils ont renversé le secrétaire-général Zhao Ziyang. Tout le peuple doit écraser ce coup d'Etat et rejeter le gouvernement de Li Peng.» (69)* Ecraser un coup d'Etat contre-révolutionnaire: cela peut-il se faire avec gentillesse et pacifisme?

Le mardi 30 mai, une banderole flotte sur la place Tien An Men: *«Le 1789 de la Chine»*, appelant ouvertement à une révolution pour renverser le régime. Un certain Wang déclare au journaliste de Libé: *«L'histoire prouve qu'on ne peut conquérir la liberté sans recours à la violence. C'est regrettable, mais le sang doit couler. En Chine, le moment n'est pas encore venu. La violence nous isolerait des masses. Il nous faut d'abord éveiller le peuple et gagner son soutien à la cause de la démocratie.» (70)*

Le soir du 3 juin, à 21 heures, avant l'intervention des forces de l'ordre, Chai Ling demande aux étudiants sur la place de lever la main et de jurer: «*Pour le progrès de notre pays vers la démocratie, pour la prospérité de notre pays et pour empêcher qu'un milliard de Chinois meurent dans la guerre, je jure de protéger la place Tien An Men et la République avec ma vie. Nos têtes peuvent être coupées et notre sang peut couler, mais la place du peuple ne peut pas être perdue. Nous sommes prêts à nous battre jusqu'à la fin jusqu'au dernier d'entre nous.*» (71)

### **Les pacifistes: «Nous savons que le sang doit couler!»**

Nous trouvons une discussion extrêmement significative et révélatrice à propos du «caractère pacifique» du mouvement, dans la revue *Problems of Communism*, publiée par l'Agence d'information du gouvernement américain. Elle prouve deux choses, de façon irréfutable. Premièrement: l'option non violente du mouvement de Beijing était une simple tactique, une manoeuvre habile pour recueillir un soutien aussi large que possible aux activités et aux thèses anticommunistes. Deuxièmement: il y a une division des rôles. Tandis que les porte-parole «officiels» chantaient la non-violence, des éléments «spécialisés» se préparaient à la violence, prêts à y recourir dès que nécessaire. Voici ce que dit la revue du gouvernement américain à propos de la «non-violence» de ces dirigeants étudiants si innocents.

*«Des considérations pratiques ont dicté une approche non violente. Le régime communiste contrôle encore des forces militaires et de police impressionnantes. L'armée et les forces de police sont restés fermement du côté du régime. Leur soutien explique pourquoi il serait irréaliste pour le mouvement démocratique de rejoindre les montagnes comme le fit Mao dans les années trente. Les démocrates disent que si la violence doit avoir un rôle dans l'avenir de la Chine, elle devra venir de l'intérieur de l'armée chinoise. Le président du Printemps de Chine, Hu Ping a dit au Quatrième Congrès de l'organisation à Los Angeles, United States: «Notre organisation n'a pas la force de réaliser un coup militaire». Wan Runnan, de la Fédération Démocratique a dit: «Notre principe de la non-violence ne signifie pas que le sang ne coulera pas. Il y a une division des rôles. Notre rôle est de mener des activités qui sont paisibles, rationnelles et non violentes. Mais d'autres joueront d'autres rôles. » La non-violence et le soutien au socialisme offrent les meilleures possibilités pour construire une large coalition contre le régime et pour attirer le maximum de soutien officiel et non officiel à l'étranger. Comme un dirigeant du Printemps de Chine déclarait lors des débats au Quatrième Congrès: "Seule la bannière des méthodes pacifiques peut rallier une large audience populaire. Si quelqu'un ici me demande de l'argent pour des fusils, je prétendrais certainement donner les fusils pour la chasse aux oiseaux".» (72)*

### **Les émeutiers ont frappé les premiers**

Au moment où les forces de l'ordre ont voulu rétablir l'ordre, après deux semaines de travail d'explication, les premiers blessés, les premiers morts aussi, sont tombés du côté de l'armée.

Le journal *Libération* décrit les événements du vendredi 2 juin en ces termes: «*La foule se déchaînait contre les militaires, pour la plupart très jeunes et sans armes. Des milliers de soldats venaient d'être faits prisonniers. Leurs officiers leur ordonnaient de ne pas résister.*» (73) Samedi 3 juin, à 15 heures, le journaliste de *Libération* note que des manifestants ont mis le feu à des bus militaires. Il poursuit: «*Des armes, saisies à bord de l'un d'eux, sont exposées. Pékin a déjà, en cet après-midi, un air d'émeute. "Sans violence, nous ne pouvons obtenir de changements. Nous devons nous y préparer. Nous ne craignons pas la violence", lance un ouvrier. Cette violence est déjà dans l'air. Samedi, 17h15. Palais du Peuple. Des jeunes patrouillent, cailloux ou longues matraques saisies sur les policiers à la main. "Nous sommes prêts au sacrifice", hurle un orateur improvisé. "Si l'un de nous tombe, un million se lèveront". La foule scande : A bas le régime fasciste! De plus en plus de gens parlent de "riposter aux violences de l'Etat".» (74) Le soir, «*sur des kilomètres, à l'ouest comme à l'est de Tien An Men, l'avenue Chang'an n'est plus qu'une succession de barricades.*» (75) Le journal de droite *The Far Eastern Economic Review* écrit: «*Dans la soirée du 3 juin, une nouvelle intervention**

*des soldats à pied et sans armes a été stoppée en face de l'Hôtel de Beijing, mais cette fois, certains soldats ont été battus brutalement par des bandes déjeunes criminels qui avaient fait leur apparition, pour la première fois, dans la zone de Tien An Men avec des barres de fer et des bâtons. Plus tard dans la soirée, lors de plusieurs incidents, des soldats ont perdu la vie, battus et frappés avec des pierres. A Chong Wen Men, le corps d'un soldat a été jeté d'une passerelle et brûlé. Dans un autre incident, des manifestants ont mutilé le corps d'un soldat.» (76) Un citoyen belge à Beijing déclare par téléphone: «On a d'abord envoyé les chars de la 38ème armée contre les occupants de Tien An Men. Elle a essayé de le faire sans trop de violence. Elle n'y a pas réussi, il y a d'ailleurs eu des morts dans ses rangs.» (77)*

Qui sont ces groupes de tueurs? Johan Galtung a regardé des enregistrements vidéo de la violence et écrit: «Ils sont extrêmement mobiles, jetant des cocktails molotov, sachant exactement comment détruire un véhicule, même un char. Apparemment, ils ont environ trente ans.» (78) On peut raisonnablement croire que des agents entraînés à Taiwan, cette base mondiale des escadrons de la mort, des agents qui ont pu agir depuis longtemps grâce au laxisme du gouvernement, ont joué un rôle important dans cette violence. Taiwan avait tout intérêt à ce que le mouvement finisse dans le sang et il avait les moyens de réaliser les provocations nécessaires à cet effet.

### **Poussés délibérément à la mort?**

Même un journal aussi anticommuniste que *Libération*, se voit obligé d'évoquer l'hypothèse selon laquelle les dirigeants du mouvement étudiant auraient provoqué délibérément la fin violente d'un mouvement qu'ils savaient perdu. *Libé* cite un dirigeant arrivé en Occident, Lao Mu: «Deux semaines avant le massacre, nous savions que tout était perdu et Wang Juntao a fait préparer des faux papiers pour couvrir la fuite des intellectuels et des quelques étudiants qui dirigeaient le mouvement, dont moi-même.» Et *Libération* de formuler la question qui s'impose: «Pourquoi Wang Juntao s'est-il opposé à l'évacuation de Tien An Men, alors que les informations communiquées aux activistes par la journaliste Dai Qing quelques jours avant, sur l'imminence d'une intervention militaire indiscriminée étaient fiables? Certains dirigeants du mouvement ont-ils estimé qu'un martyr servirait davantage leur cause? "Toute la stratégie du mouvement était basée sur le martyr", faisait remarquer récemment un des leaders clandestins d'un réseau démocratique.» (79)

### **L'armée avait le devoir de mettre fin à l'émeute**

Le 4 juin, il était devenu urgent que l'armée intervienne pour mettre fin aux provocations meurtrières et à l'occupation de la place Tien An Men.

Depuis le 1 juin, *The Voice of America* prétendait systématiquement que des unités de l'armée étaient sur le point de s'affronter entre elles, que des soldats refusaient d'imposer la loi martiale, que le gouvernement n'avait plus aucune assise. En d'autres termes, l'émetteur de la CIA incitait ouvertement à l'insurrection.

L'armée ne pouvait pas s'éclipser devant la violence et les meurtres des émeutiers, elle ne pouvait pas non plus permettre que les anticommunistes continuent à occuper le coeur de la capitale. Cela aurait été considéré par toutes les forces antisocialistes comme une expression de l'impuissance de l'armée à réagir face à la contre-révolution, comme une claire indication que le pouvoir était totalement paralysé et pouvait, par conséquent, être renversé.

L'intervention de l'armée pour mettre fin à l'émeute anticommuniste, était devenue nécessaire, mais elle constituait en même temps la preuve de l'échec d'une certaine politique. En effet, l'orientation pro-capitaliste, pro-impérialiste de Hu Yaobang et de Zhao Zhiyang a provoqué un mécontentement justifié dans la population, tout en créant une grande confusion politique. Ne comprenant pas la portée du programme du noyau dur de Tien An Men, une partie de la population de Beijing l'a soutenu contre l'intervention de l'armée.

Pour combattre la violence justifiée avec laquelle un pays socialiste se défend contre l'impérialisme, les pires fascistes jurent par l'humanisme et l'humanitarisme. Ce qui nous montre bien qu'il faut toujours faire une analyse de classe lorsqu'une force politique commence à parler d'humanisme. Le porte-parole du gouvernement fasciste de Taïwan a dit ceci, à propos des ingérences américaines en République Populaire de Chine: *«Les Etats-Unis ont prouvé qu'ils sont dignes d'être le dirigeant du monde libre en affirmant bien haut les principes de l'humanitarisme et des droits de l'homme.»* (80) Or, dans les premiers mois de 1990, au Salvador, des bandes fascistes, entraînées par Taiwan, ont bombardé aveuglément les quartiers populaires de la capitale, massacrant la population à l'arme lourde. Arrivé à Taiwan, le 21 février de cette année, le président salvadorien, Christiani, déclare: *«Ensemble nous serons capables de marcher sur la route de la liberté et de la démocratie.»* (81) Lors de leur agression contre le Panama, un Etat indépendant, les Etats-Unis ont tué, d'après Eduardo Galeano, 7.000 civils. Tous les crimes inqualifiables de l'impérialisme, sont systématiquement effacés de la mémoire de nos peuples, tandis que la répression justifiée dirigée contre la subversion impérialiste, à Beijing, est rappelée à la BBC, jour après jour, semaine après semaine, depuis plus d'une année, comme le plus grand crime contre l'humanité. Nous ne pouvons pas être du côté des peuples du Salvador, du Guatemala, de Grenade, de Panama, d'Argentine, des Philippines, des peuples terrorisés par les Etats-Unis et par Taiwan, et ne pas être du côté du gouvernement socialiste chinois qui combat les tentatives de reconquête de la Chine par Taiwan et les Etats-Unis.

### **La Chine à la croisée des chemins**

Comment évoquer l'avenir de cet immense pays qu'est la Chine populaire, un an après la répression de l'émeute contre-révolutionnaire de Beijing?

Aujourd'hui, le risque existe toujours que l'agitation contre-révolutionnaire redémarre et il y a toujours un danger que la ligne révisionniste et pro-capitaliste reprenne le dessus à la tête du Parti communiste chinois. Si, de cette façon, la droite arrive à miner le Parti de l'intérieur puis à le renverser, la Chine sera plongée dans un chaos catastrophique qui, en quelques années, coûtera la vie à des millions de personnes.

La Chine pourra éviter ce cataclysme, à condition que le redressement, la rectification et la révolutionnarisation du Parti communiste soient poussées jusqu'au bout. Seul le socialisme peut sauver la Chine et seul le Parti communiste peut diriger la construction socialiste. L'histoire récente de l'Europe de l'Est, comme de la Chine, nous apprend, une fois de plus, que dans les pays socialistes, il y a deux types de lutte de classe à mener. Il y a la lutte de classe contre les réactionnaires, les éléments hostiles au socialisme, les agents de l'impérialisme. Mais il y a aussi la lutte à l'intérieur du Parti pour le maintien de ses qualités et de ses traditions révolutionnaires. Cette lutte pour la révolutionnarisation constante du Parti, cette lutte contre les tendances à la dégénérescence, est sans doute la plus complexe mais aussi la plus cruciale.

Nous sommes en désaccord avec tous ceux qui font de la lutte pour «la démocratie» la question essentielle. L'exemple de Tien An Men montre clairement que le mot «démocratie», prétendument au-dessus des classes, sert à propager le développement libre de toute sorte d'organisations antisocialistes et pro-impérialistes. Ainsi, «la démocratie» est le mot d'ordre central de Taiwan et elle signifie dans ce cas le droit pour le parti fasciste du Kuomintang de revenir en Chine. Nous défendons le développement de la démocratie socialiste, c'est-à-dire la participation active et constante des masses populaires à l'édification du socialisme, à sa défense et au perfectionnement de son système politique et économique. Le développement de la démocratie socialiste est conditionné par la révolutionnarisation du Parti. Un haut degré de démocratie socialiste dépend du travail exemplaire des communistes, de leurs liens avec les masses, de leur style de vie simple et de lutte ardue, de leur esprit de sacrifice, de leur fidélité, non pas en paroles mais en actes, au marxisme-léninisme et de leur capacité à centraliser toutes les idées progressistes des masses.

**Mais le Parti a commis des erreurs...**

Parfois, on nous objecte que le Parti communiste chinois a commis des erreurs et des fautes. C'est une évidence. Mais quelles sont les conclusions qu'on tire de ce constat? Se ranger du côté de la contre-révolution et du révisionnisme, est-ce le remède aux maladies du socialisme? Tous les courants démagogiques prendront toujours appui sur les erreurs et faiblesses réelles du Parti, pour propulser leurs conceptions antisocialistes et contre-révolutionnaires.

Ceux qui ont appuyé les héros de la place Tien An Men, peuvent faire maintenant l'amer constat qu'ils ont soutenu une direction farouchement anti-socialiste et pro-taiwanaise. Ceux qui ont appuyé le modéré, le réformateur, l'homme faisant preuve de souplesse et de volonté de dialogue, Zhao Zhiyang, voient aujourd'hui qu'ils ont soutenu une ligne de privatisation et de marché libre. Lutter contre les erreurs et les faiblesses du Parti dans une optique révolutionnaire, c'est lutter pour l'épuration du Parti des éléments bourgeois, opportunistes, bureaucratiques, pourris, c'est lutter pour le maintien des principes marxistes-léninistes et pour leur développement.

### **Bonne et mauvaise gérontocratie**

Les événements de Chine nous montrent une fois de plus que, sous le socialisme, la lutte de classe dans le Parti est extrêmement complexe. Il nous faut adopter une attitude de recherche, d'étude et d'analyse pour déceler les intérêts de classe réels qui se cachent derrière telle ou telle proposition alléchante.

Nous voulons développer cette idée en prenant l'exemple de la démagogie de la presse bourgeoisie contre la *gérontocratie*, les *vieillards despotiques*, les *vieux conservateurs et corrompus*, opposés à la jeunesse démocratique et désintéressée.

D'abord, en Chine, parmi les vieux du Parti, il y en a qui sont de gauche, de droite et du centre. Commençons par la droite. Dans un document du Parti communiste chinois de 1984, nous lisons: «*Il y a un petit nombre de vieux membres et cadres du Parti qui sont incapables de respecter les principes du Parti. Quand ils rencontrent une tendance malsaine, ils la suivent*». «*Une fois qu'on a commencé à parler d'ouverture sur le monde extérieur, certains cadres du gouvernement et du Parti ont été attirés par les affaires comme des abeilles*». **(82)** Dans la lutte au sein du parti, ces vieux-là étaient du côté de Hu Yaobang et de Zhao Zhiyang et ni l'impérialisme ni Taiwan ne se tracassèrent jamais de leur âge, puisqu'ils se battaient pour la bonne cause, celle de ces autres bons vieillards, le pape de Rome, Ronald Reagan et Willy Brandt.

Maintenant, Deng Xiaoping est devenu, aux yeux de l'Occident, le prototype du vieillard tyrannique et rétrograde. Et pourtant, lorsque Deng a soutenu la politique révisionniste de Hu Yaobang et de Zhao Zhiyang, l'Occident ne tarissait pas d'éloges à son égard. Deng a couvert la politique néfaste de Zhao Zhiyang jusqu'au mois d'avril 1989. Et même au début du mouvement étudiant, la presse du Kuomintang a exprimé l'espoir que Deng se rangerait du côté de la *réforme* et de la *démocratie*. Une revue taiwanaise écrivait à ce moment-là: «*La place de Deng dans l'histoire dépend de cette décision*». **(83)** Bref, pendant dix ans, le vieux Deng a pris une position centriste, mais inclinant plutôt vers la droite.

D'autres vieux, comme Chen Yun et Li Sien-nien, ont depuis dix ans critiqué plusieurs aspects de la politique de Deng Xiaoping. C'est Chen Yun qui a combattu le plus fermement l'orientation vers le marché libre et l'abandon de la planification. C'est lui aussi — et le fait mérite d'être noté parce que Chen Yun représente, aux yeux de l'impérialisme, les conservateurs et donc les corrompus — c'est Chen Yun donc qui a critiqué avec la plus grande constance tous les phénomènes de corruption au sein du Parti.

Bref, la lutte de classe traverse aussi bien les vieux que les jeunes, elle traverse la population et le Parti. Il faut donc analyser le fond et la cohérence des différents courants politiques.

## **La droite pro-impérialiste a subi une défaite en Chine**

Quelle est la conclusion qu'on peut tirer de deux mois de confrontation politique à Beijing? La lutte de classe qui s'est développée au printemps 1989 a abouti à une défaite importante pour la droite pro-capitaliste dans le Parti communiste chinois. Avec Zhao Zhiyang ont été épurés toute une série d'intellectuels de droite et d'extrême droite, tels Yan Jiaqi.

Dans son ensemble, la direction actuelle est nettement plus à gauche. En voici quelques indications, d'abord dans le domaine politique et idéologique.

Il y a une nouvelle prise de conscience du danger de la subversion et de l'infiltration, organisées à grande échelle en Chine par l'impérialisme et par Taiwan. Le Parti communiste en revient à la conception de Mao Zedong selon laquelle la lutte de classe continue sous le socialisme et que le danger d'une restauration capitaliste subsiste. A l'intérieur du Parti communiste chinois, la politique révisionniste de Gorbatchev est sévèrement critiquée, de même que son attitude de capitulation devant l'impérialisme. Le Parti met à nouveau en évidence le travail politique et idéologique comme principe directeur. La nécessité pour les intellectuels de se lier aux paysans et aux ouvriers est réaffirmée. Certains redécouvrent les oeuvres de Mao Zedong, dans une tentative de comprendre les caractéristiques de la lutte de classe qu'ils viennent de vivre.

Dans le domaine économique aussi, nous rencontrons certains accents nouveaux.

La planification socialiste est remise à l'honneur, des fonds substantiels sont libérés pour l'agriculture, le développement des entreprises privées est freiné et mieux contrôlé, la campagne contre la corruption et contre les inégalités de revenus prend de l'ampleur.

### **S'informer avant tout**

Néanmoins, la lutte est très complexe et son issue reste incertaine. Il nous importe donc de suivre les débats et d'analyser les points de vue différents qui se manifestent au sein du Parti communiste chinois. A ce propos, nous voulons souligner l'importance d'obtenir des renseignements de première main sur les positions des communistes chinois. Il faut dire que le mépris de nombreux progressistes occidentaux pour l'expérience socialiste d'un milliard cent millions d'hommes est simplement scandaleux. Ceux qui ne prennent même pas la peine de lire les documents du Parti communiste chinois affichent, avec une arrogance révoltante, leurs critiques de la politique suivie et leurs prescriptions infaillibles pour sauver le socialisme chinois. L'honnêteté intellectuelle élémentaire impose que nous suivions avec attention et intérêt les publications chinoises. Nous y trouvons aussi bien des analyses pertinentes que des thèses discutables et des points de vue révisionnistes. S'informer objectivement sur la politique du Parti communiste est déjà enrichissant en soi. Nous ne sommes pas obligés de porter un jugement sur toutes les mesures et toutes les thèses. Et nous devons éviter déjuger trop tôt et trop catégoriquement.

### **L'avenir de la Chine reste incertain**

En effet, à propos de l'avenir de la Chine, beaucoup de questions restent posées.

A partir de 1986, certains spécialistes américains estimaient qu'en Chine, le «*point of no return*» pour la restauration capitaliste était atteint. La dé-collectivisation à la campagne, le développement des entreprises privées et collectives, l'autonomie des entreprises, la naissance d'une couche de technocrates orientés vers le modèle occidental, les zones économiques spéciales, les investissements étrangers, tout cela, disaient-ils, constitue une base économique solide pour le capitalisme. Certains révolutionnaires également estimaient que Deng Xiaoping avait achevé la restauration du capitalisme en Chine. Mais le changement intervenu après juin 1989 dans l'orientation politique et économique, montre que ces conclusions étaient prématurées.

Reste la question: le Parti communiste chinois pourra-t-il poursuivre ses efforts de rectification sur une longue période et approfondir les critiques des erreurs commises?

Les spécialistes de la Chine évoquent plusieurs hypothèses d'avenir.

Certains croient que les révisionnistes dans le Parti rentreront la tête dans les épaules, feront des discours «plus à gauche» et attendront l'éclatement de graves problèmes économiques pour reprendre le pouvoir.

D'autres estiment que la rectification politique et idéologique actuelle restera superficielle, que le bureaucratisme, la corruption et le parasitisme continueront à se répandre dans la Chine profonde et que le processus de pourrissement se poursuivra, comme cela se passe depuis 1978. La marche vers le capitalisme sera seulement ralentie par les événements de juin 1989.

Une troisième école croit que Deng Xiaoping va virer une nouvelle fois à droite pour appuyer une autre tendance Hu Yaobang et Zhao Zhiyang. Ils rappellent qu'en février 1989 encore, Deng affirmait que le Parti n'avait pas commis d'erreurs majeures depuis 1978. Reculant devant une autocritique sérieuse de cette période, Deng retournerait à une ligne de réformes de type capitaliste.

Ces trois hypothèses prévoient une victoire finale des tendances révisionnistes en Chine.

D'autres spécialistes prévoient un éclatement de la Chine sous la pression des terribles problèmes économiques, sociaux et démographiques, par le développement des particularismes provinciaux et par l'action des forces contre-révolutionnaires et pro-taiwanaises. La Chine connaîtrait alors une nouvelle ère de guerres civiles dévastatrices dont l'issue serait imprévisible.

Finalement, on peut estimer que la direction actuelle du Parti réussira à faire une synthèse entre les principes politiques corrects que Mao a élaboré lors de la Révolution culturelle et la politique économique plus souple, mise en pratique depuis lors. Ainsi, la Chine pourrait trouver un nouveau dynamisme aussi bien dans le domaine politique qu'économique.

### **Une confirmation de certaines thèses de Mao Zedong**

En effet, lors de la Révolution culturelle, Mao Zedong n'a pas trouvé les méthodes adéquates pour résoudre le problème de la dégénérescence capitaliste, mais au moins, il a posé correctement un problème crucial. L'évolution politique des dix dernières années confirme amplement certaines de ses analyses.

Mao disait ceci: *«Si nous nous écartons des masses, ne nous appliquons pas à résoudre leurs problèmes, les paysans brandiront leur palanches, les ouvriers manifesteront dans la rue, les étudiants provoqueront des troubles. A l'heure actuelle, il y a des gens qui croient qu'avec la conquête du pouvoir d'Etat, ils peuvent dormir sur leurs deux oreilles et agir en tyrans. Si ces gens-là se heurtent aux masses qui les reçoivent à coups de pierres ou de houe, j'estime qu'ils le méritent et j'y applaudirai. Nous devons absolument nous garder de nous laisser contaminer par le style de travail bureaucratique et de former une couche aristocratique éloignée des masses.»* «Dans le passé, nous avons mené la lutte dans les campagnes, les usines et les milieux culturels, nous avons entrepris le mouvement d'éducation socialiste, sans parvenir pour autant à résoudre le problème; parce que nous n'avons pas trouvé une forme, une méthode permettant de mobiliser les larges masses ouvertement, dans tous les domaines, à partir de la base, pour qu'elles dénoncent notre côté sombre.»

*«La société socialiste s'étend sur une assez longue période au cours de laquelle continuent d'exister les classes, les contradictions de classe et la lutte de classes, de même que la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste et le danger d'une restauration du capitalisme. Il faut comprendre que cette lutte sera longue et complexe, redoubler de vigilance et poursuivre l'éducation socialiste. Il faut*

*saisir et résoudre correctement les problèmes concernant les contradictions de classes, distinguer les contradictions entre l'ennemi et nous et les contradictions au sein du peuple, puis leur donner une juste solution. Sinon un pays socialiste comme le nôtre se transformera en son contraire, il changera de nature et connaîtra la restauration du capitalisme.»*

Au XI<sup>e</sup> congrès du Parti communiste chinois, Hua Kuofeng a expliqué un principe essentiel, avancé par Mao: *«En affirmant que la bourgeoisie existe dans le Parti communiste, le président Mao voulait dire qu'il s'y trouve des responsables engagés dans la voie capitaliste, et pas du tout qu'il y a une bourgeoisie dans le Parti. Tant que le pouvoir suprême du Parti et de l'Etat est détenu par le noyau dirigeant qui s'en tient à la ligne marxiste-léniniste, les responsables engagés dans la voie capitaliste ne sont qu'une poignée ; ils sont dénoncés et expulsés du Parti les uns après les autres. Ils ne sauraient former une bourgeoisie. C'est seulement lorsque les responsables engagés dans la voie capitaliste se sont emparés du pouvoir suprême du Parti et de l'Etat — comme en Union soviétique — qu'une bourgeoisie monopoliste bureaucratique peut se former et que le Parti devient un parti politique bourgeois.»* (84)

Le monde est devenu un. L'impérialisme en crise mène une offensive planétaire pour reconquérir aussi bien les pays nationalistes du tiers monde que les pays socialistes, tout en accentuant l'exploitation des ouvriers dans les métropoles.

Un internationaliste se trouvera toujours à côté des ouvriers et des travailleurs en lutte dans son propre pays, il soutiendra toujours les mouvements qui, dans le tiers monde, combattent l'impérialisme et la réaction, il se tiendra toujours du côté des pays socialistes, dans les succès comme dans les difficultés, et il tirera les leçons de leurs victoires comme de leurs défaites. Dans le climat actuel de triomphalisme de la droite et d'anticommunisme, il importe de faire connaître l'expérience et les points de vue des pays qui persévèrent dans la voie socialiste. Il ne faut plus se laisser intimider par l'arrogance stupide de la droite, mais oser défendre le socialisme, oser défendre la Chine, oser défendre Cuba, oser défendre l'Albanie, oser défendre la République Démocratique et Populaire de Corée.

En fin de compte, les peuples, conjuguant leurs efforts, réussiront à enterrer l'impérialisme et la cause du socialisme triomphera.

## **Post-scriptum**

### **Les écologistes et l'offensive de l'impérialisme américain**

A l'occasion du premier anniversaire de «mouvement démocratique» de Beijing, un débat a été consacré à cet événement à la Chambre, le 29 juin 1990. Ce débat a, une nouvelle fois, révélé à quel point le lavage de cerveau quotidien par nos médias «libres» influence des milieux qui se veulent progressistes. Dans son intervention, faite au nom du groupe écologiste Agalev-Ecolo, Xavier Winkel, connu pour ses prises de positions progressistes, défend en fait la ligne suivie par la droite de l'establishment américain. Vu le déluge de mensonges et d'intoxication que la presse «libre» a déversé, il est compréhensible que des militants écologistes honnêtes se soient laissés embobiner par les porte-parole des multinationales. Nous cherchons le débat franc, étayé par des faits incontestables, par des documents et des preuves. Nous sommes sûrs de notre cause. L'arrogance de l'impérialisme ne nous impressionne pas, au contraire, nous sommes convaincus que tous ceux qui gardent l'esprit lucide, qui ne sont pas atteints par l'hystérie antisocialiste frénétique, seront amenés à réfléchir sérieusement au bien-fondé de leurs propres prises de position, après avoir écouté nos preuves et nos arguments.

Xavier Winkel reprend une thèse centrale de l'impérialisme américain et européen, lorsqu'il exige *«une continuation des réformes (en Chine) qui ont rendu possible une ouverture vers les Etats démocratiques dans le monde»*. (85)

Au sein de l'establishment américain, bien uni dans sa politique d'anticommunisme et de domination mondiale, deux tendances tactiques se dessinent: la fraction dominante, représentée par Bush et Nixon, veut reprendre les relations avec la Chine dans le but de protéger, de soutenir et d'encourager les forces pro-capitalistes au sein du Parti communiste chinois. Une autre fraction prône un anticommunisme plus ouvert et une tactique plus agressive pour mettre, dans les délais les plus brefs, la Chine socialiste à genoux et créer des conditions propices pour une contre-révolution victorieuse du type polonais, roumain ou hongrois. Xavier Winkel défend le programme avancé par cette dernière fraction de l'impérialisme américain. *«Ce que je n'accepte pas, dit-il, c'est que des représentants du gouvernement belge rencontrent des responsables chinois.» «La Chine a donc manifestement besoin du soutien d'autres pays et des sanctions économiques sont efficaces. La Belgique et les douze doivent maintenir les sanctions politiques et économiques.»* (85) Bien sûr, Eyskens a répondu à l'interpellant d'Agalev-Ecolo que la Belgique *«continue à adopter une attitude ferme et décidée»*. Sur quoi Xavier Winkel a répondu: *«Je suis content de la réponse du ministre»* (85).

Cette affaire montre bien comment des gens qui se veulent progressistes, sont parfois complètement drogués par la propagande impérialiste. L'Armée Populaire a dû intervenir à Beijing pour mettre fin à une émeute violente visant à renverser le socialisme; il y a eu trois cent morts. Xavier Winkel est d'avis que toute rencontre avec des dirigeants chinois est désormais blâmable et qu'il faut des sanctions politiques et économiques contre ce pays du tiers monde, comptant un milliard cent millions d'habitants. Soit. Mais comment se fait-il que Xavier ait «oublié» que l'armée américaine vient de commettre une agression militaire inqualifiable, injustifiable, contre le Panama, au cours de laquelle 5 à 7.000 personnes ont été massacrées. Est-ce qu'Ecolo-Agalev a exigé que la Belgique cesse tout contact avec le gouvernement américain et qu'il prenne des sanctions politiques et économiques contre les Etats-Unis? Ces mesures seraient pourtant justifiées parce que la cause de l'impérialisme américain est indéfendable. Mais Ecolo-Agalev préfère ne rien faire contre l'impérialisme américain et il continue à reprendre aveuglément l'agitation antisocialiste que l'ensemble du monde impérialiste mène depuis une année contre les décisions justifiées de la Chine.

## **Notes :**

- (1) Beijing Information, 6 mars 1989, p.21.
- (2) La Chine, février 1989, p. 12.
- (3) China Aktual, janvier 1989, p.19.
- (4) Problems of Communism, septembre-octobre 1989, p.37.
- (5) Orbis, été 1989, p.327-335.
- (6) Beijing Information, 6 mars 1989, document IIIV.
- (7) Far Eastern Economic Review, 29 mai 1989, p.18.
- (8) Business Week, 5 juin 1989, p.21-22.
- (9) Business Week, 5 juin 1989, p.28.
- (10) The Guardian, 10 mai 1989, par Cliff Du Rand.
- (11) Far Eastern Economic Review, 1 juin 1989, p 66.
- (12) *Le Printemps de Pékin*, Gallimard, 1980, p.69-71 - Le dégel, 9 mars 1979.
- (13) *De papier en lente*, Aula-paperback 64, Het Spectrum, 1981, p.96-97; 123; 128.
- (14) Lawrence Macdonald - Jean-Christophe Tourneise, *Le Dragon et la Souris*, Bourgeois, 1987, p.84.
- (15) Ibidem, p. 204; 205; 229-230.
- (16) Beijing Information, 2 novembre 1981, p.21.
- (17) Lawrence Macdonald, op. cit., p.34.
- (18) Beijing Information, 9 janvier 1989, p.21-23.
- (19) Circulaire du comité central, 16 mai 1966.
- (20) Beijing Information, 25 juillet 1988, p. 5.
- (21) Lawrence Macdonald, op. cit., p.238.
- (22) Ibidem, p.242.
- (23) The China Quarterly, juin 1988, p. 182.
- (24) The Mirror Monthly, avril 1989, p.22-24, dans Inside Mainland China, juin 1989, p.7.
- (25) Problems of Communism, septembre-octobre 1989, p.19.
- (26) Wide Angle Monthly, avril 16, p. 62-65, dans Inside Mainland China, juin 1989, p. 14.
- (27) International Herald Tribune, 2 novembre 1988.
- (28) Le Monde, 8 septembre 1989, p.1.
- (29) Problems of Communism, septembre-octobre 1989, p.19.
- (30) Pai-hsing Semi-monthly, 16 mai 1989, p.25 dans Inside Mainland China, juillet 1989, p. 22.; Problems of Communism, septembre-octobre 1989, p.19.
- (31) Problems of Communism, septembre-octobre 1989, p.4.
- (32) Problems of Communism, septembre-octobre 1989, p. 4-5. (33). Pétition contre la répression en Chine, Annemie Desmedts, Socialisme Sans Frontières.
- (34) The Free Journal, june 8, 1989, p.2.
- (35) Sinorama, Taipei, vol. 14, n°8, août 1989, p.55.
- (36) Libération, 17 janvier 1989, p.5.
- (37) Echos de la République de Chine, 21 juin 1989, p.1.
- (38) The free China journal, 22 mars 1990, p.5.; Echos de la République de Chine, Ibidem.
- (39) Manifeste de la FDC, Paris, 26 sept. 1989;
- (40) The Free Journal, 10 août 1989, p.5;
- (41) The Free Journal, 14 août 1989.
- (42) Libération, 2 octobre 1989.
- (43) Bulletin de Sinologie, Hong-Kong, février 1990, traduit dans Solidarité Etudiants Chinois, mai 1990, L-L-N, p.5.
- (44) The Nation, New York, avril 23, 1990, p.563-564.
- (45) Libération, 2 octobre 1989.

- (46) Problems of Communism, septembre-octobre 1989, Chinese democracy, p.27.
- (47) Rood, 20 juin 89, p.7.
- (48) The free China journal, mai 14, 1990, p.2.
- (49) The free China journal, 5 février 1990, p.1.
- (50) The free China journal, 11 janvier 1990, p.5.
- (51) The free China journal, 22 janvier 1990, p. 2.
- (52) The Nation...p.564.
- (53) Bijlage Amnesty Nieuws, 6ème année, juin 1990
- (54) Inside Mainland China, août 1989, p. 4.
- (54) Problems of communism, The Tienanmen massacre, p. 6.
- (56) Problems of communism, septembre-octobre 1989, p. 25
- (57) Problems of communism, septembre-octobre 1989, Political sociology of the Beijing Upheaval, p. 38.
- 58) Ibidem, p.39
- (59) United Daily News, 18 mai, Taiwan, dans Inside Mainland China, juin 1989, p. 3.
- (60) Open lettre to Deng Xiaoping, Inside Mainland China, août 1989, p.7.
- (61) Inside Mainland China, août 1989, p. 7-8.
- (62) Ming Pao, 22 mai 1989, dans Inside Mainland China, juin 1989, p.1.
- (63) Joint Déclaration, dans Inside Mainland China, août 1989, p. 9.
- (64) Problems of Communisme, sept-oct. 1989, The Tien An Men...p.12.
- (65) Libération collection, n°1, juin 1989, p.30.
- (66) Ibidem, p.37.
- (67) Inside Mainland China, août 1989, p.6.
- (68) Libération collection, op.cit.p.37.
- (69) Ibidem, p.59.
- (70) Ibidem, p. 78.
- (71) The Free China journal, 15 juin 1989, p.3.
- (72) Problems of Communism, sept-oct. 1989, Chinese democracy in 1989, p. 29-28.
- (73) Libération 3-4 juin 1989, p.3.
- (74) Libération 5 juin 1989, p.3-4
- (75) Libération, 8 juin 1989, p.2. (76)FEER, 15juin89,p.12.
- (77) De Morgen, 7 juin 1989, p.5.
- (78) De Groene Amsterdammer, 11 octobre 1989, p.9.
- (79) Libération, 25 avril 1990, p. 36-37.
- (80) Sinorama, n°8, août 1989, ROC-Taïwan, Shaw Yu-ming, **p.51.**
- (81) The Free China Journal, 26 février 1990, p.1.
- (82) Chen Yun, in Inside Mainland China, Taiwan, novembre 1985, p. 19 et 20.
- (83) Issues and studies, mai 1989, Taipei, Student Démonstrations ...p.6.
- (84) Cité dans AlainBouc: Larectification.Fédérop.Lyon, 1977, p.170
- (85) Chambre, réunion publique de la commission, 29 juin 1990, Compte-rendu analytique, p. 1235-1237.